

## Le retour du sourire khmer

« RIEN n'est jamais acquis à l'homme », a chanté le poète... Mais il faut reconnaître qu'après une période d'incertitude, l'ONU a fait du bon travail au Cambodge. C'est un pays transformé qu'elle a remis à ses habitants le 24 septembre, dernier jour officiel de sa mission dans un État qui était « entré en tragédie » en 1970 avec l'éviction de Norodom Sihanouk par une droite sous influence américaine, et plus encore après la victoire des hommes de Pol Pot en 1975, sans oublier, en 1978, l'invasion des troupes de Hanoï, prétexte à une guerre de dix ans. Déjà, les Khmers ont un peu retrouvé de ce sourire qui, naguère, était tenu pour un de leurs charmes. La France, qui a pris une part importante au processus, ne peut que s'en réjouir.

Un pays déchiré entre ses factions, au point d'apparaître voué à l'absorption par ses voisins indochinois, renait sur des bases démocratiques : une assemblée élue par plus de 90 % de la population a adopté une Constitution ; une monarchie parlementaire est en place, dont le titulaire, Norodom Sihanouk, jouit à l'évidence du soutien de ses compatriotes ; une population est à nouveau réunie, après le rapatriement des 350 000 réfugiés qui croupissaient à la frontière thaïlandaise.

Il y a certes de l'ironie à ce l'histoire en fanfare d'un homme dont les palinodies ont agité tout le monde un jour ou l'autre, paré de surcroît d'un titre de « roi » qui a eu l'honneur d'être représenté dans la première puissance du monde, les États-Unis. Au moins doit-on reconnaître à Sihanouk le mérite d'une vision qui, pour confondre son destin avec celui de son peuple, n'en a pas moins sauvé le Cambodge.

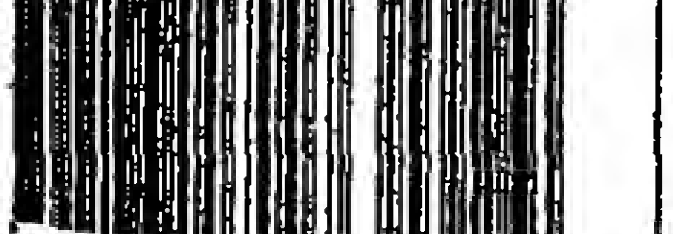
Tout est loin d'être joué, certes. Ainsi, malgré leur victoire électorale, les royalistes, emmenés par le prince Ranariddh, fils de Norodom Sihanouk, ont-ils dû accepter de gouverner en coalition - une formule nécessairement fragile - avec les néo-communistes de Hun Sen, puisque ceux-ci « tiennent » encore les forces armées et l'administration.

MAIS l'ombre la plus inquiétante est, bien sûr, celle projetée par les Khmers rouges. Fidélement annihilés par leur refus de participer à une consultation très populaire et contrainte, de lors, de prendre une position de « conseillers » auprès des nouvelles autorités, battus en août dans leur fief du Nord-Ouest par les troupes du gouvernement provisoire, puis affaiblis par quelque 2 000 défections ces derniers semaines, les gens du « Parti du Kampuchéa démocratique », comme ils s'appellent à se nommer, ne font plus très bonne figure.

Mais les chefs et les cadres moyens des Khmers rouges, hais de leurs concitoyens, ne sont sans doute pas prêts à désarmer. Ils demeurent, ainsi, en embuscade. Ils seront sans doute prompts à mettre à profit les faiblesses du nouveau régime, à dénoncer l'éventuelle - et hélas probable - corruption de dignitaires, à attiser les déceptions populaires qui ne manqueront pas dans un pays accablé par la pauvreté. Raison de plus pour que les Nations unies ne s'arrêtent pas en si bon chemin, et prolongent, comme elles l'ont d'ailleurs promis, leur action politico-militaire des dix-huit derniers mois par une substantielle assistance économique.

Lire nos informations et le portrait du prince Ranariddh par Jean-Claude Pomont page 5

MD146 - 0926 0 - 7.00 F



## Détente à Johannesburg

### Un Etat afrikaner est en discussion

En visite aux Nations unies, Nelson Mandela président du Congrès national africain (ANC) a demandé la levée des sanctions économiques encore en vigueur contre l'Afrique du Sud. Le même jour, à Johannesburg, l'ANC a confirmé qu'elle était en discussion avec le Front du peuple afrikaner (AVF, regroupant une vingtaine d'organisations blanches d'extrême droite) pour examiner sa revendication d'un « Etat afrikaner » et « satisfaire les intérêts du peuple sud-afrikaner tout entier ».

#### JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dans le climat tendu qui caractérise les relations du Congrès national africain (ANC) avec l'extrême droite blanche, la rencontre entre une délégation du Front du peuple afrikaner (AVF) et le mouvement de Nelson Mandela était a priori hautement improbable. Elle a pourtant eu lieu, à la demande, semble-t-il, du chef de l'AVF, le général Constand Viljoen qui, depuis la mi-août, avait vu une demi-douzaine de fois des représentants de l'ANC conduits par Nelson Mandela et Thabo Mbeki, respectivement président et président national du mouvement.

Le communiqué conjoint, rendu public vendredi 24 septembre, ne s'étend pas sur les circonstances de ces entretiens, qui

auraient eu lieu dans une atmosphère « de franchise, de respect mutuel et de sincérité », dans le but d'éviter des « affrontements, voire une guerre qui ne serait dans l'intérêt d'aucune des parties, ni dans celle du pays ».

Les discussions, provoquées dans le souci de « ne négliger aucun moyen pacifique qui permette d'éviter les violences et l'anarchie », auraient porté sur « un large éventail de problèmes concernant la situation politique en Afrique du Sud » et, notamment, sur le désir de l'AVF de disposer d'un « Etat afrikaner [pourrait] vivre en tant que nation ».

#### GEORGES MARION

Lire la suite et nos informations page 5

## Tandis que les députés conservateurs restaient encerclés au Parlement

### M. Eltsine a reçu le soutien des chefs d'Etat de la CEI

Alors que la Conférence constitutionnelle, composée de quelque six cents représentants des forces politiques, sociales et religieuses russes entamait ses travaux, les députés conservateurs hostiles à Boris Eltsine occupaient toujours, samedi matin 25 septembre, le Parlement privé de téléphone et d'électricité et encerclés, depuis la veille, par des troupes

d'élite. M. Eltsine a exclu le recours à la force contre les frondeurs. D'autre part, le président russe a reçu le soutien des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), réunis en sommet, vendredi à Moscou. A cette occasion, neuf des onze pays membres de l'ex-URSS ont signé un accord-cadre donnant naissance à une Union économique.

#### MOSCOU

de notre correspondant

« Vous savez, au moins, que le président, maintenant, c'est Rouskov ? L'officier de police ne bronche pas. Pas la peine, lui, il obéit à Clinton... » Devant ce qui fut l'une des « barricades » des défenseurs de la « Maison Blanche » (Parlement), mais que contrôlent désormais la police, quelques dizaines de personnes invectivent les hommes en uniforme.

La pression monte. On pousse un peu, et les policiers, avec une grimace, finissent par laisser passer le groupe de sympathisants du Parlement qui veut aller rejoindre ceux qui campent depuis trois jours sous le balcon de la « Maison Blanche ». Un peu partout, des troupes du ministère de l'Intérieur, casquées, armées, et vêtues de gilets pare-balles, ont pris posi-

tion. A cette heure - vendredi en début de soirée - il ne s'agit encore que de dissuader et sans doute de faire peur. Mais dans la nuit, quelques incidents éclatent, et samedi matin, le bouclage sera hermétique : les hommes de la division Dzerjinski font étalage de leur force. Pas question de laisser les « anti-eltsiniens » profiter du week-end pour aller reconforter les occupants de la « Maison Blanche », qui ont passé la nuit à la chandelle. Les généraux, apparemment, ont cessé de fonctionner. Et, très mauvais pour le moral des troupes, déjà épuisées par le manque de sommeil, il n'y a plus grand-chose à manger. Même les journalistes, désormais, ne passent plus. Seuls sont encore autorisés à franchir les barrières ceux qui, selon la version officielle, ne sont pourtant plus que

des citoyens comme les autres : les « ex-députés ». Boris Eltsine lui-même avait assuré, la veille, qu'il n'y aurait pas d'« assaut » contre le Parlement. Mais il avait aussi donné l'ordre de confisquer leurs armes aux défenseurs de la « Maison Blanche ».

A cette heure là, en fait, les kalachnikov avaient disparu, remises à l'intérieur du bâtiment, mais prêtes à être utilisées. Le ministre de l'Intérieur, le général Viktor Erina, se déclarait lui aussi favorable à l'utilisation de « moyens pacifiques », non sans ajouter, dans un interview à la radio russe : « Les opérations de force ont aussi leurs partisans, mais je ne pense pas que le moment soit encore venu... »

#### JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

## Un grand marché nord-américain

L'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada « est inévitable », nous déclare le président du Mexique

Le président mexicain, Carlos Salinas de Gortari, est en visite en Europe afin de renforcer les liens politiques et commerciaux entre son pays et le Vieux continent. M. Salinas a accordé à Bruxelles un entretien au « Monde », dans lequel il insiste sur le grand dessein de son mandat : faire entrer dans la réalité l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui doit créer, à partir de l'an prochain, un vaste marché commun de 370 millions de consommateurs entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Dans l'esprit du président mexicain, l'ALENA doit rendre irréversibles les réformes libérales qu'il a entreprises depuis son élection, en 1988, qui rompent avec la tradition à la fois dirigiste et protectionniste de son pays. Le Canada a été le premier à ratifier

l'ALENA. Le traité va être prochainement examiné par le Congrès des Etats-Unis et, s'il passe cette épreuve difficile, le vote du Parlement mexicain n'étant ensuite qu'une formalité, entrera en application le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Mais l'opinion américaine est réticente. Pour beaucoup d'Américains, surtout parmi les travailleurs les moins qualifiés, l'ALENA risque de faire fuir les emplois au sud du rio Grande, là où les salaires sont cinq fois inférieurs à ceux du nord et les normes anti-pollution nettement moins bien respectées.

Un échec de l'ALENA devant le Congrès des Etats-Unis signifierait un grave revers personnel pour le président Salinas. Actuellement, un vote positif du Sénat paraît probable, mais la situation est nettement plus incertaine à la Chambre des représentants, où Richard Gephardt, leader de la majorité démocrate, vient de faire connaître publiquement son

opposition. Que ferait donc M. Salinas si son grand projet se brisait sur les marches du Capitole ?

« Pour nous, l'ALENA est inévitable dans la mesure où le Mexique et les Etats-Unis ont déjà des rapports commerciaux très intenses. Ce traité représente l'avenir. Le monde va vers une plus grande intégration économique. Nous sommes favorables au succès des négociations du GATT, et l'ALENA est le volet régional de l'accord commercial global que nous poursuivons de nos vœux », répond le président mexicain.

Le ton a pourtant un peu changé depuis cet été. « Nous avons un très large éventail de réformes économiques, politiques et sociales, et l'ALENA est seulement un élément de ce cadre général ».

#### DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite et nos informations pages 4 et 5

## Des sans-abri provisoirement relogés grâce à l'abbé Pierre



page 8

## Les plans de la mort

A l'aide des archives du KGB, un historien français démonte la « machinerie du meurtre de masse », autrement dit les camps d'extermination créés par les nazis.

page 7

## La GMF va mal

La Garantie mutuelle des fonctionnaires serait en passe de manquer de fonds propres. Un plan de sauvetage est à l'étude, sur fond de mise en cause de son président, Jean-Louis Pétriat.

page 16

## Alain Carignon invité du « Grand jury RTL-le Monde »

Alain Carignon, ministre de la communication, est l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand jury RTL-le Monde », dimanche 26 septembre à 18 h 30.

## ANNE WIAZEMSKY CANINES



GALLIMARD

## AMIN MAALOUF

Le Rocher de Tanios

« La subtile et trouble poésie orientale dans un fabuleux roman. »

André Brincourt

ROMAN

Grasset











## AMÉRIQUES

Le débat sur l'ALENA aux Etats-Unis et la visite

## L'Accord de libre-échange nord-américain oppose l'opinion publique américaine à l'« establishment »

WASHINGTON

de notre correspondant

Réunions publiques, batailles d'éditorialistes, prises de position des « gourous » de l'économie, mobilisation à la Maison Blanche, au Congrès, dans les partis, les syndicats : le débat sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), que Washington a conclu avec le Canada et le Mexique, divise profondément les Etats-Unis.

La perspective d'un grand marché nord-américain réveille des peurs qui ne sont pas sans rappeler celles des Européens face au traité de Maastricht. Le débat sera au cœur de la vie politique dans les semaines à venir, le temps pour la Chambre des représentants et le Sénat de se prononcer sur un traité, déjà signé par les chefs d'Etat et de gouvernement des trois pays, mais qui rencontre ici une farouche opposition. En principe, le traité doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994. L'enjeu est considérable : il s'agit de la constitution en quinze ans, par suppression progressive des barrières tarifaires et autres, d'un immense marché commun de quelque 370 millions de consommateurs.

Avec Bill Clinton, tous les anciens présidents - le démocrate Carter, les républicains Bush, Ford, Nixon, Reagan - estiment que l'ALENA représente un moment-clé des relations inter-américaines. Plus encore, ils y voient un test de la capacité des Etats-Unis à affronter la compétition économique du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le président Clinton expliquait récemment : « D'une manière fondamentale, ce débat sur l'ALENA est un débat entre, d'une part, notre capacité à nous adapter aux changements en cours, à créer les emplois de demain et, d'autre part, notre résistance au changement dans l'espoir de préserver les structures économiques d'hier. » Dans une démarche inhabituelle pour une corporation plutôt querelleuse, les trois cents plus importants économistes du pays ont fait savoir qu'ils soutenaient le président et l'ALENA.

Seulement, pour le malheur de cet « establishment » éclairé, le pays est sceptique. Dans les sondages, la moitié des Américains disent ignorer ce qu'est exactement l'ALENA. Parmi ceux qui savent, une très nette majorité est opposée au traité. Pour les Américains, l'affaire se résume à un seul critère : jobs (emplois). Ils n'entendent pas d'autres arguments : le traité se traduira-t-il par une amélioration de la situation de l'emploi ?

## Un sentiment d'insécurité

A en croire tous les sondages, ils ont répondu par la négative : le traité va coûter plus d'emplois, pensent-ils, qu'il n'en créera. D'où leur opposition. On voit une division sans précédent au sein de la majorité démocrate, et un parti d'autant plus difficile pour M. Clinton. En toile de fond, induits par les difficultés économiques de l'heure, il y a un sentiment d'insécurité et une grande méfiance à l'égard de la mondialisation de l'économie. Ce sentiment est entretenu par les vagues de licenciements auxquelles procèdent les grandes entreprises. A tort ou à raison, l'ouverture des marchés est tenue pour principal responsable de la situation de l'emploi. L'opinion doute des bienfaits d'un libre-échangeisme auquel elle impute une partie de la précarité économique actuelle.

L'opinion publique est, en ce sens, contre les « experts », contre l'establishment politique et économique du pays. La ligne de fracture entre les « pour » et les « contre » va au-delà des divisions partisans, ou d'un clivage droite-gauche. L'affaire oppose les « élites » - républicains et démocrates - à une majorité d'Américains.

Les sondages le disent clairement : plus le bagage universitaire et l'aisance matérielle des personnes interrogées sont élevés, plus fort est le soutien en faveur du traité. Dans de nombreux secteurs de la classe moyenne - le noyau central de la société américaine -, il y a un sentiment d'exaspération à l'encontre des élites - ceux qui « savent » ce qui est bon pour l'économie mais ignorent la réalité du chômage ou du « déclassement professionnel ».

On peut toujours taxer de « vaines protectionnistes » ceux qui prônent la défense des frontières commerciales ; c'est sans effet sur des milliers de travailleurs, ouvriers et cadres, de l'automobile, du textile, de l'acier, etc., qui se savent ou se croient menacés par l'ALENA (et s'estiment trompés par une culture

d'entreprise qui leur avait inculqué fidélité et dévouement à l'employeur). Tel est le terrain sur lequel fleurissent les coalitions politiques les plus étonnantes et les populistes à la Ross Perot.

Car le milliardaire texan, le troisième homme de la bataille présidentielle de novembre, est de nouveau là, chef de file d'un camp anti-ALÉNA qui rassemble une troupe hétéroclite : une partie de la droite républicaine - avec des commentateurs comme Patrick Buchanan - toute la gauche démocrate - notamment l'ensemble du groupe parlementaire noir au Congrès -, le mouvement syndical unanime, Ralf Nader, l'ancien « pape » des consommateurs, de nombreuses associations de défense des droits de l'homme et une bonne part du mouvement écologiste.

## Le retour de Ross Perot

La majorité parlementaire démocrate est en piques. Au Sénat, Bill Clinton peut compter sur la plupart des élus démocrates (et la quasi-totalité des républicains), donc sur un vote facile. En revanche, à la Chambre des représentants, trois démocrates sur cinq sont décidés à voter contre le traité : il suffirait de la défection de quelques républicains, intimidés par Ross Perot, pour battre le président.

A coups de millions de dollars, M. Perot est de retour sur les écrans de télévision. Cartes et courbes à l'appui, il explique que l'ALENA va permettre aux industriels des Etats-Unis de s'installer

au Mexique, d'y profiter d'une main-d'œuvre payée moins de 1 dollar de l'heure (contre 5 aux Etats-Unis), dépourvue de véritables protections syndicales, et de « bénéficier » de contraintes presque inexistantes en matière d'environnement.

## « N'envoyez pas mon job au Mexique »

Le Mexique va ainsi se transformer en une gigantesque plate-forme de production de biens de consommation de masse destinés au marché nord-américain. Ross Perot assure que quelque six millions d'emplois aux Etats-Unis sont menacés. Il dit qu'il entend déjà le « bruit de succions assourdissantes » des emplois nord-américains « aspirés » vers le Mexique. A l'unisson, l'APL-CIO, une des places fortes démocrates, a lancé campagne sur le thème : « N'envoyez pas mon job au Mexique ».

Contre-vérités, démagogie, simplisme, réplique le camp des pro-ALÉNA. Si les industriels américains avaient un tel intérêt à « délocaliser » leurs entreprises, ils l'auraient déjà fait puisque rien ne les en empêche. Mais, dans bien des cas, le coût du travail ne représente que 20 % des prix de revient et la qualification de la main-d'œuvre est déterminante.

Plus que les Etats-Unis, c'est le Mexique qui va baisser ses barrières tarifaires et ouvrir davantage encore ses portes aux exportateurs américains : en deux ans, il faut en attendre deux cent mille emplois de plus aux Etats-Unis, dit l'administration.

Elle invoque le passé récent. Avant 1987, date du début de l'ouverture du marché mexicain, la balance commerciale des Etats-Unis avec son grand voisin du sud était déficitaire de 5,7 milliards de dollars. Depuis 1987, les échanges entre les deux pays ont dépassé les 40 milliards de dollars et les Etats-Unis enregistrent un solde bénéficiaire de 5,4 milliards. Le Mexique est devenu un des principaux marchés des exportateurs américains ; avec l'ALENA, cette tendance ne pourra que s'accroître, et, avec elle, la création d'emplois.

Mieux encore, l'ALENA, en stimulant le développement du voisin, fixera les Mexicains chez eux et sera la meilleure contrepartie à une immigration clandestine de plus en plus imposée aux Etats-Unis. En des temps de compétition accrue entre grands ensembles économiques et commerciaux, le traité sera, enfin, la réplique américaine à la CEE et à la zone asiatique.

Le débat sera tranché devant la Chambre des représentants, parallèlement à celui qui bat son plein sur le GATT. De l'issue de ces deux dossiers, disait vendredi à quelques journalistes francophones, l'ancien secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger, dépendra la marque que la présidence Clinton laissera dans l'histoire : « Si tel ou tel, le protectionnisme l'emporte, on le paiera très cher et très longtemps, et le XXI<sup>e</sup> siècle n'aura pas très belle figure. »

ALAIN FRACHON

## LOIN DES CAPITALES

## Les dernières giges de l'Estrée

DUNKIN (Canada)

de notre envoyé spécial

L'ORSQU'IL sort son violon, dans son humble cabane en rondins, tout au fond de la forêt, le vieux père Eastman prétend qu'un couple de ratons laveurs accourt pour écouter ses giges écossaises ou irlandaises ainsi que ses quadrilles français. Les originaux (hélas du Canada), les chevaux, voire les ours noirs, rendent plus souvent visite à cet ermite de soixante-quatre ans que les humains.

Veuf et sans enfant, M. Eastman attendait l'autre jour la venue d'un neveu pour l'aider à réparer son antique camion tout-terrain décapoté de la guerre de Corée. Lui-même ne se rend que rarement, pour s'y revêtir frugalement, au hameau de Dunkin ou au village de Mansville - en raquettes l'hiver, quand les chemins de terre sont impraticables.

Parfois considéré comme un original, M. Eastman est l'un des derniers héritiers d'une espèce en voie de disparition. Celle des coupeurs des bois, ces chasseurs et trappeurs qui, dès le début de la colonisation - française ou anglaise - du nord-est du continent, avaient préféré fuir les traces de la civilisation dans la grande nature. Celle aussi de ces anglophones qui ont peuplé le sud de la province du Québec, une belle région verte et vallonnée appelée « cantons de l'Est » ou « Estrie », parce qu'elle se situe à l'est de Montréal, entre les lacs Champlain et Mégantic.

Autrefois royaume des Indiens Abénaquis, dont les rares descendants ont dû émigrer le long du fleuve Saint-Laurent en laissant au passage quelques toponymes de lacs, villages ou rivières (Memphrémagog, Massawippi, Mégantic et Coaticook par exemple), ces cantons bordés par la frontière américaine ont été colonisés en plusieurs vagues. Il y eut tout d'abord l'arrivée, après 1783, date de l'indépendance des Etats-Unis, des colons américains restés fidèles à la couronne britannique en dépit de la victoire des « insurgés ».

Pour récompenser ou indemniser ces loyaux sujets, Londres leur accorda des terres au Canada, dans ces contreforts appalachiens, prolongement naturel des paysages de la Nouvelle-Angleterre. Plusieurs milliers de ces loyaux sujets arrivèrent avec chariots, femmes et enfants. En 1820, vinrent les premiers Irlandais catholiques fuyant les affrontements avec les protestants, puis plus tard, le terrible famine causée par la maladie de la pomme de terre. Les « Canadiens français » ne s'installèrent dans les Eastern Townships qu'à partir du milieu du dix-neuvième siècle, attirés par le développement du chemin de fer et des industries du bois.

Les descendants des loyalistes et autres migrants anglo-saxons étaient quatre-vingt-

dix mille en 1861 dans les cantons de l'Est, où ils étaient largement majoritaires. Ils ne sont plus que cinquante mille aujourd'hui, soit 10 % à peine de l'Estrée (la proportion d'anglophones dans toute la province de Québec est la même). Par la perte de ses « anglos » surtout, le Québec se francise de plus en plus, tandis que le reste du Canada, à l'exception peut-être du Nouveau-Brunswick, s'anglicise, par assimilation progressive de ses communautés francophones trop dispersées.

## La tête aux Etats-Unis, les pieds au Canada

Que sont devenus les loyalistes de l'Estrée ? « Partis, envolés, disparus vers les villes anglophones du Canada ou vers les Etats-Unis tout proches », commente M. Eastman. Les vallées et vallées défrichées étaient encore récemment parsemées de fermes. Celle de la famille Eastman a été vendue et transformée, comme tant d'autres, en chalet de villégiature.

Mais, au total, poursuit-il, « la spécificité des townshippers » est moins menacée par les blocages, les méfiances ou la propagande québécoise que par la force de la culture anglo-saxonne du continent : à force de s'« éparpiller à l'ouest et au sud de leur terre natale, ces « anglos » pas tout à fait canadiens ont dissous ce qui leur reste de traditions dans la gigantesque melting-pot canado-yankee. Emigrer encore une fois, filer à l'anglais », conclut-il.

Des propos susceptibles de faire bondir l'écrivain Mordica Richter. Ce Montréalais, qui vit aux Etats-Unis mais possède - comme une bonne partie de l'intelligentsia québécoise, francophone ou anglophone - une résidence d'été dans les cantons de l'Est, saisit la moindre occasion pour dénoncer dans le New York Times « l'épuration linguistique » dont sa minorité serait victime au Québec. Ses exagérations finissent par passer.

A Beebe-Plain, de l'autre côté du lac Memphrémagog, la frontière passe au milieu d'une rue baptisée Canusa (pour Canada-USA) et divise même une maison en deux. Son unique locataire, Robert Boisclair, dort la tête aux Etats-Unis et les pieds au Canada. Définie en théorie en 1783, clarifiée en 1784, la frontière, pour l'est du continent, ne fut bornée qu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Entre-temps, on avait construit sans trop se soucier de savoir où elle passait précisément. Entre sa cuisine américaine et les autres pièces, M. Boisclair passe simplement d'une langue à l'autre. Un tiers seulement de ses compatriotes québécois se disent bilingues. A Beebe-Plain au moins, les francophones, qui affirment ne pas parler anglais, auraient peu d'efforts à faire : on y évoque « les lignes » frontalières se dit dans le sud du 45<sup>e</sup> parallèle, « la station » pour la gare, « les bales de foin » pour les meules et l'on dit qu'une affaire « regarde mal », traduction tout à fait littérale de « it looks bad ».

MARTINE JACOT



## EN BREF

■ CUBA : arrestation d'un scientifique dissident. - Le professeur Rolando Malherbe, ancien chercheur au Centre national de la recherche scientifique cubain (CENIC), a été arrêté dans la nuit de jeudi, a-t-on appris vendredi 24 septembre à La Havane. - (AFP)

■ INDE : une grève des routiers paralyse le pays. - Une grève des routiers indiens, la seconde en deux mois, provoque des pénuries et perturbe la production industrielle du pays. Elle est entrée jeudi 23 septembre dans sa deuxième semaine. Près de deux millions de camions et autres véhicules sont à l'arrêt. Les routiers protestent contre une hausse de 200 % de leurs redevances. Diverses sociétés commerciales ont critiqué le gouvernement de M. Rao pour son refus de négocier, estimant que la situation handicape les exportations de l'Inde. Le puissant syndicat AIMTC (All India Motor Transport Congress), qui a lancé le mouvement, affirme qu'il tiendra jusqu'à satisfaction de sa revendication. Il a assuré que certains de ses membres ont été arrêtés. Afin de pousser les grévistes à reprendre la route, Delhi a invité les Etats de l'Union à invoker l'« Essential Services Maintenance Act », une disposition qui permet de pourvoir à la continuité des services essentiels à la population. Au moins la moitié du fret indien transite par la route. - (AFP)

■ NICARAGUA : libération de l'attaché militaire français et de son adjoint. - L'attaché militaire de l'ambassade de France au Nicaragua, André Solana, et son adjoint, le sergent-chef Agustín Ferrer, ont été libérés vendredi 24 septembre après avoir été capturés, jeudi, par un groupe de guérilleros anti-sandinistes (contras) dans le nord du pays, a indiqué le vice-ministre des affaires étrangères, José Pallas. Celui-ci a précisé lors d'une conférence de presse que le groupe sandiniste Front Nord-380 a libéré ses deux otages vendredi en début de soirée, sans conditions ni contrepartie, à la suite de l'intervention d'une mission de la commission internationale d'appui et de vérification de l'Organisation des Etats américains (OEA-CEA), qui s'était rendue dans la zone où opère ce groupe. - (AFP)

■ PAKISTAN : le premier ministre annonce un arrêt du programme nucléaire. - Le Pakistan a arrêté son programme nucléaire et Washington rétablira bientôt son aide à Islamabad, a annoncé, vendredi 24 septembre, le premier ministre par intérim, Moheem Qureshi, dans un entretien à deux

jours nationaux. Les Etats-Unis ont imposé en 1990 un embargo sur l'aide économique et militaire (500 millions de dollars) à leur vili allié après que le président Bush eut refusé de certifier au Congrès qu'il ne poursuivait pas un programme nucléaire à orientation militaire. Le département d'Etat américain s'est déclaré peu convaincu par l'affirmation de M. Qureshi. - (AFP)

■ PÉROU : le Sentier lumineux provoque une gigantesque panne d'électricité à Lima. - Des militants de la guérilla « maoïste » du Sentier lumineux ont provoqué, vendredi 24 septembre, une gigantesque panne de courant qui a affecté Lima et une grande partie de la région centrale du pays, et ont commis une série d'attentats à dynamite dans plusieurs quartiers de la capitale, qui ont fait au moins quatre blessés. - (AFP)

■ TIBET : augmentation du nombre de démons politiques. - Quel que 120 personnes ont été arrêtées ces derniers mois au Tibet en raison de leurs activités politiques, a indiqué, vendredi 24 septembre, Tibet Information Network (TIN). Selon cette organisation indépendante, basée à Londres, de 400 à 467 « politiques » seraient à présent détenus au « Pays des neiges ». TIN avait établi une liste similaire en février 1992 ne comportant que 240 noms ; et elle avait recensé 335 détenus en avril dernier. Les forces de sécurité chinoises accroissent les arrestations d'activistes à leur domicile, indique encore TIN. Les arrestations ont été nombreuses en mai et juin, après la visite à Lhassa d'une délégation de diplomates de la CEE. - (AFP)

■ ZAIRE : arrivée à Kinshasa du nouvel ambassadeur de France. - Jacques Depaigne, nouvel ambassadeur de France au Zaïre, a pris son poste, vendredi 24 septembre, à Kinshasa. M. Depaigne succède à Philippe Bernard, tué le 26 janvier d'une balle perdue, alors qu'il se trouvait dans son bureau à l'ambassade, lors des manœuvres de militaires dans la capitale zaïroise. - (AFP)

■ M. Mitterrand en Autriche le 7 octobre. - François Mitterrand fera le 7 octobre une visite officielle à Vienne, avant d'y participer, le 8, au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, a-t-on appris vendredi. Le président de la République répond à une invitation de son homologue autrichien, Thomas Klestil, qui s'était rendu à Paris en octobre 1992 pour une visite de trois jours. M. Mitterrand avait fait une première visite à Vienne en juin 1982. - (AFP)

RETOUR DE SARAJEVO : LE CRI DE COLÈRE DE JUAN GOYTISOLO

lire dans

DEBATS

de l'humanité

En vente le 10 de chaque mois



# AMÉRIQUES

du président mexicain en Europe

## Un grand marché

Suite de la première page

Prudence d'un politicien expérimenté qui ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier? Le ton reste pourtant résolument optimiste. « Nous sommes encouragés par le fait que nous avons conclu cette négociation commerciale avec une administration républicaine (celle de M. Bush, NDLR) et que nous sommes parvenus à un accord parallèle sur les questions d'environnement et de normes du travail avec une administration démocrate. Le président Clinton a exprimé son complet soutien à l'ALENA et sa détermination à le faire ratifier par le Congrès. »

Le président mexicain ne veut rien dire qui puisse mettre en danger le processus de ratification en cours. Mais un peu de retard ne serait visiblement pas, à ses yeux, une catastrophe définitive. Et il garde confiance, malgré les campagnes hostiles de la gauche syndicale AFL-CIO et de Ross Perot, candidat à la dernière élection présidentielle, dans la capacité de l'opinion publique, aux États-Unis, à comprendre les bienfaits de l'ALENA. « Elle commence à être sensible à l'argument selon lequel les emplois perdus seront remplacés par d'autres, plus qualifiés. »

### Un effort de transparence électorale

L'engagement total de George Bush en faveur de l'ALENA n'est-il pas une des raisons de son échec en novembre 1992? M. Salinas ne le croit pas. Tout au plus concède-t-il que le phénomène a pu jouer contre l'ancien premier ministre canadien, Brian Mulroney. « Le plus mauvais moment pour faire voter un traité de libre-échange, c'est lorsqu'on s'approche des élections et qu'on est en récession. »

La libéralisation et la déréglementation de l'économie mexicaine suscitent des mécontentements chez les paysans, les pêcheurs, les marchands ambulants, les camionneurs... N'y a-t-il pas un risque d'explosion sociale? « Environ 7 % des agriculteurs ont des problèmes d'endettement que les banques examinent cas par cas. En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, nous avons créé un programme spécial par lequel la Banque nationale de développement leur accorde des prêts à bas taux d'intérêt. Au début de mon administration, quatre entreprises seulement en bénéficiaient. Cette année, elles ont été cent cinquante mille. Elles seront un demi-million l'an prochain. »

Le Mexique peut-il vivre longtemps avec des taux d'intérêt à 25 %? « Nous avions une inflation très élevée, et elle a été ramenée en dessous de 10 % en rythme annuel. Les taux d'intérêt ont aussi baissé, mais moins vite que l'inflation. La base de notre économie est plus saine, nous avons éliminé le déficit budgétaire. En outre, nous avons réduit massivement notre dette, intérieure et extérieure. »

Un des arguments avancés par les adversaires de l'ALENA est qu'il serait honteux, pour les États-Unis, de s'associer commercialement à un pays aussi peu démocratique que le Mexique, où la même formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), s'est maintenu au pouvoir depuis soixante-quatre ans par le recours massif aux ressources publiques pendant les campagnes électorales et à la fraude au moment des scrutins. Le Mexique est pour eux, d'une manière générale, le royaume de la corruption.

Sous le règne de M. Salinas, un processus de démocratisation a été tenté mais sûrement engagé. Pour la première fois, l'opposition (celle de droite) a pu l'emporter dans trois des 31 États du pays : les gouvernements du Chihuahua, de Basse-Californie et de Guanajuato

portent les couleurs du Parti d'action nationale (PAN). Quitte à heurter les intérêts de sa propre formation, le président a imposé plusieurs réformes en vue d'assurer la transparence du prochain scrutin présidentiel, prévu le 24 août 1994. « D'ici là, affirme-t-il, les quelques quarante millions d'électeurs seront tous en possession d'une nouvelle carte d'électeur sur laquelle figure leur photographie, et les listes électorales auront été dressées selon les méthodes les plus modernes, sous la supervision des partis. Ces deux opérations coûteront plus de 2 milliards de dollars, un effort sans précédent dans aucun autre pays du monde. »

Le Parlement vient d'adopter une loi posant le principe du plafonnement des dépenses électorales et des contributions aux partis. Un scandale avait éclaté en février dernier, lorsque la presse avait eu vent que le PRI avait demandé à vingt-neuf des plus riches hommes d'affaires du pays de contribuer à hauteur de 25 millions de dollars chacun au financement du parti, à l'occasion d'un dîner organisé en présence du chef de l'État. Le PRI avait ensuite annoncé qu'il limitait les dons dans ses caisses à... 1 million de pesos (environ 1,7 million de francs) par personne.

« L'important, estime M. Salinas, est que les personnes privées ne soient plus autorisées à verser directement de l'argent aux candidats mais au parti, en fidéjussé. De manière qu'il ne soit plus possible à quiconque de dire à un candidat : « J'ai contribué à votre campagne, vous devez, maintenant que vous êtes élu, me renvoyer l'ascenseur. » Aux formations politiques, il a imposé par ailleurs un accès équitable aux médias pendant les campagnes.

### L'autonomie de la banque centrale

Une pratique au moins ne changera pas à court terme : celle qui consiste pour le président sortant, auquel la Constitution interdit de briguer un second mandat, à désigner le candidat du PRI au scrutin suivant. Lorsqu'on demande à M. Salinas s'il est en faveur de la tenue de primaires, à la manière américaine, il répond : « Chaque parti a sa propre façon de sélectionner son candidat à la présidence et sait quelle est la meilleure méthode pour maintenir la cohésion de ses troupes. »

Il souligne que son successeur, à quelque parti qu'il appartienne, n'aura d'autre choix que d'opter pour la continuité, surtout en ce qui concerne la politique économique. « D'une part, les réformes réalisées bénéficient d'un large soutien de la population, qui réclame que le processus engagé soit poursuivi. D'autre part, nous avons inscrit certaines réformes dans la Constitution pour assurer leur permanence. C'est le cas de la nouvelle et totale autonomie de la banque centrale. » Économiste formé à Harvard, le président assure que ne pourraient être remis en question « l'adhésion du Mexique au GATT, l'ALENA, la relation forte bâtie avec la CEE, l'accord de libre-échange avec le Chili, la candidature à l'OCDE et, à part entière, au Conseil économique de la zone Asie-Pacifique (APEC). »

Est-ce une indication sur le profil du futur candidat du PRI à la présidence, dont le nom devrait être connu « à la fin de cette année ou au début de la suivante »? M. Salinas, lui-même jeune (il a quarante-cinq ans), trouve « très encourageante » l'existence, dans son pays, « d'une nouvelle génération de politiciens engagés en faveur du changement, des réformes économiques, des programmes sociaux et du pluralisme démocratique. »

DOMINIQUE DHOMBRES et MARTINE JACOT

## RETOUR DE SARAJEVO : LE CRI DE COLÈRE DE JUAN GOYTISOLO

A lire dans **Le Monde des DEBATS** Le Monde

En vente le 10 de chaque mois

# ASIE

CAMBODGE : redevenu roi

## Norodom Sihanouk nomme son fils « premier premier ministre »

Le prince Norodom Sihanouk a promulgué, vendredi 24 septembre, la Constitution approuvée trois jours plus tôt par l'assemblée élue en mai sous l'égide de l'ONU. Ce texte établit un système de monarchie parlementaire. Un conseil du trône, composé de sept membres, a désigné « Samdech Euv » (Monseigneur Papa, selon les termes qu'affectionnent nombre de ses compatriotes pour parler de Sihanouk) comme premier titulaire de la dignité de roi du Cambodge, rétablie vingt-trois ans après son abolition

par le même Sihanouk qui, lui-même, avait régné de 1941 à 1955, avant de devenir « chef de l'État » jusqu'à son éviction en 1970.

Une brève cérémonie, sans intronisation ni couronnement, a eu lieu quelques heures plus tard dans la salle du trône du palais royal. Puis le nouveau roi a signé un décret nommant son fils Ranariddh « premier premier ministre » ; Hun Sen, ancien chef du gouvernement communiste établi à Phnom-Penh par les Vietnamiens après l'invasion de

1978, est désigné, lui, « deuxième premier ministre ».

A New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a constaté que l'institution, le 24 septembre, des autorités légales cambodgiennes a mis un terme à la mission de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU). Quelque vingt-deux mille hommes y ont pris part. Les derniers « bérés bleus » seront rapatriés en novembre. L'organisation, pourtant, « demeure engagée à soutenir le Cambodge », a dit M. Boutros-Ghali.

## Ranariddh, ou la revanche d'un solitaire

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Qui aurait pensé, il y a quinze ans, que ce professeur de droit public verserait un jour dans la politique et se prendrait suffisamment au jeu pour gravir – avec opiniâtreté, adresse, et quand il l'a fallu, courage – un chemin semé d'embûches?

Ce prince, frère de Bopha Devi, célèbre danseuse des ballets royaux, et fils de la première épouse de Sihanouk, la princesse Phap Kanhol (décédée en 1968), a longtemps donné l'impression de faire un peu bande à part et d'avoir trouvé son aise dans les universités françaises, loin de la tragédie qui se jouait dans son pays. Et puis, à un moment donné – c'était en 1983 – il y a eu l'engagement. « J'ai fait mon devoir », nous avait-il simplement expliqué à l'époque.

Au premier abord, la ressemblance avec le père est frappante. Il en a l'expression malicieuse, le côté direct, le timbre de voix, le spontanéité et une capacité à capter les foules qui l'a servi pendant la dure campagne pour les élections de mai. À le voir ainsi s'exprimer et transpirer devant des partisans qui avaient quand même

pris, à l'époque, quelques risques en allant l'applaudir, on en aurait presque oublié celui qui, pendant plus de dix-huit ans, a sagement enseigné le droit et les relations internationales à l'université d'Aix-en-Provence. Car le prince Ranariddh est titulaire, depuis 1976, d'un doctorat d'État français en droit public, avec mention « très bien ».

On pourrait penser que le père, Norodom Sihanouk, a un peu couru ce fils quand il lui a demandé en 1983 – Ranariddh n'avait alors que trente-neuf ans – de se lancer dans la politique. Cela n'a pas été exactement le cas. À cette époque, Sihanouk lui demandait de prendre la responsabilité du Funoppec, le mouvement désorganisé qui coiffe l'ANS (Armée nationale sihanoukiste) et participe, aux côtés des Khmers rouges et du Front libéral de Son Sann, à la lutte contre l'armée d'occupation vietnamienne et le régime de Phnom-Penh.

Ranariddh s'installe modestement à Bangkok en compagnie de son épouse et de leurs trois enfants. Mais il se fait un peu tout seul : « Le prince Sihanouk, nous dira-t-il à l'époque, m'a écarté de la fosse à serpents. » Ranariddh ne s'en impose pas moins au fil des ans et met de l'ordre au Funoppec.

En 1991, évoquant la nécessité de sa « neutralité », son père se retire de la présidence du mouvement et la lui confie. Il lui appartient donc de conduire le front royaliste aux élections prévues par les accords de paix de Paris.

### La peau du « vieux ours »

Avec un groupe d'amis et de sérieux appuis, Ranariddh fera du Funoppec une machine électorale assez bonne pour que son principal adversaire du moment et aujourd'hui partenaire – le Parti du peuple cambodgien (PPC, néo-communiste), alors seul au pouvoir – en prenne ombrage et menace les militants royalistes. Plusieurs d'entre eux seront assassinés. A ceux, nombreux, qui pensent alors que le PPC a les moyens de l'emporter, parce qu'il s'appuie sur l'administration et l'armée, le prince Ranariddh oppose toujours un sourire : « Rassurez-vous, dit-il, nous allons gagner. » Et le Funoppec s'imposera, effectivement, d'une bonne tête.

Ranariddh a fait seul, longtemps, ses preuves. Avec Norodom Sihanouk, ses relations ont été, de longues années, assez distantes et, même aujourd'hui, les deux

hommes ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. En février, dans un entretien à la Far Eastern Economic Review, le père a accusé le Funoppec de vouloir « vendre la peau du vieux ours Sihanouk avant de l'avoir tué ».

De son côté, le fils a exprimé sa « grande surprise » quand, au lendemain des élections, Norodom Sihanouk, appuyé par les Français, a annoncé qu'il prenait lui-même la tête d'un gouvernement d'union nationale. Tout en renouant à son initiative, le père a eu beau jeu de rappeler à son fils qu'il s'était engagé, pendant la campagne, à lui remettre les « pleins pouvoirs » s'il emportait les élections.

Après avoir été co-président du gouvernement provisoire sortant, Ranariddh se retrouve aujourd'hui « premier premier ministre ». Bel aboutissement, sinon belle revanche, même s'il lui faut gérer un difficile gouvernement de coalition. Tel est, pourtant, le prix de la stabilité. Et l'expérience a appris au prince qu'il faudra encore accepter bien des compromis pour tenter de rétablir l'ordre au Cambodge et, surtout, en amorcer la reconstruction.

JEAN-CLAUDE POMONTI

# AFRIQUE

En visite aux Nations unies

## Nelson Mandela demande la levée de toutes les sanctions économiques

En visite aux Nations unies, le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a confirmé qu'un compromis entre son mouvement et l'extrême droite blanche était possible. Il a également demandé la levée des dernières sanctions économiques qui frappent encore l'Afrique du Sud.

NEW-YORK (NATIONS UNIES)

de notre correspondant

À quelques mois du scrutin qui va les mettre en concurrence directe, le président Frederik De Klerk et son probable successeur, Nelson Mandela, sont venus aux Nations unies pour lancer le même appel : « Investissez en Afrique du Sud ». Parant, vendredi 24 septembre, dans la salle de l'Assemblée générale, Nelson Mandela a demandé la levée des dernières sanctions économiques : « Nous croyons le moment venu pour que la communauté internationale lève toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. »

Il a formulé cette demande au lendemain de l'adoption par le Parlement sud-africain d'une loi qui donnera à la majorité noire un rôle politique dans le pays où les premières élections libres multiraciales auront lieu le 27 avril 1994. M. Mandela a cependant demandé le maintien de l'embargo sur les armes, imposé par le Conseil de sécurité en 1977, jusqu'à l'élection d'un gouvernement démocratique.

Évoquant, au cours d'une conférence de presse, les élections d'après-prochain, le président de l'ANC a estimé, en se référant à de récents sondages, que seulement un Blanc sur cinq serait prêt à voter pour le Parti national (NP) de Frederik De Klerk. Le premier ministre noir de New-York, David Dinkins, présent au côté de M. Mandela, a annoncé que New-York allait abolir sa législation anti-apartheid.

Cette mesure dégrèverait 40 mil-

liards de dollars « qui pourraient être investis en Afrique du Sud », a-t-il déclaré. Répondant à des questions sur la décision du parlement sud-africain, M. Dinkins a estimé que « la dernière forme d'esclavage légal au monde » avait disparu. A Washington, Bill Clinton a invité le Congrès à lever les sanctions économiques encore en vigueur contre l'Afrique du Sud. Le président a également appelé ses compatriotes à investir en Afrique du Sud. Quelques minutes à peine

après le discours de M. Mandela, le Sénat américain a voté à l'unanimité la levée de toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud mises en place en 1986, malgré un veto du président Ronald Reagan. Les sanctions fédérales avaient déjà été levées en juillet. Le Canada et le Commonwealth ont également annoncé qu'ils allaient faire de même.

De son côté, M. De Klerk a rencontré le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali,

jeudi 23 septembre. Il est le premier président sud-africain à se rendre à l'ONU depuis la visite du premier ministre Jan Smuts en 1946. Le siège de l'organisation se trouvait alors encore à San-Francisco. M. De Klerk n'a pas insisté sur la réattribution d'un siège à l'Afrique du Sud : « Ça viendra, mais, franchement, j'ai d'autres chats à fouetter pour l'instant », a-t-il dit. L'Afrique du Sud avait été expulsée de l'Assemblée générale en 1974.

AFSANE BASSIR POUR

## Un Etat afrikaner est en discussion

Suite de la première page

Les négociateurs sont peu explicites quant aux résultats atteints, constatant à la fois « leurs succès » sur les problèmes cruciaux et « leurs convergences » sur la nécessité d'entretenir « la croissance économique ». Les deux parties estiment que leurs rencontres « ont été et seront contributives à une meilleure compréhension et à une plus grande confiance ». Ces discussions ont été « encourageantes », conclut le communiqué.

Rien ne laissait présager un tel tournant, alors que l'extrême droite, murée dans son refus des prochaines élections, menaçait d'en arriver à la guerre civile. La dégradation de la situation économique, la violence et la détérioration du climat politique auraient dû, normalement, accentuer les antagonismes. C'est l'inverse, semble-t-il, qui s'est produit, chacune des parties comprenant que, faute d'un sursaut, le pays courait à la catastrophe.

La personnalité du général Viljoen y est sans doute pour beaucoup.

Contrairement à nombre de ses camarades spécialistes des déclarations tritantes, le chef de l'AVF avait, maintes fois déjà, eu l'occasion d'exprimer sa différence. Lorsqu'en juin dernier, plusieurs milliers de ses partisans avaient envahi le bâtiment où se négociait l'avenir constitutionnel du pays (le Monde daté 27-28 juin), le général Viljoen avait présenté ses excuses pour les violences commises, reconnaissant avoir été débordé par les néonazis du Mouvement de résistance afrikaner (AWB) qui s'étaient joints à la manifestation. Il avait également plusieurs fois déclaré préférer la discussion à l'affrontement.

Avec pragmatisme, l'ANC en a tiré les conclusions qui s'imposent. Sans doute le mouvement de Nelson Mandela a-t-il également estimé qu'il ne pouvait courir le risque d'un affrontement avec un homme qui, disposant d'une exceptionnelle renommée au sein de l'armée – dont il a été le chef d'état-major – avait la possibilité de cristalliser bien des tentations putschistes.

Les discussions entre l'ANC et les amis du général Viljoen sont susceptibles de modifier profondément le paysage politique sud-africain. Le Parti conservateur (CP) notamment, qui a quitté la table des négociations, pourrait réexaminer sa position pour ne pas se retrouver totalement isolé. Il en va de même pour le parti zoulou Inkatha de Mangosuthu Buthelezi, qui ne pourra plus désormais s'abriter derrière un « front du refus » blanc pour différer son retour à la table des négociations.

GEORGES MARION







# C et les Verts redoutent en cause du droit d'asile

Le 24 septembre, à la suite d'une réunion de la Commission des affaires étrangères, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Claude Godeaux, a déclaré que le droit d'asile en Belgique n'est pas en cause. Il a souligné que la Belgique reste un pays sûr et que le droit d'asile est toujours garanti.

Le ministre a également déclaré que la Belgique ne se laisse pas influencer par les pressions extérieures et qu'elle reste indépendante.

Il a souligné que la Belgique ne se laisse pas influencer par les pressions extérieures et qu'elle reste indépendante.

Le ministre a également déclaré que la Belgique ne se laisse pas influencer par les pressions extérieures et qu'elle reste indépendante.

# La planète incertaine

Le monde est en proie à une incertitude croissante. Les tensions géopolitiques et les crises économiques menacent la stabilité mondiale.

Normal de...  
verrouille...  
son por...

# Un chercheur amateur révèle la machinerie des crématoires d'Auschwitz

## Les plans de la mort

Au chevet d'une église de village, l'officine d'un homme de lettres, Jean-Claude Pressac, a tout simplement vaincu le négationnisme. « Il n'y a plus de polémique », assure-t-il tranquillement.

Jean-Claude Pressac a pourtant beaucoup douté par le passé. N'a-t-il pas flirté avec les propagateurs du révisionnisme ? « J'ai travaillé avec eux en 1980, raconte-t-il. Mes doutes étaient légitimes. Personne ne pouvait m'expliquer les contradictions des témoignages auxquels je me heurtais. Mais je n'ai jamais écrit un seul texte révisionniste. J'ai attendu consciencieusement avant d'écrire ».

Jean-Claude Pressac ne le regrette pas. De nombreux voyages en Pologne, en Allemagne, et un séjour à Moscou pour consulter des archives du KGB, lui ont permis de disséquer ce que fut « l'ingénierie criminelle » du III Reich. Le voilà aujourd'hui familier de l'entreprise familiale Topi qui s'imposait sur le marché des crématoires aux dépens de ses concurrents, « du Balzac ». Le voilà aussi expert en technique de chauffage et de désaération après avoir si longtemps observé Kurt Prüfer, l'ingénieur national-socialiste qui décéda, en 1952, dans un camp soviétique d'une hémorragie cérébrale.

Sans éblouir, Pressac a commencé par étudier « l'arme du crime ». Ce pionnier curieux de tout, « versé en chimie », a délibérément tourné le dos aux témoignages des survivants pour s'intéresser aux ruines des crématoires et aux documents préservés de la destruction. Élémentaire.

Encore fallait-il avoir l'audace et la ténacité de se plier à cette enquête sur le terrain. A partir de 1982, les archives du musée d'Auschwitz s'ouvrent à lui. Il découvre les études et les plans des crématoires, les esquisses et les dessins des chambres à gaz homicides. Il doit apprendre à décrypter l'allemand rédigé en gothique, assimiler le vocabulaire technique, distinguer le mortier bariolé de la chaux, se coller avec l'histoire dans ce qu'elle a de plus quotidien.

**Aucun langage codé**

Plongé dans la correspondance échangée entre les douze entreprises civiles qui ont édifié les crématoires et la Direction des constructions SS (SS Bauleitung), il suit au jour le jour les ordres et les contre-ordres des commanditaires et les réponses des fournisseurs. Pour la première fois, un chercheur analyse les exigences des SS dans les archives polonaises et la réponse des firmes civiles dans les archives russes. Ainsi peut-il déduire les évolutions de la politique d'extermination nazie à partir des demandes de modifications des crématoires. Et déjà ses conclusions révisant, au sens noble du terme, ce que la communauté des historiens croyait acquis.

Jean-Claude Pressac établit ainsi que la décision de construire des chambres à gaz homicides à Auschwitz ne remonte pas à l'été 1941 mais aux mois de mai et juin 1942. De même évalue-t-il à huit cent mille le nombre des morts dans ce camp alors que les chiffres les plus couramment cités étaient de plusieurs millions. Plus surprenant encore, il montre que les entreprises de travaux publics ne recouraient à aucun langage codé pour parler des chambres à gaz.

« Il n'y a jamais eu camouflé, contrairement à ce que l'on dit. La SS Bauleitung a même réalisé trente photographies à la fin des travaux et les a exposées dans un hall. Cela a créé un mini scandale car beaucoup de civils passaient là. Les clichés ont été retirés. En Haute-Silésie, tout le monde était au courant », raconte Jean-Claude Pressac.

Durant de longues années, cet historien enquêteur va se taire de crainte de provoquer un scandale. Sans éclat, il est passé de la fréquentation des négationnistes à celle de Pierre Vidal-Naquet et de Serge Klarsfeld. Une longue étude qu'il publie en 1982 dans le revue *Le Monde Juif* passe quasiment inaperçue. Et son ouvrage majeur, écrit en français, ne paraît qu'en traduction anglaise en 1989 : *Auschwitz : Technique and operation of the gas chambers*. Ces quelques six cents pages, qui reproduisent d'innombrables plans de crématoires, sont éditées à mille exemplaires par la Fondation Beate Klarsfeld.

Pourquoi tant de discrétion durant dix ans ? « Parce que les gens n'étaient pas mûrs, répond Jean-Claude Pressac. Le sujet était trop sensible et le mur de Berlin n'était pas tombé. N'oubliez pas que l'histoire d'Auschwitz a été écrite en Pologne par les communistes et que même en France, la loi Gayssot interdit de s'exprimer librement ». Aussi ses révisions de l'histoire, même si elles confirment l'horreur et l'ampleur de la Shoah, se devaient-elles, selon lui, d'être diffusées à doses homéopathiques.

Mais, à la réflexion, son enquête avait commencé bien plus tôt, quand vers dix-huit ans, après avoir lu *La mort est mon métier*, le roman de Robert Merle sur la vie du commandant d'Auschwitz, il s'était interrogé : « Jusqu'où peut-on aller dans l'exécution des ordres ? A quel moment doit-on s'arrêter ? Dire non ? ». Jean-Claude Pressac se destinait alors à une carrière militaire. Il devint pharmacien. Plus historien de la nuit.

**LAURENT GREILSAMER**

► Les crématoires d'Auschwitz, de luttent contre la toxicomanie de masse, de Jean-Claude Pressac. Éditions du CNRS, 155 p., 140 francs.

### JUSTICE

## Au tribunal de Paris

# La contrefaçon des factures de France Télécom

Le substitut Alain Blanchot a requis, jeudi 23 septembre, devant la trente et unième chambre correctionnelle de Paris une peine de deux ans de prison assortie d'un mandat d'arrêt contre un commerçant autrichien soupçonné d'inonder les entreprises françaises de fausses factures établies sur un formulaire identique à celles de France Télécom.

Le courrier a perdu son innocence. Il y a les marchands de rêves et il y a ceux qui adressent aux entreprises des factures qui n'en sont pas. Elles ressemblent à des factures de France Télécom et comportent le célèbre logo avec un combiné téléphonique sur un clavier stylisé. « La somme n'est jamais ronde », remarque le substitut Blanchot à l'audience de jeudi. Aussi, le comptable pressé donne sans sourciller l'autorisation de payer une facture de 2 997 F.

En fait, une lecture patiente du document aurait permis de découvrir qu'il s'agissait d'une offre d'insertion d'une publicité dans un annuaire de télé qui n'a jamais été édité.

Une enquête difficile a révélé qu'entre les mois de mai et juin 1988, des entreprises françaises ont versé 1 942 736 F pour régler des fausses factures émises par la Télec Service Corp, une société de droit panaméen et libérien ayant une boîte postale à Zurich, mais qui faisait transcrire son courrier en Autriche et des fonds autrichiens étaient reversés au Liechtenstein.

**Discrétion des victimes**

Identifié, le responsable de cette entreprise, Heinz Kammerer, ne s'est pas présenté à l'audience, ni Erich Landert et Rainer Filthaut, soupçonnés de complicité de contrefaçon, publicité trompeuse et escroquerie. Seul Heinrich Leonhard, avocat d'affaires allemand, a comparu pour affirmer que son rôle s'était limité à la constitution des sociétés en 1986 et qu'il avait cessé tout contact avec Kammerer à l'époque où les factures ont été envoyées. Le substitut a d'ailleurs renoncé à requérir contre lui, demandant en revanche une peine de deux ans de prison contre Kammerer et un an de prison contre Filthaut et Landert.

De son côté, M. Stéphane Guérin, conseil de France Télécom, a demandé la condamnation conjointe des quatre prévenus à 500 000 F de dommages et intérêts pour la contrefaçon de la marque et la même somme pour « l'atteinte à l'image de France Télécom dans une affaire désagréable ».

Le tribunal rendra sa décision le 14 octobre, mais toutes les fausses factures comportant le logo de France Télécom n'ont pas été expédiées par la Télec Service Corp. Et si cette affaire est la première du genre à venir devant un tribunal, d'autres pourraient suivre si ce procédé n'était pas largement utilisé par des sociétés qui s'abritent derrière les frontières. « Depuis 1988, la justice française court après les personnes physiques, mais il y a un véritable holding qui dirige tout », soupire M. Blanchot. En ajoutant : « Quand un juge a pris une ordonnance empêchant la distribution de ce type de courrier venant de Belgique, les lettres sont parties de Hollande, de Tunisie, de Tchécoslovaquie... » En outre, les enquêtes sont parfois bloquées par la lourdeur des relations judiciaires internationales et, dans certains pays, la « publicité trompeuse » n'est pas un délit. Enfin, il y a la discrétion des victimes, qui hésitent à déposer une plainte. Et dans ce procès, un seul et unique plaignant est venu à l'audience.

**MAURICE PEYROT**

### CORRESPONDANCE

## L'affaire Testut et le financement de la liste Energie Sud

# Une lettre de Léon Schwartzberg

A la suite de notre article consacré à l'affaire Testut, filiale de Bernard Tapie Finance, qui évoquait le versement par la société Testut de 100 000 francs pour financer la campagne de Léon Schwartzberg aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes pour la liste « Energie Sud avec Tapie » (le Monde daté 19-20 septembre), nous avons reçu de Léon Schwartzberg la lettre suivante :

« Le trésorier de ma campagne pour les élections régionales, M. Bonnier, a été enjoint le 12 mai 1992 (quinze jours après la date des élections et huit jours avant la clôture des comptes de campagne) par M. Fellous, agissant au nom de Bernard Tapie (président de la liste Energie Sud), de devoir intégrer à mes comptes de campagne la somme de 492 969,61 francs versée par la société Financière immobilière Bernard Tapie (FIBT) (frais occasionnés par un affichage mural et la location d'une salle pour un meeting commun).

Mon trésorier apprenait en même temps que ce règlement aurait été effectué pour 320 000 francs par la FIBT pour son propre compte, pour 62 699,88 francs pour le compte de la société Bernard Tapie Services, et pour 190 269,83 francs pour le compte de la société Testut. Le maximum des dépenses autorisées pour ma campagne était de 2 443 650 francs ; j'ai dépensé (en comprenant les sommes ci-dessus) 1 555 835 francs. C'est parce que le montant des deux derniers règlements (BT Services et Testut) n'est pas intervenu à temps, et que le chèque de la FIBT dépassait les 10 % alloués pour une personne morale (492 969 francs au lieu de 244 365 francs) que le Conseil d'Etat a décidé d'invalidier mon élection et de permettre à la personne qui suivait sur la liste d'occuper ma place.

[Tout en rappelant les conditions dans lesquelles le Conseil d'Etat a invalidé mon élection (le Monde daté 20-21 décembre 1992), la lettre de M. Schwartzberg vient confirmer les précédentes informations sur le vol d'un financement politique de l'enquête judiciaire en cours à Béthune sur la société Testut. Dans une précédente lettre au Monde (nos éditions de 25 décembre 1992), M. Schwartzberg affirmait : « La suspension d'un an décidée à mon encontre par le Conseil d'Etat vient sanctionner une faute ou une négligence de Bernard Tapie. »]

## Dans la Loire

# Un maire est condamné pour provocation à la discrimination raciale

**SAINT-ETIENNE**

de notre correspondant

Le maire de Sury-le-Comtal (Loire) a été condamné, jeudi 23 septembre, par le tribunal de grande instance de Montbrison, pour provocation à la discrimination raciale. Il devra verser 10 000 francs d'amende ainsi que le franc symbolique de dommages et intérêts au MRAP.

« L'immigration submerge actuellement notre commune », avait écrit, en juin dernier, André Combe (divers droite), dans le bulletin municipal de sa commune qui compte 4 600 habitants, dont 13 % d'origine étrangère, principalement turque. Après avoir affirmé que « l'insécurité découle de cette immigration », le maire appelait à sa façon l'histoire de France à la rescousse : « De Charles Martel à Charles de Gaulle, les Français ont su bayer quand cela était nécessaire ; je crois qu'ils sauraient le faire encore si on le leur demandait ».

Ces écrits avaient entraîné une plainte du MRAP. Les attendus du jugement devront être publiés dans le bulletin municipal de Sury-le-Comtal.

**V. C.**

Un policier parisien interpellé pour une agression à main armée. Un gardien de la paix, âgé de trente et un ans, a été interpellé, jeudi 23 septembre vers trois heures du matin à Mantes-la-Jolie (Yvelines), après avoir commis une agression et tiré un coup de feu en l'air avec son arme de service. Agissant sans uniforme et portant une cagoule, ce policier, Dominique Coullier, a agressé un homme qui retirait de l'argent dans un distributeur automatique d'une agence bancaire de Mantes. Ce dernier, ouvrier à l'usine Renault de Flins, a réussi à prendre la fuite et s'est précipité au commissariat voisin. Interpellé peu après par ses collègues, le policier a été déféré devant le parquet du tribunal de Versailles. Dominique Coullier, qui est affecté dans une compagnie d'intervention de la préfecture de police de Paris, était en arrêt-maladie depuis plusieurs semaines.

Un professeur accusé d'abus sexuels sur vingt et un élèves en Haute-Caronne. Un professeur exerçant dans deux collèges privés de la région de Toulouse a été mis en examen et écroué, jeudi 23 septembre, pour « incitation de mineurs à la débauche, viols et attentats à la pudeur sur mineurs de quinze ans et dix-huit ans ». Patrice Louvet, quarante-neuf ans, est accusé d'avoir abusé sexuellement d'un moine vénéral et de jeunes garçons fréquentant des établissements privés de Toulouse et de Muret (Haute-Garonne). Les faits auraient eu lieu au domicile de l'accusé et lors de « sorties pédagogiques » qu'il organisait avec certains élèves. L'enseignant, qui est marié et père de trois enfants mineurs, a été dénoncé à la dernière rentrée scolaire par des élèves victimes de ses agissements.

Claude Bez est renvoyé devant le tribunal correctionnel. Claude Bez, ancien président du club de football des Girondins de Bordeaux, fait l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, où il devrait être jugé, au côté de son fils Eric, au début de janvier, pour détournement de fonds. Ce dossier d'instruction, ouvert en août 1990, concerne des malversations commises au cours de la rénovation du château de Hailan, près de Bordeaux, qui abrite le centre d'entraînement des Girondins et avait coûté 34 millions de francs aux collectivités locales. Sur cette somme, 15,6 millions avaient été détournés (le Monde du 15 décembre). Claude Bez avait été placé sous mandat de dépôt pendant trois mois en 1992 pour une autre affaire, concernant des anomalies comptables dans la gestion du club, dont l'instruction est toujours en cours.

## TOXICOMANIE

### Devant les Assises de AIDES

**M. Douste-Blazy** précise le plan de lutte gouvernemental contre la drogue

**LYON**

de notre bureau régional

Quelques jours après l'annonce par le premier ministre, Edouard Balladur, du plan gouvernemental de lutte contre la toxicomanie (le Monde du 23 septembre), le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a tenté, devant les 6<sup>es</sup> assises de la fédération nationale de AIDES, qui se déroulent du vendredi 24 au dimanche 26 septembre à Lyon, de répondre aux violentes critiques qui avaient suivi l'annonce des mesures gouvernementales. Il a en particulier confirmé que 439 millions de francs seraient consacrés, sur trois ans, aux programmes de lutte contre la toxicomanie. D'emblée, Arnaud Marty-Lavauzelle, président de la fédération nationale de AIDES, l'avait accueilli en stigmatisant les « Garretta de la toxicomanie » qui « prennent les usagers de drogue en otage ».

Affirmant que la prévention des risques de propagation du sida est la « première de ses priorités », M. Douste-Blazy s'est attaché à résumer le détail des mesures du plan. Après avoir évoqué le prochain projet de loi, soumis au conseil des ministres le 6 octobre prochain, pour améliorer le traitement des prisonniers atteints de la maladie, il a confirmé le doublement des programmes d'échanges de seringues usagées. Sur le sujet délicat des drogues de substitution, comme la méthadone, il a annoncé un assouplissement du protocole médical et l'extension rapide d'expériences.

Avec la création de structures d'accueil dans les hôpitaux et l'ouverture de centres de post-cures supplémentaires, le doublement des injections thérapeutiques pourrait, assure le ministre, passer rapidement de 4 000 à 8 000 chaque année. En évitant d'aborder la question de la dépenalisation de la drogue, il n'a, toutefois, pas convaincu ses interlocuteurs qui, visiblement, en attendaient un peu plus sur le sujet.

**M. D.**

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

# Le Monde

## L'ÉCONOMIE



## SOCIÉTÉ

Après l'intervention  
de l'abbé PierreLes sans-abri  
de l'avenue René-Coty  
obtiennent  
une promesse de logement

L'affaire des familles sans abri expulsées le 26 août dernier d'un immeuble de l'avenue René-Coty, dans le quatorzième arrondissement de Paris (le Monde des 27 et 30 août), a connu, vendredi 24 septembre, un épilogue provisoire. A l'issue d'une réunion à l'hôtel Matignon, les représentants des familles ont obtenu de Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, que les vingt familles concernées soient logées en hôtel meublé, aux frais de la ville, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée.

C'est, en fait, l'abbé Pierre qui a déboulé la situation. Arrivé vers 17 heures devant les portes murées de l'ancien hôtel maternel où étaient déjà réunies quelques deux cents personnes, il a exigé qu'on ouvre la porte, menaçant de « ne plus quitter son boulot de trottoir » jusqu'à ce que justice soit rendue.

Alors que les familles sont à la rue depuis le 26 août dernier et que les travaux de transformation de l'immeuble en crèche ont déjà commencé, la cour d'appel de Paris a prononcé, vendredi 17 septembre, un arrêt accordant aux familles un délai de six mois. Depuis une semaine, les familles manifestent donc, chaque jour, avenue René-Coty, dans l'attente de réintégrer l'ancien hôtel maternel. Devant le refus des forces de l'ordre de le laisser pénétrer dans l'immeuble, le fondateur d'Emmaüs a effectué un sit-in de trois heures, assis sur une chaise et emmitouflé dans des couvertures.

Arrivé sur les lieux vers 20 heures, Jean Tiberi a finalement fait visiter le bâtiment à l'abbé Pierre, afin de lui faire constater que les travaux avaient bien commencé, rendant les locaux inutilisables. Les deux hommes se sont alors rendus à l'hôtel Matignon, où l'accord a été conclu.

## ESPACE

En raison d'un orage au-dessus du centre spatial

## Le lancement de Spot-3 par Ariane est reporté de 24 heures

KOUROU (Guyane)

de notre envoyé spécial

Le lancement de la cinquante-neuvième fusée Ariane, qui devait donner lieu, samedi 25 septembre, à la mise en orbite du troisième satellite français d'observation de la Terre, Spot-3, et de six petits satellites technologiques, a été reporté de vingt-quatre heures en raison de la présence d'un nuage d'orage au-dessus de Kourou (Guyane). La déception de l'équipe de tir était d'autant plus grande que le lancement de Spot-3 avait dû être une première fois

retardé, le 1<sup>er</sup> septembre, en raison d'un doute sur un composant électronique analogue à celui, défectueux, découvert sur un satellite américain. Les responsables de cette mission n'ont, cependant, voulu prendre aucun risque avec ce satellite de 1,5 milliard de francs conçu par le Centre national d'études spatiales.

La société Arianeespace, qui n'a pu effectuer que trois lancements depuis le mois de janvier, du fait des reports réclamés par ses clients, espérait pourtant tirer en fanfare le lanceur Ariane 40 utilisé pour l'occasion. Mais samedi, à

Kourou, les risques dus à cette masse orageuse étaient cette fois trop importants. Depuis 1987, année au cours de laquelle une fusée américaine Atlas-Centaur fut foudroyée dans un ciel pourtant relativement peu menaçant, les Européens ont, à l'instar des Américains, durci leurs critères de sécurité. Ces derniers stipulent désormais qu'on ne tire pas tant qu'un certain type de gros nuage est présent dans un cylindre de 10 kilomètres de rayon autour de la base.

J.-F. A.

## DÉFENSE

Pour un montant de 2 milliards de francs

## La gendarmerie se dote d'un système moderne de radiocommunications

Le ministre de la défense, François Léotard, a inauguré, jeudi 23 septembre, à Rouen, le réseau de radiocommunications numérique Rubis, qui équipera la gendarmerie départementale d'ici à 1998 et qui est destiné à renouveler l'ensemble des moyens de radiotéléphonie VHF existants. Outre des performances accrues en débit et en confort d'écoute, le système Rubis, opérationnel vingt-quatre heures sur vingt-quatre, assure une transmission protégée des renseignements de la gendarmerie, quelles que soient les circonstances et, plus spécialement, en situation de crise.

Expérimenté avec succès en

Seine-Maritime depuis la signature du contrat (évalué à 2 milliards de francs) avec Matra Communication en 1983, le système Rubis remplace, à lui seul, trois réseaux de communications analogiques qui servent en gendarmerie depuis 1968. Il sera conjugué au réseau de transmission de données Saphir pour la messagerie et l'accès aux fichiers centraux de recherche. M. Léotard a insisté sur la compatibilité du système Rubis - qui permet des liaisons immédiates aussi bien par voie terrestre qu'en conférence avec des gendarmes en automobile, à moto ou à pied - avec le réseau de communications Acropol (dérivé de Rubis) de la police.

Selon le directeur général de la gendarmerie, Jean-Pierre Dintilhac, Rubis doit permettre une augmentation du volume des échanges d'informations de 15 % par an pendant dix ans, alors que les interceptions par des intrus sont rendues impossibles. Le système doit être étendu à partir de 1994 à raison de deux groupements départementaux de la gendarmerie équipés par mois.

M. Léotard a insisté sur les possibilités d'exportation « pour ouvrir les voies d'une coopération, en particulier à l'échelle de l'Europe ». Rubis, qui est le premier système de ce type au monde, a été choisi par la gendarmerie de Catalogne.

## INTEMPÉRIES

En visite dans la Haute-Vienne

## M. Mitterrand assure les victimes des intempéries de la « solidarité nationale »

Sans prendre des proportions catastrophiques, comme l'an dernier à pareille époque, la poursuite des pluies jusqu'au samedi 25 septembre a provoqué de sérieuses perturbations dans toute la moitié sud de la France, et en particulier dans le massif alpin, partiellement coupé de l'Italie. Les tunnels du Fréjus et du Mont-Blanc ont été fermés à la circulation en raison des inondations en Maurienne et dans le Val-d'Aoste. Venu à Limoges vendredi 24 septembre pour assister au festival des Francophonies, le président de la République a rendu visite aux habitants de Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), pris sous un déluge deux jours plus tôt, « pour marquer la solidarité et la solidarité nationale » aux victimes des intempéries. « Je ne vous oublierai pas en

tourner les talons, et je veillerai à la suite des événements », a ajouté M. Mitterrand.

A Toulouse, la Garonne est sortie de son lit vendredi, obligeant à évacuer l'île du Ramier, où le match de football contre Montpellier n'a pu avoir lieu. Dans les Pyrénées aréogées, la neige est tombée en abondance et plusieurs rivières ont débordé, coupant la circulation en de nombreux points. En Provence, durement éprouvée mercredi et jeudi, la dérive a commencé dans certains cours d'eau, mais les cotes d'alerte restent dépassées sur le Rhône et l'Ouvèze. A Castagniers (Alpes-Maritimes), un rocher détaché d'une falaise de 150 mètres a éventré une maison et blessé deux fillettes pendant leur sommeil. - (AFP)

Selon les « boîtes noires » de l'appareil

## Des causes météorologiques expliquent l'accident de l'Airbus A-320 à Varsovie

Les deux « boîtes noires » de l'Airbus A-320 de la compagnie allemande Lufthansa, qui a quitté la piste d'atterrissage, le 14 septembre à Varsovie, et qui a pris feu (bilan : deux personnes tuées, quarante autres blessées), ont été décryptées, mercredi 22 septembre à Paris, par le Bureau enquête accident français, à la demande des autorités polonaises et allemandes.

Les enquêteurs n'ont pas achevé leurs investigations, mais l'hypothèse d'un dérapage sur une accumulation d'eau due à de fortes pluies et à un revêtement

de piste mal drainé commence à être valide.

Aucun mauvais fonctionnement des freins ou des inverseurs du flux des réacteurs n'apparaît. Le retournement du vent au moment de l'atterrissage aurait aussi contribué à allonger la course de l'avion. L'équipage a remarquablement réagi : lorsqu'il a compris qu'il ne freinerait plus avant un talus de quatre mètres en fin de piste, il a engagé l'appareil dans un virage qui a évité un choc frontal et un bilan plus lourd.

## FOOTBALL : les incidents du match Marseille-Metz

## L'OM risque de nouvelles sanctions disciplinaires

Une vingtaine de personnes, dont onze membres des forces de l'ordre, ont été légèrement blessées, vendredi 24 septembre, à la suite d'incidents qui ont suivi l'interdiction du match Marseille-Metz au Stade-Vélodrome après des jets de projectiles et l'envahissement du terrain par des supporters. Les policiers ont interpellé quatre personnes. Après l'interdiction du match, des casseurs ont brisé des vitres et une cabine téléphonique. Ils se sont ensuite attaqués à des véhicules, pour la plupart immatriculés en région parisienne, garés aux abords du stade. Pour se dégager et éparpiller la masse des spectateurs, les CRS ont fait usage de bombes lacrymogènes.

La colère des supporters marseillais avait été provoquée par une série de décisions contestables de l'arbitre de la rencontre : l'expulsion de deux joueurs marseillais, le gardien Fabien Barthé et le défenseur Basile Boli, puis le refus d'accorder un but et un penalty à l'OM. Des projectiles ont fusé sur le terrain dès la fin de la première mi-temps. La rencontre a dû être interrompue à la 87<sup>e</sup> minute, sur le score de 3-0 en faveur de Metz, à cause de l'envahissement du terrain par une cinquantaine de supporters.

Déjà secoué par l'affaire de corruption du match Valenciennes-Marseille, l'OM, qui attend le verdict des instances officielles pour savoir s'il peut participer à la Coupe intercontinentale et à la Supercoupe, risque de nouvelles

sanctions disciplinaires à la suite de ces incidents. Le Stade-Vélodrome, qui était sous le coup d'un match de suspension avec suris depuis la blessure du gardien de Saint-Etienne par un projectile, devrait être suspendu dès la prochaine rencontre de championnat. Bernard Tapie indiquait toutefois, vendredi soir, qu'une réclamation officielle avait été déposée pour faute technique de l'arbitre lors de l'expulsion de Barthé.

La dixième journée du championnat de France. - La dixième journée du championnat de France de football de première division, disputée vendredi 24 septembre, a donné les résultats suivants :

\*Nantes b. Caen ..... 1-0  
\*Saint-Etienne et Strasbourg ..... 0-0  
\*Bordeaux b. Lille ..... 2-1  
\*Lens et Martigues ..... 1-1  
\*Cannes b. Lyon ..... 1-0  
\*Le Havre et Sochaux ..... 0-0  
\*Monaco b. Angers ..... 3-0  
Metz b. Marseille ..... 3-0 (interrompu 87<sup>e</sup>)

\*Toulouse-Montpellier match reporté

Classement : 1. Paris-SG, Bordeaux et Cannes, 14 points ; 2. Nantes, 13 ; 3. Monaco, Sochaux, Strasbourg et Marseille, 12 ; 4. Metz et Auxerre, 11 ; 5. Caen, 10 ; 6. Martigues et Saint-Etienne, 9 ; 7. Lyon et Montpellier, 8 ; 8. Lens et Angers, 7 ; 9. Lille, Le Havre et Toulouse, 5.

## AUTOMOBILISME : la retraite d'Alain Prost

## Les bleus au cœur d'un triple champion du monde

Trois fois champion du monde de formule 1, Alain Prost, qui est en tête du championnat 1993, a annoncé le 24 septembre à Estoril, où il devait disputer dimanche 26 le Grand Prix du Portugal, qu'il prendrait sa retraite sportive à la fin de la saison.

## ESTORIL

de notre envoyé spécial

Alain Prost ne rejoindra jamais Jean-Manuel Fangio, cinq fois champion du monde de formule 1 (1951 puis de 1954 à 1957). Après avoir réussi le meilleur temps de la première séance de qualification du Grand Prix du Portugal, où il espère s'assurer un quatrième titre mondial après ceux de 1985, 1986 et 1989, le pilote français a annoncé son intention d'arrêter « définitivement » sa carrière en formule 1 après la dernière course de la saison, à Adélaïde (Australie) : « C'est une décision très difficile. Je l'ai prise il y a un peu plus d'un mois. J'en ai parlé à Frank Williams et à Renault. Si j'ai attendu pour la révéler, c'est parce que j'aurais aimé l'annoncer en étant champion du monde. Mais, compte tenu des rumeurs, il était mieux, pour moi et pour l'équipe, de le dire le plus tôt possible. »

Quelques minutes plus tôt, Ayrton Senna, son « ennemi intime », venait, en effet, d'annoncer qu'il ne piloterait plus pour McLaren la saison prochaine. Les journalistes pouvaient se livrer à leur petit jeu favori en essayant d'imaginer l'échiquier 1994. Frank Williams n'ayant toujours pas renouvelé le contrat de Damon Hill, malgré ses trois récents succès en grands prix, le Brésilien avait-il déjà conclu un accord avec l'écurie britannique ? Son arrivée allait-elle motiver le départ d'Alain Prost, qui ne tenait pas à revivre la pénible expérience de cohabitation chez McLaren en 1988 et 1989 ?

La suspension aura été de courte durée. « Nous étions d'accord avec Alain pour l'an prochain, s'il l'avait voulu. Nous n'aurions pas changé l'équipe »,

assure Frank Williams. « Nous regrettons cette décision, mais nous la comprenons », ajoute Christian Zentgraf, directeur général de Renault Sport. Alain et Renault, c'est une longue histoire qui se termine, la semaine, sur un quatrième titre, afin de boucler la boucle. Après Nigel Mansell l'an dernier, Renault joue décidément de malchance. Pour son deuxième titre de constructeur, la marque française va encore se retrouver avec un champion du monde retiré de la formule 1. Difficile à exploiter commercialement !

## Sa meilleure saison

Aussi soucieux de son image que de son palmarès, Alain Prost quitte donc la formule 1 au moment où il est en passe de devenir le seul « dauphin » de Jean-Manuel Fangio et avec la perspective raisonnable de rejoindre l'Argentin au panthéon des pilotes de formule 1 la saison prochaine. De plus, son départ ouvre probablement les portes de Williams Renault à Ayrton Senna, le seul pilote actuellement susceptible de battre tous les records de la formule 1, à commencer par celui des victoires du Français en grands prix (11).

Paradoxalement, Alain Prost décide d'arrêter au moment où il affirme avoir vécu sa « meilleure saison en formule 1 ». Avec sept victoires et douze pole positions en treize grands prix, il n'avait jamais aussi bien réussi au niveau des résultats. « Cette année, j'ai eu énormément de satisfactions sur le plan sportif », dit-il. Sur le plan humain, l'ambiance au sein de l'équipe et avec Damon Hill était fantastique. J'ai toujours le même plaisir et la même motivation pour conduire une voiture à la limite et la régler pour aller le plus vite possible. Sans doute aurais-je éprouvé le même plaisir l'an prochain, mais j'ai toujours distingué le travail et l'environnement de la formule 1. Sur ce plan, ça n'a pas été une saison très réussie... »

C'est surtout psychologique : ment que la saison 1993 s'est

révélée délicate pour le pilote français. Après une année 1992 triomphale pour Williams Renault et pour Nigel Mansell, qui s'était assuré le titre mondial dès le Grand Prix de Hongrie, onzième des seize épreuves du championnat, nul n'aurait compris un échec du « professeur », même après une année sabbatique. Certains avaient pronostiqué que, au volant d'une voiture aussi dominatrice et avec un équipier débutant en formule 1, Alain Prost allait s'imposer... seize fois. Nigel Mansell, qui le soupçonnait d'avoir manœuvré en coulisses pour lui ravir son volant, n'avait-il pas affirmé que « même une marionnette serait championne du monde avec la Williams Renault » ?

Avant même le premier grand prix, en Afrique du Sud, Alain Prost a vu sa préparation perturbée par les manœuvres de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) à propos de la lettre d'engagement en championnat de l'écurie Williams, arrivée hors délais. Puis des déclarations jugées inconvenantes à l'encontre du pouvoir sportif lui ont valu une conversation devant le Conseil mondial de l'automobile avec la menace de ne pas obtenir la super-licence indispensable en formule 1.

## Besoin d'être aimé

Les intempéries du début de saison, au Brésil, puis au Grand Prix d'Europe à Donington, avaient provoqué deux naufrages spectaculaires du champion français et deux victoires inespérées pour Ayrton Senna. Inquiété d'une façon inattendue par le Brésilien au classement du championnat, Alain Prost a eu le sentiment que ses moindres fautes étaient impitoyablement sanctionnées afin de prolonger la suspension. Son départ légèrement anticipé à Monaco lui a fait perdre le Grand Prix au profit de son rival. Une deuxième pénalisation, pour une chicane escamotée en Allemagne, lui aurait valu une autre défaite si un pneu de la voiture de son équipier Damon Hill n'avait explosé à deux tours de l'arrivée. La triple

champion du monde a surtout l'impression que le public et les médias ont plus retenu ses neuf départs ratés, faute d'avoir su bien s'adapter aux nouveaux embrayages en carbone, que ses sept victoires et ses douze pole positions.

Dans son besoin quasi obsessionnel d'être aimé de son entourage, de son équipe, du public et des médias, Alain Prost a très mal vécu les critiques. « Ma carrière m'a procuré beaucoup de satisfactions, mais j'ai aussi connu beaucoup de petits problèmes sur lesquels je ne reviens plus jamais, dit-il. J'ai été maltraité. Je me suis posé beaucoup de questions cette saison. Pourquoi prendre des risques pour des gens qui ne vous apprécient pas ? La balance a fini par pencher d'un côté. Je crois que c'est la bonne décision. J'ai fait une carrière très longue, très éprouvante sur le plan physique et, surtout, nerveux. Etre au sommet pendant treize ans, c'est exceptionnel. Surtout en ayant travaillé plus que les autres pilotes, sur la piste pour des essais, et pour des opérations de promotion. Ça commence à me peser. Je préfère ne pas faire l'année de trop et m'arrêter au sommet. »

La perspective de pouvoir égaler le record de Jean-Manuel Fangio l'a-t-elle fait hésiter ? « Non », répond-il. « Pourquoi cinq titres et pas six ensuite ? Il y a une part trop importante de risques. J'ai eu la chance durant toute ma carrière de ne pas avoir d'accident très grave. Je pense que le jeu n'en vaut plus la chandelle. » Alain Prost ne sait pas encore si sa reconversion s'opérera dans le milieu de la formule 1 ou ailleurs. Mais il est déjà sûr de ne pas regretter sa décision : « Je me rappelle une phrase de Jacky Stewart alors que nous jouions au golf. Il m'avait dit que c'était très dur de prendre une telle décision mais que, le jour où on l'avait prise, on se sentait vraiment très bien. Je crois qu'il avait raison. »

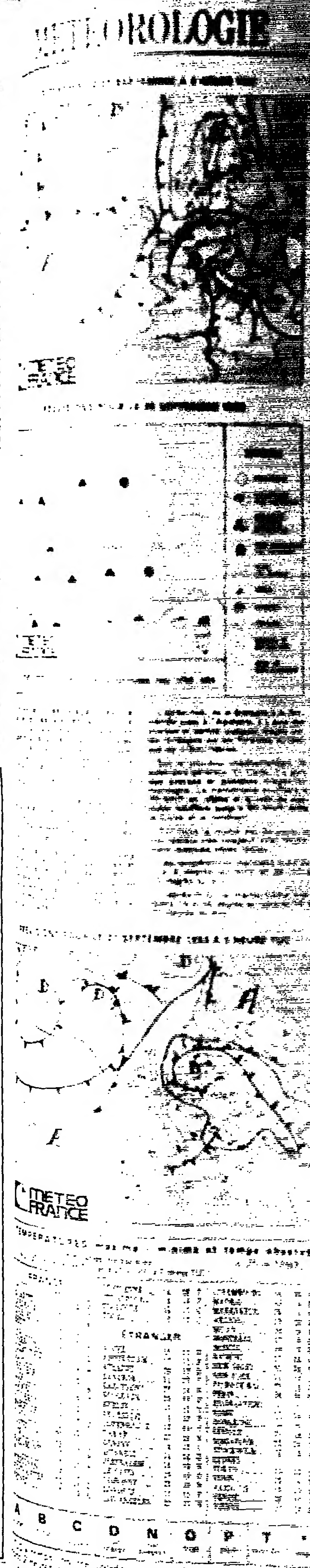
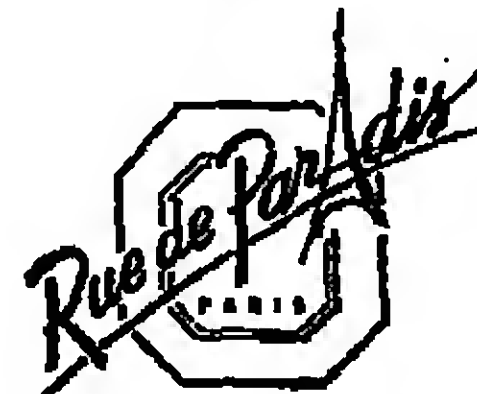
GÉRARD ALBOUY

(1) Avec 51 victoires en grands prix, Alain Prost précède Ayrton Senna (39) et Nigel Mansell (20).

En hiver, pensez aux Arts de la table

-20% sur la porcelaine  
du 1<sup>er</sup> au 15 octobre

Chez les commerçants du Groupement de la

RUE  
DE  
PARADIS  
Paris 10<sup>e</sup>



INTÉRIEURS

**M. Mitterrand assure les victimes des intempéries de la solidarité nationale**

Paris. Le président de la République, François Mitterrand, a assuré ce dimanche les victimes des intempéries de la solidarité nationale. Il a souligné la gravité de la situation et a promis que l'État sera à la hauteur de sa responsabilité.

Le chef de l'État a également évoqué la nécessité de renforcer les services de secours et de mettre en œuvre des mesures d'urgence pour faire face aux conséquences de ces phénomènes météorologiques.

Il a insisté sur l'importance de la coopération entre les différents acteurs de la gestion de crise, y compris les collectivités locales et les associations humanitaires.

M. Mitterrand a conclu son discours en affirmant que la France restait unie face à ces épreuves et qu'elle continuerait de travailler pour améliorer la résilience de son territoire.

Le président a remercié les forces de secours et les bénévoles pour leur engagement et leur dévouement envers les victimes.

Il a enfin promis que le Gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et le bien-être de tous les Français.

Le chef de l'État a terminé son allocution en souhaitant une prompt amélioration de la situation et en exprimant ses condoléances aux familles touchées.

Il a souligné une fois encore la solidarité nationale et a encouragé tous les Français à rester unis et à faire preuve de courage.

M. Mitterrand a promis que l'État serait à la hauteur de sa responsabilité et qu'il ne laisserait personne dans le besoin.

Le président a conclu son allocution en affirmant que la France restait unie face à ces épreuves et qu'elle continuerait de travailler pour améliorer la résilience de son territoire.

Il a remercié les forces de secours et les bénévoles pour leur engagement et leur dévouement envers les victimes.

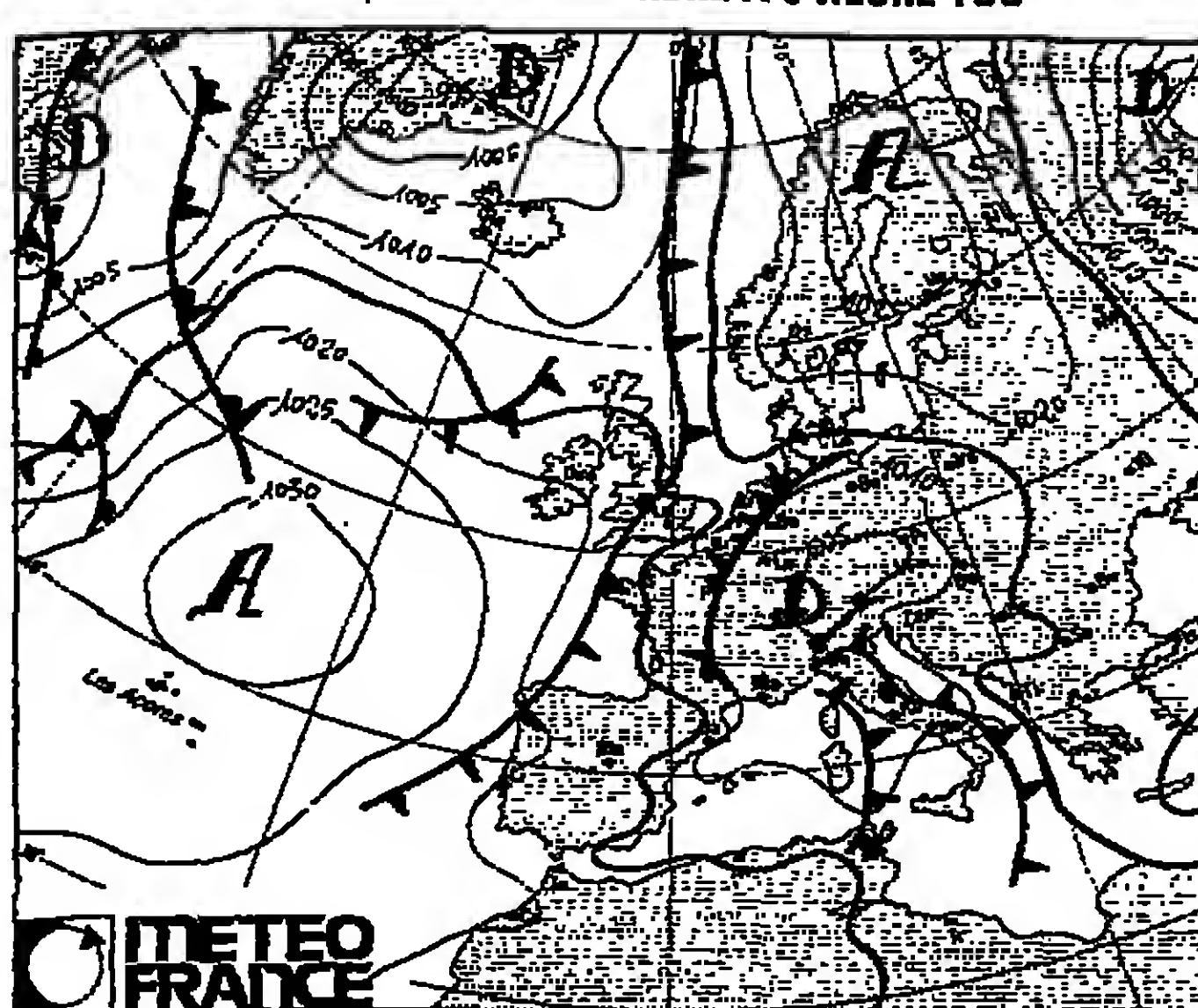
Le chef de l'État a promis que le Gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et le bien-être de tous les Français.

Il a souligné une fois encore la solidarité nationale et a encouragé tous les Français à rester unis et à faire preuve de courage.

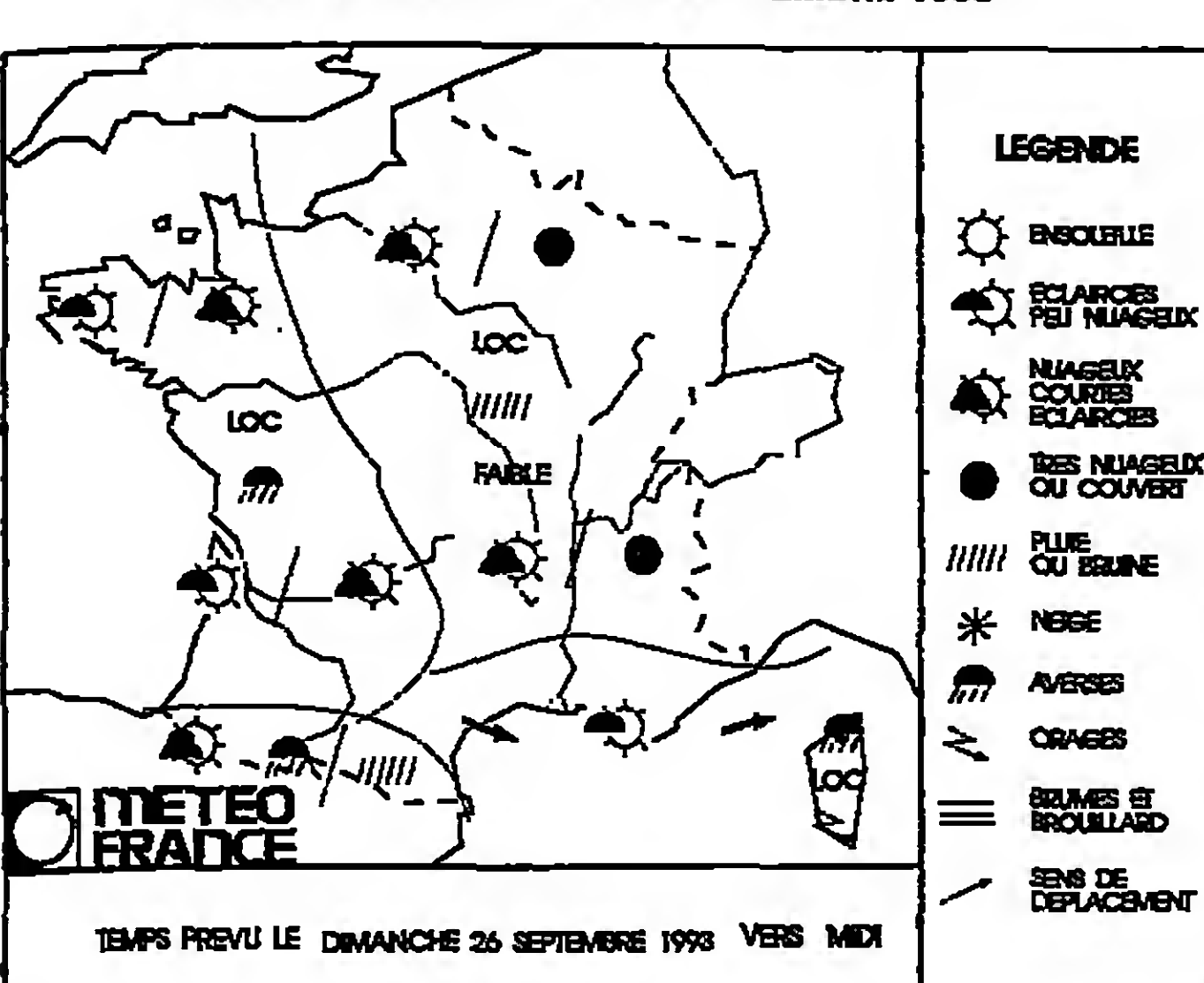
M. Mitterrand a promis que l'État serait à la hauteur de sa responsabilité et qu'il ne laisserait personne dans le besoin.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 SEPTEMBRE 1993



**Dimanche : très nuageux sur le pays et pluies s'atténuant.** — Le matin, de la Bretagne à l'Aquitaine, les nuages et les éclaircies alternent avec des averses. Le vent de nord-ouest soufflera à 50 km/h en rafales près des côtes atlantiques. Sur les Pyrénées-Atlantiques, il neigera au-dessus de 1 600 mètres.

Sur le pourtour méditerranéen, il y aura de belles éclaircies avec de la tramontane soufflant à 70 km/h en rafales. Des averses se produiront sur la Côte d'Azur et en Corse.

Sur le reste du pays, soit des régions nord au nord-est jusqu'aux Alpes et Massif central, les nuages seront abondants avec encore quelques faibles pluies éparpillées. Les pluies seront un peu plus marquées du Nord-Pas-de-Calais à la Normandie.

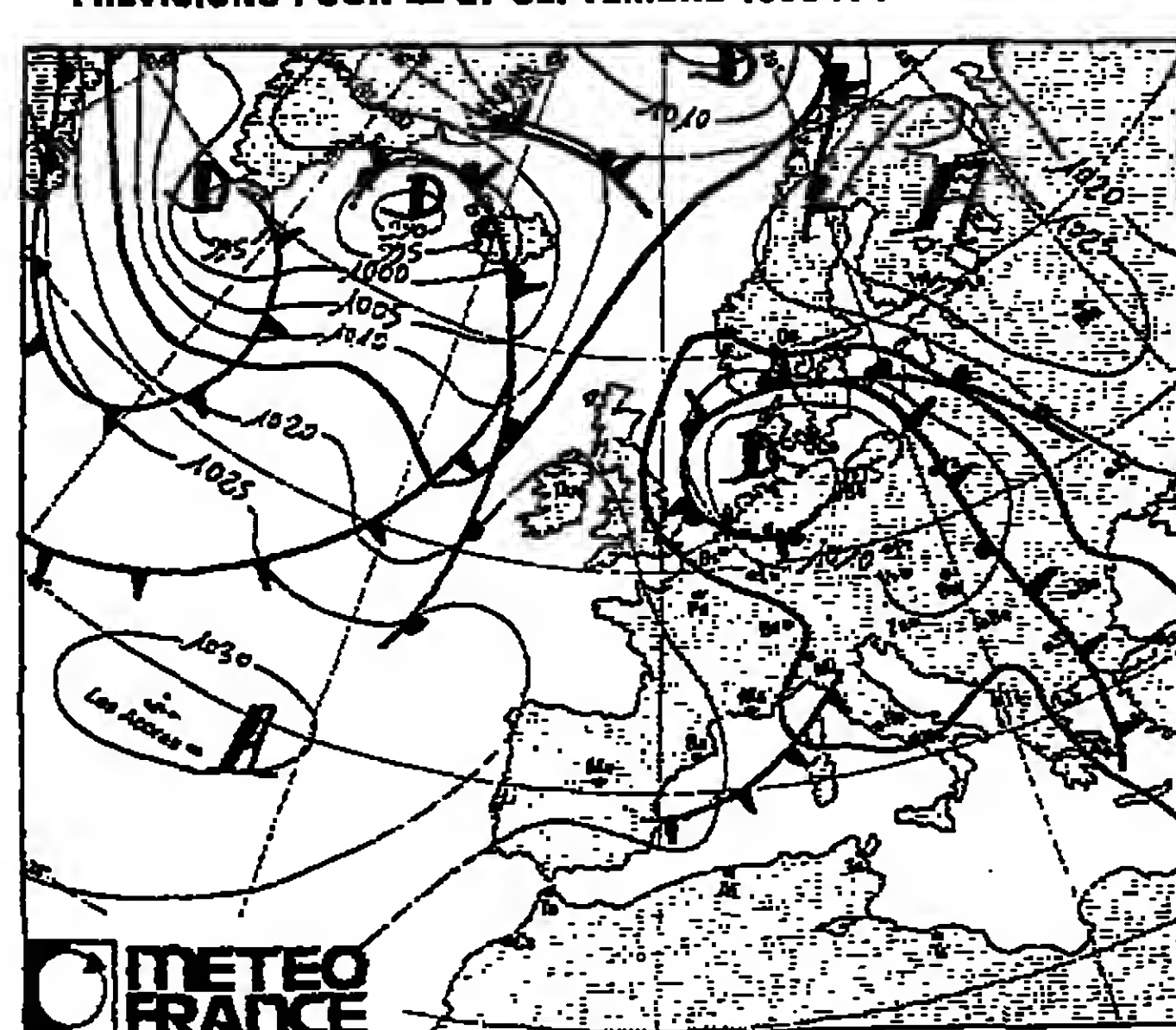
L'après-midi, de la Bretagne à la Normandie jusqu'à l'Aquitaine, il y aura des averses et parfois quelques orages isolés. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 500 mètres.

Sur la moitié est du pays, le ciel restera très nuageux avec localement quelques pluies faibles.

Les températures maximales iront de 7 à 9 degrés au nord et de 10 à 12 degrés au sud.

L'après-midi, le thermomètre indiquera 14 à 16 degrés au nord et 16 à 21 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé										le 25-9-1993	
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-9-1993 à 18 heures TUC et le 25-9-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE				ÉTRANGER				LUXEMBOURG.			
ALACOCH	23	17	A	ST-ETIENNE	14	10	P	MADRID	22	5	D
BARCELONE	16	13	P	STRASBOURG	16	14	P	MARRAKECH	26	13	N
BORDEAUX	15	11	C	TOULOUSE	13	12	C	MEXICO	23	13	A
BREST	17	9	C	TOURS	18	10	C	MILAN	20	14	P
CALEN	17	10	C					MONTREAL	17	3	D
CHERBOURG	17	9	C	ALGER	23	11	D	MOSCOW	10	2	D
CLERMONT-FR.	13	10	P	AMSTERDAM	17	11	P	NAIROBI	27	14	C
DJON	16	13	C	ATHENES	25	17	C	NEW-DELI	31	24	N
GRANVILLE	17	13	C	BANGKOK	34	27	C	NEW-YORK	21	14	D
LAKE	17	11	P	BARCELONE	22	14	C	PALMA-DE-MAJ	21	16	N
LYON-BRON	11	10	C	BERLIN	17	13	N	PARIS	23	15	D
LYON-VILLEURB.	16	13	C	BRUXELLES	16	10	P	ROME	27	16	N
MAISON-ALF.	15	13	C	COPENHAGUE	13	11	C	SINGAPOUR	33	26	C
NANTES	20	10	C	DALAT	32	26	N	STOCKHOLM	12	8	C
NICE	19	14	N	GENEVE	16	12	C	SYDNEY			
PARIS-MONTS.	17	12	P	ISTANBUL	24	14	D	TOKYO	23	20	C
PAU	16	11	C	JERUSALEM	26	16	N	TUNIS	23	16	D
PERPIGNAN	17	15	C	LA CALE	29	18	D	VARSOVIE	18	10	N
PORTO-VELEZ	33	24	C	LONDRES	17	11	P	VIENNE	22	17	C
RENNES	19	9	C	LOS ANGELES	22	17	N				
avancé	brume	ciel couvert	ciel nuageux	ciel nuageux	ciel nuageux	orage	pluie	T	* tempête	neige	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dans dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 25 septembre

- TF 1**
- 20.40 Variétés : Super nana. Emission présentée par Patrick Sébastien.
  - 22.55 Téléfilm : Dans les bras du tueur. De Robert Collins.
  - 0.35 F1 Magazine. Spécial Grand Prix du Portugal, à Estoril.
- FRANCE 2**
- 20.50 Divertissement : Surprises sur scène. Présenté par Marcel Béliveau et Georges Beller.
  - 22.25 Variétés : Taratata.
  - 23.45 Journal et Météo.
  - 0.05 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure. Présenté par Jacques Perrin. Talk 19 : Parlez-moi de vos dix-neuf ans.
- FRANCE 3**
- 20.50 ► Téléfilm : La Femme abandonnée. D'Edouard Molinaro, d'après Balzac.
  - 22.20 Journal et Météo.
  - 22.45 Jamais sans mon livre. Magazine présenté par Bernard Rapp. Invités : Catherine Clément (Pour l'amour de l'Inde) ; Irène Frain (Quai des Indes) ; Olivier Rolin (L'invention du monde) ; Pierre Bergounioux (Le Grand Sylvaire) ; Marie Colmont, à propos de l'Été des Danais, d'Ellis Peters.
  - 23.40 Magazine : Musiques sans frontières.
  - 0.25 Continentales Club.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Super Model of the
- World 1993.** Présenté par Jérôme Bonaldi et Véronica Webb.
- 21.40 Documentaire : Inoubliable Marilyn.
  - 22.25 Flash d'informations.
  - 22.30 Documentaire : Les Mastodontes amoureux. De Stewart Barbes.
  - 23.00 Cinéma : La Fin de Freddy, l'ultime cauchemar. Film américain de Rachel Talalay (1991).
  - 0.25 Cinéma : Scènes de ménage dans un centre commercial. Film américain de Paul Mazursky (1991) (v.o.).
- ARTE**
- 20.45 ► Documentaire : La Tribu européenne. De Nurith Aviv et Marc Abels.
  - 22.00 Téléfilm : Morasseix III. De Damien O'Doul.
  - 23.30 Documentaire : Jazz in the Night. Eartha Kitt, d'Uli Piu.
  - 0.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janés (rediff.).
- M 6**
- 20.35 Magazine : Stars et couronnes.
  - 20.50 Série : Code Quantum. De Donald P. Bellisario.
  - 23.15 Téléfilm : L'Homme aux effets spéciaux. De Gary Nelson.
  - 0.30 Série : Soko, brigade des stupés.

Dimanche 26 septembre

- TF 1**
- 20.40 Cinéma : Le Justicier braque les dealers. Film américain de Jack Lee Thompson (1987).
  - 22.35 Magazine : Ciné dimanche.
  - 22.45 Cinéma : Le Grand Bazar. Film français de Claude Zidi (1973).
  - 0.20 Journal et Météo.
  - 0.30 Magazine : Le Vidéo Club.
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : L'Homme au pistolet d'or. Film britannique de Guy Hamilton (1974).
  - 23.00 Magazine : Musiques au cœur des Folies. Présenté par Eve Ruggieri. Honneur aux Folies-Bergères avec Fous de Folies, spectacle conçu et réalisé par Alfredo Arias.
  - 0.35 Journal et Météo.
  - 0.50 Magazine : Le Cœur de minuit. Les meilleurs moments de la semaine.
- FRANCE 3**
- 20.50 Série : L'Heure Simenon. Les Dames de la Conscience, d'Edouard Simenon.
  - 21.50 Planète chaude. Bouddha et la biosphère, documentaire de Michèle Decoust et Patrice Barrat.
  - 22.50 Journal et Météo.
  - 23.15 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Amin Maalouf, écrivain.
  - 23.40 Cinéma : Le Limier. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1972) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Les Imposteurs. Film britannique de Michael Lindsay-Hogg (1991).
  - 22.10 Flash d'informations.
  - 22.15 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football.
  - 0.50 Cinéma : D'après Colette. Film franco-allemand de Danny Huston (1991) (v.o.).
- ARTE**
- 20.40 Soirée théâtre. Soirée proposée par la ZDF.
- 20.41 Théâtre : Mein Kampf.** Pièce de George Tabori, mise en scène de Thomas Langhoff.
- 22.55 Documentaire : Nathan Shylock.** De Dietmar N. Schmidt. Une mise en relation d'extraits de pièces (Nathan le Sage, de Lessing ; le Marchand de Venise, de Shakespeare) avec des images de notre réalité quotidienne.
- M 6**
- 20.45 Cinéma : Tex et le Seigneur des abysses. Film italien de Duccio Tessari (1989).
  - 22.30 Magazine : Culture pub. Spécial Philippe Michel.
  - 23.00 Cinéma : A la découverte du plaisir. Film français de Michel Lemoine (1977).
  - 0.25 Informations : Six minutes première heure.
  - 0.35 Magazine : Métal express.

CARNET DU Monde

- Décès**
- La présidence. La direction générale. Et le personnel de la SICOVAM, ont la tristesse de faire part du décès de
  - M. Jean CAUSSIOU, directeur général honoraire, entré à la SICOVAM en 1942, directeur général jusqu'en 1983, survenu le 22 septembre 1993. SICOVAM, 5, rue du Centre-Mont-d'Est, 93167 Noisy-le-Grand Cedex.
  - M. Ernest Massin, son épouse, Catherine et Serge Christoforides, Faulete et Jean-Pierre Massin, Marine et Elie Sotaky, Agnès et Jean Pinhas, ses enfants, Yasmira Pinhas et Marcel Giraud, Florence et Jean-Claude Massin, Béatrice Pinhas, Yves Massin, ses petits-enfants, David, Léa, Jules et Noémie, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
  - M<sup>me</sup> Françoise MASSIN, née Raftery, survenu le 23 septembre 1993. Les obsèques auront lieu le mardi 28 septembre, à 11 heures, au crématorium du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20.
  - M. Ernest Massin, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris.
  - Philippe Vanbalinghem, Roselyne Chaumont et Jean-Marc Lévy-Leblond, Lyli Chaumont et Jean-Paul Souvraz, son fils, ses filles et ses gendres, Jeanne et Hervé Testard Pigache, Julie Brumberg-Chaumont, Caroline Vanbalinghem, Louis Vanbalinghem, ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
  - M<sup>me</sup> Rose-Aimée VANBALINGHEM, née Engrand, survenu le 23 septembre 1993, à son domicile. Ils rappellent le souvenir de
  - M. Raymond VANBALINGHEM, son mari. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Dunkerque.
  - 105, avenue des Bains, 59140 Dunkerque, 78, route de Saint-Pierre-de-Féris, 06000 Nice, 2, rue Lavérin, 91300 Evry.
- Avis de messes**
- En souvenir de
  - Andrée GAUTIER, rappelée à Dieu le 21 août 1993, une messe sera célébrée le jeudi 30 septembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7<sup>e</sup>.
- Anniversaires**
- Il y a cinq ans
  - M<sup>me</sup> Pierre BAY, née Marie Lucet, entré dans la lumière du Seigneur. Une pensée, une prière, sont demandées à ceux qui l'ont connue et aimée.
  - Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du
  - professeur Maurice GRAVIER, Sa famille demande une pensée à ceux qui l'ont connu, en union avec les messes célébrées à son intention.
  - Il y a quinze ans disparaissait
  - Bernard HALPERN. Ceux qui l'ont connu, ceux qui l'ont aimé, se souviennent de lui. Association des Amis de Bernard Halpern, 14 bis, rue Pierre-Nicole, 75003 Paris.
  - En ce septième anniversaire du rappel à Dieu de
  - Glenn SOUHAM, officier de l'ordre de Malte, membre du conseil consultatif du président des Etats-Unis, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé, en union de prières avec les messes qui seront célébrées à son intention en France, aux Etats-Unis et en Suisse.
  - « You can be sure that Glenn's spirit of compassion, cooperation and commitment will long be remembered by all who knew him. » Ronald Reagan, president of the United States of America, The White House, Washington DC, October 8, 1986.
  - « Vous pouvez être certains que les qualités de Glenn, et parmi celles-ci, son esprit de charité, de coopération et de dévouement, resteront présentes longtemps dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. » Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique, la Maison Blanche, Washington DC, le 8 octobre 1986.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6135 HORIZONTALEMENT

I. Qu'on ne peut pas acheter. — II. Du soir au matin. Peut s'étendre sur un canapé. — III. Donne le jour. Peut avoir l'allure d'une marquise. — IV. Qui n'est pas comme la rose. Coule en Espagne. — V. Cachet. Plus dans le coup. Pour ceux qui veulent ménager leurs montures. — VI. Note. Fait le malin. Ne sont pas de bons ententeurs. — VII. Quand il est malin, il y a du charbon. Est assis comme un roi. Divinité, à tout avaler. Largeur de crêpe. — IX. Être à l'ouvrage. Légumes, en Belgique. — X. En couche. Qualifie un comique apprécié par les « hommes ». — XI. Une façon d'encaisser. Chargés comme des ballons. — XII. Une base d'accord. Dans les Alpes-Maritimes. Évoque un joli bouton. — XIII. Les données du problème. Il faut de la braise pour la faire bouillir. — XIV. Est aussi lourd que l'andouille. D'une région d'Amérique. Un ensemble de pulsions. — XV. Sa fille est une sorte de garçon. Corps gras.

VERTICALEMENT

1. Qui ne pourrait pas supporter la séparation. — 2. Nous en fait voir de toutes les couleurs. Plaines d'Amérique. — 3. Nommée. Libéra d'une obligation. Sa lança dans les retranchements. — 4. Fera sauter. Quand elle est nouvelle, n'est pas originale. — 5. Dans une série de

sept. Parier bas tout en fumant. Dans une main où il n'y a pas de poil. — 6. Quand il est mauvais, c'est un vrai cauchemar. Coule en Afrique. Peut servir à faire des « bières » brunes. — 7. Une récompense pour le berger. Chok. — 8. Faire un petit tour. Pas compris. — 9. C'est évidemment un homme qui avait sauté. — 10. Vit sur un grand pied. Coule à l'étranger. Mot de charretier. Crie comme un cerf. — 11. Bien ouverte. Un créateur pour les gnostiques. Les Anglais y courent. — 12. Plus le temps passe et plus elle devient belle. Peut toujours fournir du carburant. — 13. Fume dans l'Antarctique. Pas libre. Peut présider un porteur. — 14. A donc réagi en homme. Mauvais, dans le milieu. Agent secret. — 15. Qualifie un empire. Quelque chose de sacré. Symbole.

Solution du problème n° 6134

Horizontalement

I. Géomancie. — II. Opticiens. — III. Riant. — IV. Gê. Gastes. — V. Eng. Ira. — VI. As. Ravi. — VII. Bigoterie. — VIII. Oder. Tee. — IX. Se. Ici. WC. — X. Semainier. — XI. Usé. La. Ru.

Verticalement

1. Gorge. Bossu. — 2. Epier. Idées. — 3. Oza. Gage. Mo. — 4. Ming. Soria. — 5. Actes. Cil. — 6. Niés. Réline. — 7. Ce. Tère. — 8. Interviewer. — 9. Es. Sala. Cru. GUY BROUTY



## CULTURE

## MUSIQUES

FESTIVAL MUSICA à Strasbourg

## Ecologie pour l'âge tendre

« Le Roi des arbres », un conte musical franco-chinois  
satire, pleine de bonnes intentions, de la révolution culturelle

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Forme triangulaire du décor, amas au sol de feuilles et de racines. L'ombre de Mao plane : les bons, les méchants, le souffle de l'Histoire. Mais ce n'est pas si grave : le Roi des arbres est, d'abord, une satire de la révolution culturelle, à l'usage des adultes et des enfants. Cet « opéra parlé », adaptation d'un conte chinois écrit par A. Chang, originaire des environs de Pékin mais vivant à Los Angeles, a été mis en musique par Xu Yi, native de Shanghai, arrivée en France en 1988. François Cervantes, qui a transposé la nouvelle, en est également le metteur en scène.

Un fonctionnaire arrive chez des montagnards pour remplacer

les arbres millénaires par des « arbres utiles ». Absurdité et bêtise d'une entreprise qui se heurte aux connaissances ancestrales et au respect que portent les paysans à la nature. L'hypothèse de la révolution culturelle, qui envoyait les intellectuels se réformer aux champs, est ici inversée : le fonctionnaire, fraîchement arrivé de la ville, a le pouvoir de décimer les arbres et de perturber le mode de vie des habitants des forêts. Et si le fonctionnaire a bien l'air chinois, jusqu'aux petites lunettes rondes, les paysans, en revanche, ont des apparences très françaises.

La rencontre de l'Orient et de l'Occident se porte sur tous les fronts. Le texte, d'une naïveté minimaliste, est sur-joué. Son humour tient à son manichéisme.

La mise en scène a d'abord pour objet de faire comprendre au plus grand nombre la musique contemporaine. La partition de Xu Yi comporte un beau travail sur les cordes. Les percussions, plus banalement, soulignent l'apocalypse écologique. L'ensemble instrumental réunit une flûte, deux clarinettes, une contrebasse, un violon et un violoncelle. Les percussions se tiennent sur les côtés de la scène. Les instrumentistes, trois filles et cinq garçons, sont en bleu de chauffe et casquette. La musique connaît des moments intenses quand elle pénètre au cœur des mots, quand elle fait surgir le geste. Trop souvent pourtant, elle suit l'action. A moins que ce ne soit l'inverse.

Cet « opéra parlé » revendique sa vocation pédagogique. Jean-Marie Adrien, chef d'orchestre, qui dirige, sur scène, à croupetons, déguisé en enfant sauvage, a mis toute sa force, et celle de son ensemble Prélude, dans cette production : « C'est Daniel Girard de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon qui est à l'origine de cette rencontre musicale. Il faut que la musique contemporaine fasse l'effort de trouver des publics nouveaux, des jeunes. Le Roi des arbres développe un thème universel, capable de résonances très fortes auprès du public de Strasbourg, très alerte sur les problèmes d'environnement. Les musiciens de Prélude ont un enthousiasme à la hauteur du mien. Ils ont vingt-cinq ans de moyenne d'âge. Impossible d'être plus vieux de peur de ne pouvoir mémoriser les complexités de la musique de Xu Yi ! »

DOMINIQUE FRÉTARD

► Le Roi des arbres sera repris le 4 février 1994 au Théâtre municipal d'Auxerre.

## Les enfants de Michèle Reverdy

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Une portée de couteaux sortant d'un sous-bois : le chœur des minimes escalade les marches du fond de scène, au Palais du Rhin, pour venir chanter *Souci sans soucis*, de Michèle Reverdy. Le concert verra, en matinée, défiler les juniors et les seniors du conservatoire strasbourgeois.

Certains, dont le violoncelliste Renaud Dejardin, sont de vrais pontes en culottes courtes. Des techniques d'attaque insolites, des superpositions rythmiques, des frottements harmoniques du langage de ce siècle, leur plaisir de jouer est sensible. Certains exécuteront ainsi, sérieux comme des papas et précis comme des horlogers, un trio. En terre inconnue, que l'auteur a dédié aux Wanders. Bien autre chose qu'un travail d'amateurs.

Michèle Reverdy, compositeur français, née en 1943, a succédé au Suisse Klaus Huber dans le rôle de compositeur en résidence au festival Musica. A la demande de la directrice du conservatoire, Marie-Claude Segard, elle a apporté, au début de l'année, une grande brassée de ses partitions pour qu'élèves et professeurs les feuilletent et fassent leur choix : voici une dizaine d'œuvres de Reverdy inscrites, chez les plus grands comme chez les plus petits, au programme de l'année.

Les professeurs prennent le relais. Armand Angster et sa classe de clarinette, les chœurs suisses de Florent Strasser se mobilisent d'envie. Séances d'analyse en grésés du compositeur. Philippe Cambreling, frère de Sylvain, débarque, de Chalon-sur-Saône pour faire travailler l'orchestre des étudiants.



Michèle Reverdy : « Écrire sans se renier »

Les plus jeunes (de huit à douze ans) compositeurs impétueux écrivent une œuvre collective. Michèle Reverdy reçoit enfin la commande d'un Concerto pour deux violoncelles. Il faut compter avec les volontaires : cinq flûtes, quatre saxos, un théorbe, un luth baroque, un cor, une contrebasse... Comme le fait remarquer Michèle Reverdy, « il est très difficile d'écrire dans ces conditions sans se renier ».

C'est ainsi que cette Parisienne a passé environ une semaine par mois dans la métropole alsacienne. Pour ne plus la quitter tout au long du festival où, sont jouées seize de ses œuvres par les élèves du conservatoire. « Beaucoup n'avaient jamais joué de musique contemporaine, mais, pour eux, aucun problème. Le blocage vient plutôt des professeurs, pour lesquels la théorie vient trop souvent avant la pratique. Dans

deux ans, je renouvellerai l'expérience dans un contexte tout différent : l'université de Dijon. »

Autour d'un opéra de chambre sur le Précepteur, de Jacob Lanz (exécuté naguère à la Biennale de Munich), Michèle Reverdy a en chantier, outre une commande de l'InterContemporain, un autre opéra sur un conte pour enfants de Pascal Quignard, *Le Nom sur le bout de la langue*. Musica est preneur pour 1996. On attend d'autres commanditaires. A bon entendre...

ANNE REY

► Prochains concerts des élèves du conservatoire consacrés à Michèle Reverdy : Œuvres de chambre, dimanche 26 septembre, 11 heures, Palais du Rhin ; Œuvres pour orchestre, samedi 2 octobre, 15 heures, auditorium France 3 Alsace. Tél. : 88-21-02-02.

JEAN-MICHEL JARRE devant le palais de Versailles

## Le bruit du silence

Du son, des lumières, des dizaines de milliers de spectateurs, pas de musique

Avec cette tournée, Jean-Michel Jarre s'est lancé dans une opération extrêmement coûteuse. Jus qu'ici, en France, il suffisait de descendre dans la rue pour assister à l'un de ses concerts. Depuis le début d'*Europe en concert*, il faut payer. 160 francs (droits de location en sus) pour le spectacle proposé le 24 septembre à Versailles, par exemple. Bien sûr, les spectateurs ne furent pas aussi nombreux que lors des précédentes apparitions de Jean-Michel Jarre à Paris et dans la petite couronne, place de la Concorde en 1979 et à la Défense en 1990. Mais quand même : le commandant de l'une des compagnies de CRS mobilisées estimait la foule qui avait pénétré à l'intérieur de l'enceinte ménagée sur la Place d'armes et avenue de Paris à 60 000 personnes, les orga-

nismes à 70 000. Il fallait y ajouter les milliers de badauds, rassemblés aux alentours du concert, qui se hissaient sur la pointe des pieds pour voir par-dessus les paravents de plastique gris foncé masquant une partie du spectacle à ceux qui n'avaient pas voulu - ou pu - payer.

Puissamment soutenu par un partenaire industriel (un fabricant suisse de montres en plastique) omniprésent sur la Place d'armes, Jean-Michel Jarre a donc réuni autant de monde (à une ou deux dizaines de milliers de têtes près) que Michael Jackson ou Genesis, qui s'étaient produits à l'Hippodrome de Vincennes. Jean-Michel Jarre, lui, malgré les réticences des autorités, voulait Versailles. Vendredi soir, on se demandait pour quoi. De grands écrans verticaux,

destinés à recevoir les projections lumineuses, occupaient entièrement le château, visible seulement de la tribune réservée aux invités, placée dans la cour des Petites Écuries. Du parterre, on ne voyait que la scène, les écrans, on aurait pu être sur n'importe quelle grand-place. Enfin, presque, puisque Jean-Michel Jarre fit part de son plaisir à jouer si près de chez lui. Si près que, le matin, il était « venu à pied » au travail.

Au fait, c'est quoi, le travail de Jean-Michel Jarre ? D'abord, prendre de la place. Des les gares parisiennes, dans les rues de Versailles, tout ne fonctionnait plus que pour le concert de Jean-Michel Jarre. Mais cette formidable irruption dans la vie d'une ville n'a rien à voir avec les invasions barbares que déclenchent les concerts de

rock. Les policiers, le service d'ordre, les spectateurs sont détendus. Ils ont le sentiment de participer à un événement considérable, mais ils se refusent à le rendre encore plus considérable par d'éventuels débordements.

Au bout du chemin, l'homme qui les a rassemblés leur propose une soirée diapositives avec musique d'ambiance. En 1976, avec *Oxygène*, Jean-Michel Jarre imaginait une musique décorative, expressément faite pour les autoradios. L'idée, pour cet homme issu du sérial contemporain, était d'effacer les ruptures, tout en utilisant quelques trucs empruntés aux aventures expérimentales.

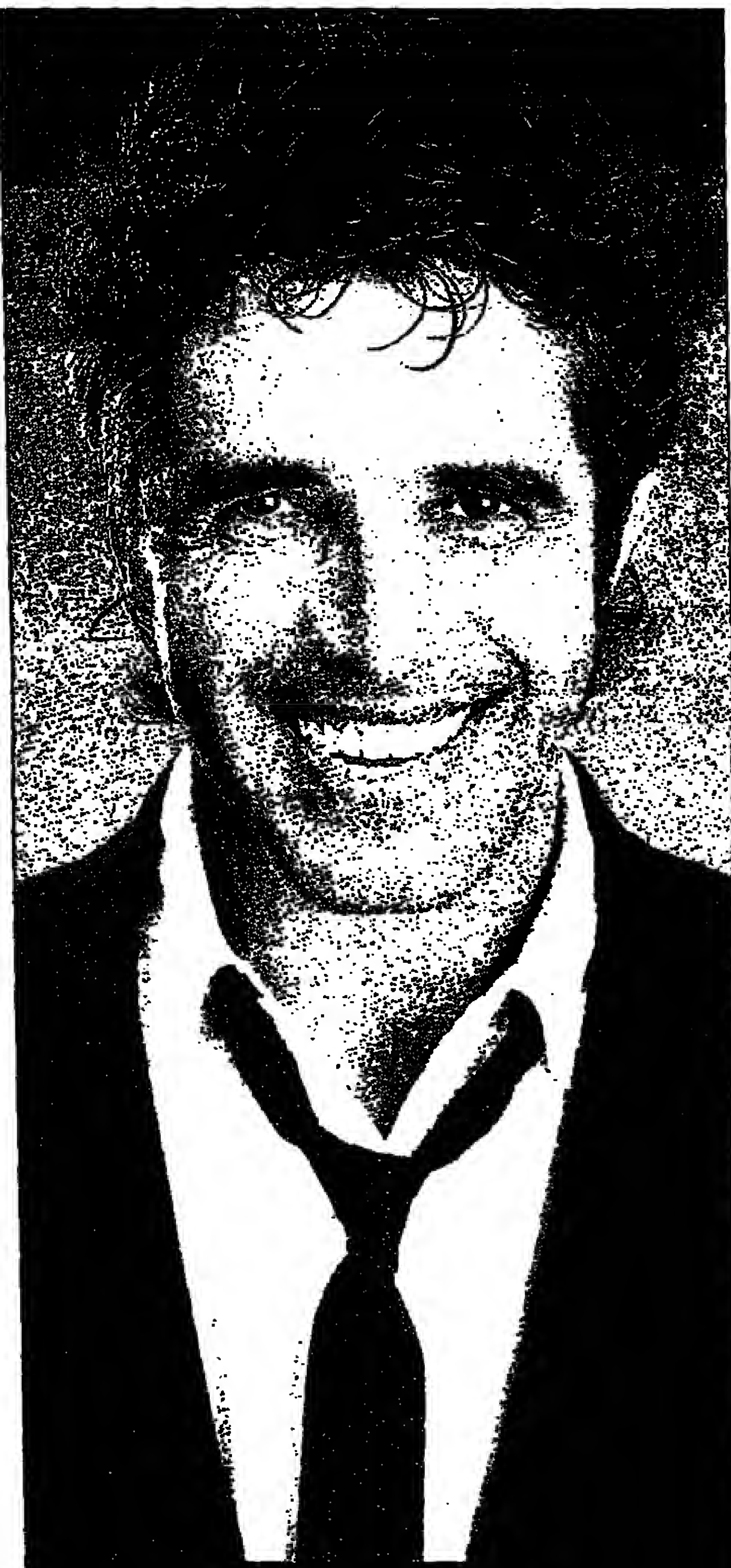
Soirée diapositives

Grâce à cette méthode, il y a 17 ans, la musique de Jean-Michel Jarre gardait les apparences de la modernité. Pour n'avoir pas bougé, elle a pris aujourd'hui une patine désuète, encore accentuée par le goût inamovible du compositeur pour les mélodies faciles. La musique de Jean-Michel Jarre n'exprime rien. Quand on en monte le volume, comme c'était le cas à Versailles, elle se fait oppressante, comme si le papier peint d'une pièce décidait d'occuper l'espace qu'il est censé délimiter.

A propos de papier peint, un mot sur les images qui vont avec les thèmes musicaux. Ce sont des collages fixes, projetés sur les écrans, des figures dessinées au laser, rien qui ne porte à conséquence heureusement. Car le seul moment pénible du concert, est venu lorsque Jean-Michel Jarre a dédié *Rendez-vous 2*, un thème anodin accompagné de photos d'enfants juifs prises par les nazis, « aux enfants victimes de l'intolérance ». On a soudain été pris d'une forte envie de papier peint.

THOMAS SOTINEL

► Le 29 septembre, à Saint-Jacques-de-Compostelle ; le 2 octobre, à Séville ; le 9 octobre, à Madrid ; le 8 octobre, à Barcelone ; le 12 octobre, à Lyon.



EUROPE 1

2 France

Julien Clerc

à l'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

à partir du 2 novembre

Location : 47 42 25 49

Télérama

SIDONIC

## Les « supplémentaires » de la Bastille

Episode sans précédent pour la première, vendredi 24 septembre, du *Voisseau fantôme* de Wagner à l'Opéra-Bastille. Le chœur des marins fantômes n'a pas, au troisième acte, été chanté par les seuls choristes de la maison. Six ténors étrangers, tous membres occasionnels des chœurs de Bayreuth, ont été engagés pour cette première représentation. La veille, au cours de la répétition générale, Myung-hun Chung s'était brusquement avisé que cet ensemble (les choristes le chantant cachés) était inaudible de la salle. On tenta de sonoriser avec des micros les chanteurs concernés. Puis le chef d'orchestre eut l'idée, comme cela se faisait autrefois, de les placer dans la fosse et de les munir de porte-voix. Effet manqué, dans les deux cas.

Chung venait de diriger le *Voisseau fantôme* à Florence. Il envisagea, alors, d'affréter un avion pour faire venir dans la journée six des choristes wagné-

riens avec lesquels il venait de travailler. Le code du travail interdit évidemment à l'Opéra de Paris que quelqu'un du chœur que ce soit ait accès au plateau sans avoir passé un concours ou une audition devant ses pairs. Les « supplémentaires » de M. Chung se présentèrent pourtant, une heure avant le début de la représentation. Les troupes de la maison tentèrent par la force de les empêcher de passer. Mais le temps pressait. Le rideau ne se leva qu'avec une dizaine de minutes de retard. Les Hollandais fantômes chantèrent au troisième acte avec la puissance souhaitée. De nouveaux essais de sonorisation vont être réalisés pour les représentations ultérieures.

Pour un soir, M. Chung avait gagné. Non sans avoir néanmoins considérablement humilié les membres de son chœur régulier. En viendra-t-on de la sorte à l'« assister » par des musiciens russes pour la production de

*Khovantchina* au printemps ? Ne serait-il pas préférable de prévoir un nombre suffisant de répétitions pour des ouvrages en langue originale ? Le chœur de l'Opéra emploie, actuellement, à plein temps une quinzaine de supplémentaires réguliers. La rémunération mensuelle, en honoraires, est de 11 000 F. nets en moyenne. Il semble que les retraités continuent à être employés comme occasionnels.

Jean-Marie Blanchard, administrateur de la Bastille, s'est dit formellement opposé à ces pratiques, trouvant désormais préférable de « rajeunir le chœur en engageant de jeunes chanteurs ». Pour en revenir au *Voisseau fantôme*, l'engagement pour un soir des « supplémentaires » étrangers n'aurait coûté que 20 000 francs, voyage compris. Myung Yung Chun était déterminé à les sortir de sa poche. Mais la Bastille paiera, comme à l'accoutumée.

A. R.

CULTURE

Un mausolée pour

Un bon repas

CLINT EASTWOOD

JOHN MALKOVICH

DANS LA

LIGN

M

L'UN DES MEILLEURS FILMS DE L'A

"SUSPENSE, ACTION, DIALOGUES BRILLANTS"

EASTWOOD EN GRANDE FORME, MALKOVICH

"DEUX GEANTS POUR UNE HISTOIRE EN ACTION"

"ÉTINCELANT DE BRIO... UN DUO GRANDIOS"

C'EST FORT! C'EST F



## CULTURE

PATRIMOINE

### Un mausolée pour la Vendée

L'inauguration du mémorial des Lucs-sur-Boulogne

LES LUCS-SUR-BOULOGNE (VENDEE)

de notre envoyé spécial

C'est un aéroglisse tombé de la planète des morts, un caveau, un mastaba implanté en plein bocage vendéen. Le peu grisé du parallélisme minéral se reflète dans l'eau de la rivière : celle-ci court le long d'une haute barre boisée qui ferme l'horizon. Avant de pénétrer à l'intérieur de ce monument funéraire, il faut franchir une porte en caillottes qui s'ouvre entre deux masses cubiques, descendre un sentier en pente, et emprunter une passerelle où figurent les effigies de quelques héros méconnus de la révolution vendéenne.

Car ce lieu de mémoire, qui devait être inauguré, samedi 25 septembre, en présence

d'Alexandre Soljenitsyne (*Le Monde* du 25 septembre), est là pour témoigner, 200 ans après, d'une guerre civile particulièrement atroce. Exalter les victimes et stigmatiser les bourreaux ? N'est-ce pas ce que laissent prévoir les oriflammes blanc et rouge, frappées du double cœur surmonté d'une croix, qui ponctuent le chemin qui mène au mausolée des Lucs-sur-Boulogne ? N'est-ce pas dans ce village que, le 28 février et le 1<sup>er</sup> mars 1794, plus de cinq cents habitants auraient été massacrés par l'une des « colonnes infernales » du général Turreau (1) ?

Surprise : si le conseil général et son président, Philippe de Villiers (UDF-PR), blanc parmi les blancs, ont réussi à faire débiter 10 millions de francs pour faire construire en un temps-record (six

mois) un monument pour le bicentenaire du soulèvement, il ne s'agit pourtant pas d'une chapelle expiatoire. Est-ce la sensibilité « écumenique » de Christine de Vichet et de Philippe Noir (agence itinérante, Paris), qui ont piloté le projet, ou les effets des conseils dispensés par la critique et romancier Michel Rago ? Toujours est-il que le travail minimaliste des architectes, diluant l'espace et le temps, tend à dépassionner le débat et à élargir implicitement l'émotion à toutes les victimes des guerres civiles, passées et présentes – sans rien renier de l'histoire vendéenne.

Des dizaines de pierres levées

Le bâtiment est aveugle. Sa forme est compacte, voire fruste, et d'un ascétisme qui frise l'acadé-

misme. L'aménagement intérieur est plus heureux. Ses concepteurs ont joué de la simplicité des formes, de la justesse des matériaux utilisés, d'une scénographie et d'un éclairage qui ne dramatisent pas trop. Quelques objets symboliques (ostensoir en carton, coeurs vendéens, faux retournées) évoquent l'histoire. L'intervention de plasticiens, comme celle du sculpteur Jacky Besson, s'intègre parfaitement dans le parcours. Dont l'un des temps forts est une sorte de crypte, boîte dans la boîte, avec un sol occupé par des dizaines de pierres levées, stèles à la mémoire des victimes inconnues. Il s'achève sur un beau mur « calciné » de Pierre Culot. A travers une faille, on aperçoit une coulée de végétation qui escalade la barre abrupte, jusqu'au ciel. Seule la musique, inutilement expressive, apporte une fausse note dans cette traversée du temps.

Tout oppose, en effet, le mémorial des Lucs-sur-Boulogne, aux cérémonies qui, depuis dix-huit ans, sont organisées à quelques kilomètres de là, au Puy-du-Fou. Peut-être l'auteur du Pavillon des cancéreux mesure-t-il la distance qui sépare une célébration austère du fracas d'un bruyant spectacle comme celui auquel il a assisté le vendredi 24 septembre dans la soirée. Peut-être, aussi, réfléchira-t-il au destin du général Turreau ? L'inventeur des « colonnes infernales » poursuivit sa carrière sous l'Empire, qu'il représenta aux Etats-Unis. La Restauration le vit consul en Italie et le fit chevalier de Saint-Louis. Quant au roi Louis-Philippe, il fit graver son nom sur les parois de l'Arc de triomphe, à Paris. Parmi ceux des généraux vainqueurs.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le déroulement de l'épisode, sinon le nombre des victimes, est aujourd'hui discuté par certains chercheurs (*Le Monde* du 25 septembre).

## COMMUNICATION

Conséquence de la liquidation de Telpresse

### Valmonde rachète « le Journal des finances » et Le Revenu français acquiert « Epargner »

Le tribunal de commerce de Paris s'est prononcé, mardi 21 septembre, au cours d'une audience publique, sur la reprise de deux titres de l'ancien groupe Telpresse, de René Tardieu, mis en redressement judiciaire (*Le Monde* du 15 juin), le *Journal des Finances* et *Epargner*. L'hebdomadaire *le Journal des finances* (55 000 exemplaires dont deux tiers d'abonnés selon son ancien éditeur) a été racheté par la société Valmonde, qui édite notamment l'hebdomadaire *l'Actualité*.

Valmonde est une filiale à 51 % de la Fimalac, société d'investissement de Marc Ladreit de la Charrière, qui contrôle les éditions Masson et Belfond ainsi que la SOFRES.

L'ancien PDG du *Journal des finances*, Pierre Doménech, a été nommé directeur général. Le nouveau propriétaire, Valmonde, s'est engagé à conserver la totalité des trente-huit emplois et à injecter progressivement 30,2 millions de francs dans le titre.

Le mensuel *Epargner* a été cédé au groupe Le Revenu français, de Robert Montoux (*le Revenu français*, *Air et Cosmos*, etc.), qui fut

candidat, cet été, au rachat du groupe Desfossez-International (*la Tribune-Desfossez*, *l'Agelil*, et qui s'apprête à publier un nouveau journal économique, *le Revenu français hebdo*). Selon différentes sources, *Epargner*, qui devrait bénéficier d'un apport en comptes courants de 1,5 millions de francs et conserver quatre des sept salariés, pourrait être fondé dans le *Revenu français*.

Le tribunal de commerce de Paris a procédé, d'autre part, à la liquidation des autres filiales de Telpresse : Telpresse SARL, Telpresse Club, les éditions Radio-TV-entreprises, l'agence culturelle de presse et de télévisions ACP-Tel et de communication. L'Agence centrale de Presse-Communication (ACP-C), un des fleurons de Telpresse, avait déjà été mise en liquidation cet été par le tribunal de commerce de Marseille, où l'agence a son siège.

Y.-M. L.

□ Nouvel appel à la grève à la SFP. — Après leur journée de grève, jeudi 23 septembre, les syndicats de la Société française de production (SFP) ont appelé, vendredi 24 septembre, à un nouvel arrêt de travail lundi 27. Ces grèves sont destinées à protester contre la privatisation de la SFP, a annoncé la CGT, syndicat majoritaire dans l'entreprise. Une assemblée générale du personnel doit avoir lieu, le 27 septembre, à 10 heures, aux Buttes-Chaumont à Paris, le siège de la SFP avant son transfert à Bry-sur-Marne. Les « initiatives nécessaires pour faire valoir les intérêts des personnels » seront examinées. Les syndicats doivent être reçus le même jour, à leur demande, par le chef de cabinet du ministre de la communication, Alain Carignon.

□ L'affaire du prétendu plagiat du «Château des Oliviers». — Le juge des référés du tribunal de Paris a refusé, vendredi 24 septembre, de nommer un expert pour comparer le scénario du *Château des Oliviers*, feuilleton télévisé de France 2 coproduit par Hamster, que Michèle de Jais estime être une contrefaçon de son œuvre, *Feudal* (*Le Monde* du 15 septembre). En faisant remarquer que « si l'expertise est un mode d'information technique qu'il n'a pas la capacité d'apprécier, en aucun cas elle ne peut conduire à déléguer à l'expert le soin pour les parties de justifier leur demande », Françoise Ramoff, premier vice-président du tribunal, a estimé qu'il revient à M<sup>re</sup> de Jais d'analyser les textes « pour en faire ressortir les éléments constitutifs de la contrefaçon qu'elle allègue ».

THÉÂTRE

LE DINER DE CONS au Théâtre des Variétés à Paris

### Un bon repas

Une comédie de Francis Veber assurée du succès

Une liberté de fantaisie, un sourire rapide, un don des hasards abracadabrants mais qui retombent, légers comme tout, sur leurs pattes, un chic raffiné à frôler, en les déguisant un peu, des émotions foncières, et puis, tout bêtement, une classe innée des dialogues simples et l'aisance sans chichis de la caméra, ont conduit Francis Veber à signer des films « comiques » d'une qualité assez rare. *Le Joueur*, en particulier, et la trilogie *la Chèvre*, *les Compères*, *les Fugitifs* ont obtenu, requinqués, sans bêtise ni banalité, un monde fou, grâce aussi à cette chance que deux grands acteurs, Depardieu et Pierre Richard, se soient trouvés « d'intelligence » avec les humeurs de Veber. Une fine équipe, un gang de choc, trois oiseaux rares.

Francis Veber, revenu au théâtre (il avait donné deux pièces, *l'Enlèvement* et *le Contrat*), signe à présent une comédie, *le Dîner de cons* (ce titre n'est peut-être pas génial), jouée cette fois par trois autres farceurs : Jacques Villeret, Claude Brasseur, Gérard Hernandez. Mise en scène vigoureuse de Pierre Mondy.

Le schéma : des copains ont pris l'habitude d'inviter à dîner, de temps en temps, un zig particulièrement débile, qu'ils ont déniché par hasard, dans un train, au café, histoire de passer une « jéré de fous rires à se payer sa tronche. Claude Brasseur, directeur d'une

maison d'édition, invite donc Jacques Villeret, employé à la direction des impôts. L'idée de Veber est de faire apparaître, de gaffe en bêtise, que le « con » est un homme aimable, bon pain bon cœur, maladroit mais pas bête, et que les copains inviteurs de « cons » sont des sales bêtes, méchantes, bornées. Un troisième compère, percepteur plus pervers que nature, joué par Gérard Hernandez, fait peur. Autres fins artistes : Bunny Godillot, Cécile Pallais, Michel Robbe, Philippe Briand.

Cette pièce de Francis Veber est un peu plus grosse que ses films. Elle est très drôle, souvent. Succès garanti, pour des mois et des mois. Un assez gros ennui tout de même : Claude Brasseur trouve cette pièce si irrésistible, il trouve Villeret si tordant, qu'il lui est difficile de tenir son rôle il est obligé, tout le temps, de nous tourner le dos, de se plier en quatre, de se cacher sous un canapé, pour ne pas montrer qu'il étouffe de rire, qu'il est en larmes. Comme nous pouvons craindre que Villeret devienne de plus en plus drôle, c'est mal parti.

MICHEL COURNOT

► Théâtre des Variétés, 7, boulevard Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-33-09-92. Métro : Rue-Montmartre et Bourgo. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées le samedi à 17 heures, le dimanche à 15 heures. De 50 F à 285 F.

PASSIONS SECRÈTES au Montparnasse

C'est du théâtre « cool », sans conflits, sans gestes marqués, sans une voix plus haute qu'une autre. Du théâtre-album-de-famille. Six portraits. Un papa professeur (Pierre Vaneck) qui écrit livre sur livre comme font des professeurs, mais là, il traîne. Son fils Edmond (Alex Descas), clavicordiste, organiste, plongé dans ses partitions. L'épouse d'Edmond (Catherine Frot), psychanalyste, pas trop sûre d'aider autrui. L'autre fils du professeur (Stéphane Freiss), le mouton noir de la famille, qui gagne sa vie au poker. Enfin, une jeune femme danoise (Clotilde de Bayser), qui s'est attachée au vieux professeur, et qui ici s'ennuie : nous sommes au bord de la mer, une villa en plein bel.

Echanges brefs. Quelques moments de détente. Quelques autres de susceptibilité. Diderot disait que, parfois, les comédiens jouaient si bien qu'il ne savait pas si la pièce existait, oui ou non. Là, il semble bien que la pièce de Jacques-Pierre Amette, *Passions secrètes*, n'existe que très peu, quoique les acteurs soient bons, même très bons. C'est l'œuvre de leur chef d'équipe, Patrice Kerbrat. De mise en scène en mise en scène, il montre une compréhension très profonde de chaque actrice, de chaque acteur, et il les conduit à donner leur meilleur.

M. C.

► Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté. Métro Edgar-Quinet, Gaîté, Montparnasse. Du mardi au vendredi à 21 heures. Samedi 18 heures et 21 h 15. Dimanche 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 230 F.

### enfants de Michèle Reverdy



Les plus chers de son cœur, ses enfants, sont tous musiciens. Des musiciens de talent, des musiciens de cœur. Ils ont tous hérité de son amour de la musique, de son sens de l'harmonie, de son goût pour la mélodie. Ils ont tous suivi ses conseils, ses encouragements, ses critiques. Ils ont tous été formés par elle, par sa main ferme et tendre. Ils ont tous été élevés dans son atelier, dans son studio, dans son salon. Ils ont tous été bercés par sa voix, par son rire, par ses larmes. Ils ont tous été inspirés par son génie, par sa passion, par son engagement. Ils ont tous été éduqués par son exemple, par son courage, par son humilité. Ils ont tous été encouragés par son soutien, par son amour, par son espoir. Ils ont tous été encouragés à suivre leur chemin, à trouver leur voix, à créer leur musique. Ils ont tous été encouragés à être eux-mêmes, à être authentiques, à être libres. Ils ont tous été encouragés à être musiciens, à être artistes, à être humains.

### ruit du silence

Les plus chers de son cœur, ses enfants, sont tous musiciens. Des musiciens de talent, des musiciens de cœur. Ils ont tous hérité de son amour de la musique, de son sens de l'harmonie, de son goût pour la mélodie. Ils ont tous suivi ses conseils, ses encouragements, ses critiques. Ils ont tous été formés par elle, par sa main ferme et tendre. Ils ont tous été élevés dans son atelier, dans son studio, dans son salon. Ils ont tous été bercés par sa voix, par son rire, par ses larmes. Ils ont tous été inspirés par son génie, par sa passion, par son engagement. Ils ont tous été éduqués par son exemple, par son courage, par son humilité. Ils ont tous été encouragés par son soutien, par son amour, par son espoir. Ils ont tous été encouragés à suivre leur chemin, à trouver leur voix, à créer leur musique. Ils ont tous été encouragés à être eux-mêmes, à être authentiques, à être libres. Ils ont tous été encouragés à être musiciens, à être artistes, à être humains.

### es» de la Bastille

Les plus chers de son cœur, ses enfants, sont tous musiciens. Des musiciens de talent, des musiciens de cœur. Ils ont tous hérité de son amour de la musique, de son sens de l'harmonie, de son goût pour la mélodie. Ils ont tous suivi ses conseils, ses encouragements, ses critiques. Ils ont tous été formés par elle, par sa main ferme et tendre. Ils ont tous été élevés dans son atelier, dans son studio, dans son salon. Ils ont tous été bercés par sa voix, par son rire, par ses larmes. Ils ont tous été inspirés par son génie, par sa passion, par son engagement. Ils ont tous été éduqués par son exemple, par son courage, par son humilité. Ils ont tous été encouragés par son soutien, par son amour, par son espoir. Ils ont tous été encouragés à suivre leur chemin, à trouver leur voix, à créer leur musique. Ils ont tous été encouragés à être eux-mêmes, à être authentiques, à être libres. Ils ont tous été encouragés à être musiciens, à être artistes, à être humains.

**CLINT EASTWOOD**  
JOHN MALKOVICH • RENE RUSSO

**DANS LA LIGNE DE MIRE**

L'UN DES MEILLEURS FILMS DE L'ANNÉE  
PREMIERE

"SUSPENSE, ACTION, DIALOGUES BRILLANTS.  
EASTWOOD EN GRANDE FORME, MALKOVICH ÉPATANT."  
FIGARO MAGAZINE

"DEUX GÉANTS POUR UNE HISTOIRE EN BÉTON."  
LE POINT

"ÉTINCELANT DE BRIO... UN DUO GRANDIOSE"  
FRANCE SOIR

C'EST FORT! C'EST FUN!

Rozon et Coullier présentent

**renet**

AU PALAIS DES CONGRÈS  
DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE

**EUROPE 1** **2 France**

LOCATION  
PALAIS DES CONGRÈS - FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES - GALERIES LAFAYETTE  
PAR TEL 40 68 00 05 ET MINTEL 3615 PALAIS

**wea MUSIC** **ROZON**



# THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Le Premier : 17 h et 22 h. Fando et Lis : 20 h 30. **ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU** (42-08-77-71). L'Amour foot : 17 h et 20 h 45. **ARTISTIC - A.T.H.É.V.A.N.S** (48-06-30-02). L'Eloge de la folie : 18 h et 21 h. **ATELIER** (48-08-49-24). Le Mal court : 15 h 30 et 21 h. **BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE** (40-46-80-72). Un « un » un. Pour en finir avec la qualité : 18 h. Le Roman d'un tricheur : 21 h. **BERRY-ZÉBRE** (42-57-51-55). Kif-Kif l'arriviste, de Rachid de la Courmeuve : 21 h. **BOUFFES PARISIENS** (42-36-80-24). Les Monstres sacrés : 17 h 30 et 21 h. **BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE** (42-36-30-53). Les Bouillottes : L'Affaire de la rue de Lourcine : 21 h. **CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPESTE** (42-28-36-38). Salie I. Mouch-Athènes : 20 h 30. **CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-81). États fribres? Et ta sœur... : 21 h. **CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (44-78-13-16). Petite salle. La Nuit juste avant les forêts : 21 h. **CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). Quel de neuf? **COMÉDIE CAUMARTIN** (42-42-41-41). Ne réveille pas Cécile... Elle est amoureuse : 21 h. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24). L'Aïe-mémère : 18 h et 21 h. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Votaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30. **COMÉDIE-FRANÇOISE SALLE RICHELIEU** (44-10-00-15). Antigone : 20 h 30. **CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE** (42-46-12-81). La Cagnote : 18 h. **CRYPTE SAINT-EUSTACHE** (47-19-31-31). La Vieillesse : 20 h 30. **EDOUARD-VII SACHA GUITRY** (47-42-69-82). Durent avec toi : 21 h. **ESPACE PARIS-PLAINE** (40-43-01-92). Quel Ouest : 20 h 30. **FACULTÉ DE JUSSIEU** (J.). La Double Inconnue : 20 h 30. **FONTAINE** (49-74-70-44). Le Cien des veuves : 18 h 30 et 20 h 45. **GATE - MONT-PARNASSE** (42-22-18-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45. **GALERIE CHRISTIAN SIRET** (42-61-48-04). La Légende de Coyuca : 20 h 30. **GRAND EDGAR** (43-35-32-31). Vent de folie : 20 h 15. **GUICHET MONT-PARNASSE** (43-27-98-61). Un jubilé et les Mémoires du tabac : 19 h. **HEBERTOT** (42-22-23). La Volupté de l'homme : 18 h et 21 h. **HUCHETTE** (43-28-39-99). Demandez la chanson du film : 18 h et 21 h 30. **LE CAPEZ** : 20 h 30. **LE EUROPEEN** (43-87-28-89). Anne Roumanoff : 20 h 30. **LA BRUYÈRE** (48-74-78-98). Temps contre temps : 20 h 30. **LA VOIX MODERNE** (42-82-08-14). Y'a T'oune Mouchie Sur L'air (d'après l'ivre) : 21 h. **LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 19 h 45. **MADELINE** (42-65-07-09). Le Cardinal d'Espagne : 17 h et 21 h. **MARSAIS** (42-78-03-53). Antonio Barracano : 21 h. **MARIE-STUART** (45-08-17-90). Je me tiens devant toi : 20 h 30. **MARIGNY** (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h. **MATHURINS** (42-85-80-00). En attendant les bouffes : 20 h 30. **MICHEL** (42-65-35-02). Boiling Boiling : 21 h 15. **MICRODIE** (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schuez : 17 h et 20 h 30. **MONT-PARNASSE** (43-22-77-74). Passions secrètes : 18 h 30 et 21 h 15. **NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD** (43-31-11-59). La Maitresse : 20 h 30. **NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). Une docteur en or : 18 h et 21 h. **OLYMPIA** (47-42-25-45). Smain Comp : 20 h 30. **PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-02-27-17). Patrick Timsit : 20 h 30. **PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)** (42-02-27-17). Bruno Lugin : 20 h 30. **PETIT THÉÂTRE DE PARIS** (42-80-01-81). Le Vieux : 17 h 30 et 21 h 15. **POCHE-MONT-PARNASSE** (46-48-82-87). Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h. **PORT SAINT-MARTIN** (42-09-00-32). Knock : 17 h et 20 h 45. **PRÉ-CATELAN JARDIN SHAKESPEARE** (42-27-38-54). Embrassons-nous. Folle-ville : 15 h et 18 h 30. **RANELAGH** (42-86-64-44). Messieurs les ronds-de-cuir : 18 h 30. **RÉPUBLIQUE** (42-78-44-81). États fribres? Et ta sœur... : 21 h. **SANCTOIR** (42-78-63-47). Les Désarrois de Glida Rumeur : 18 h et 20 h 45. **SENTER DES HALLES** (42-36-37-27). Alala nous plaît : 20 h 30. **STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24). Le Parfum de Jeannette : 20 h 30. **THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU** (45-45-49-77). Les Inconnus : 20 h 30. **THÉÂTRE CLAVEL** (46-34-23-11). C'est moi l'improvisé : 20 h 30. **THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (48-08-10-17). Maman : 20 h 30. **THÉÂTRE D'EDGAR** (42-79-97-87). Copines sauvages : 20 h 30. **THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-64-80-90). La Fille naturelle : 20 h 30. **THÉÂTRE GRÉVIN** (42-48-84-47). Laurent Solévol : 20 h 30. **THÉÂTRE LUCIEN-PAYE** (48-06-00-55). Escorial : 21 h. **THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-06-67-89). Arène. L'oiseau n'a plus d'âmes : 20 h 30. **THÉÂTRE DE LA VIEILLE** (42-36-38-58). Cinq minutes pas plus : 20 h. **THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Salle Gémier. Un couple d'adultes : 20 h 30. **THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-86-43-80). Petite salle. Les Prodiges : 21 h. **THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON** (41-31-36-68). Orlando : 20 h 30. **THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Les Démentes se déchaînent : 19 h. **THÉÂTRE SILVIA-MONFORT** (45-11-10-89). Souvent je ris la nuit : 20 h 30. **THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL** (48-08-72-34). On va faire la cocotte : 18 h 30. **TOURTOUR** (48-87-82-48). Dim. La Nuit et le Moment : 14 h. **TRÉPLIN-THÉÂTRE DES TROIS-TOURTOUR** (42-64-81-00). Marie l'inouïe : 20 h 30. **TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Les Acrobates : 21 h. **VARIÉTÉS** (42-33-09-82). Le Dîner des cons : 17 h et 21 h. **RÉGION PARISIENNE** **CHAMPIGNY-SUR-MARNE (L'ÉTOILE DES MERS)** (49-83-82-32). L'Extravagante Aventure de l'étoile des mers : 21 h 30. **CROISSY-SUR-SEINE (LE JARDIN DE LA CHAPELLE SAINT-JO)** (47-70-52-76). Le Jeu de Jean Cristobal : 20 h 30. **FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JACQUES-BREL)** (48-74-44-89). Amoral et Buffon : 20 h 30. **GENÈVEVILLERS (THÉÂTRE)** (47-93-26-30). Thespenny Lear : 20 h 30. **LE KREMLIN-BICÊTRE (ECAM)** (49-80-89-42). Jean-Marie Bilgard : 21 h. **MAISON-LAFFITE (ANCIENNE EGLISE)** (39-70-92-45). La Maison de Bernard Albe : 20 h 45. **NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON)** (49-31-02-02). Solo : 21 h. **SAINT-CLOUD (CHÂTEAU DES TRÉTEUX DE FRANCE)** (42-02-70-40). L'Alcyon : 20 h 30. **SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE)** (42-43-17-17). Salle Roger Bim. La vie au-dessus et au-dessous des nuages : 20 h 30. **VILLE-D'AVRAY (LE COLOMBIER)** (47-60-37-50). Le Mariage : 20 h 45.

## Le Monde DES LIVRES

## LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

# AGENDA CINÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX

**FAUSTO**. Film français de Rémy Duchesne. Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38). Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49). George V, 8 (45-82-41-46). 36-65-70-74; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 9 (43-59-04-87). Max Linder Panorama, 9 (43-24-88-88). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55). 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Kinopanoramas, 15 (43-06-50-50). 36-68-75-55; Gaumont Opéra, 16 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 17 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 18 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 19 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 20 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 21 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 22 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 23 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 24 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 25 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 26 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 27 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 28 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 29 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 30 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 31 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 32 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 33 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 34 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 35 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 36 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 37 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 38 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 39 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 40 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 41 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 42 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 43 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 44 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 45 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 46 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 47 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 48 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 49 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 50 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 51 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 52 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 53 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 54 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 55 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 56 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 57 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 58 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 59 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 60 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 61 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 62 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 63 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 64 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 65 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 66 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 67 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 68 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 69 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 70 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 71 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 72 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 73 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 74 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 75 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 76 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 77 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 78 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 79 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 80 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 81 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 82 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 83 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 84 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 85 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 86 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 87 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 88 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 89 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 90 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 91 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 92 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 93 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 94 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 95 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 96 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 97 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 98 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 99 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 100 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 101 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 102 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 103 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 104 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 105 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 106 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 107 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 108 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 109 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 110 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 111 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 112 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 113 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 114 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 115 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 116 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 117 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 118 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 119 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 120 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 121 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 122 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 123 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 124 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 125 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 126 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 127 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 128 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 129 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 130 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 131 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 132 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 133 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 134 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 135 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 136 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 137 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 138 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 139 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 140 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 141 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 142 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 143 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 144 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 145 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 146 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 147 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 148 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 149 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 150 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 151 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 152 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 153 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 154 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 155 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 156 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 157 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 158 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 159 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 160 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 161 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 162 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 163 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 164 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 165 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 166 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 167 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 168 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 169 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 170 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 171 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 172 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 173 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 174 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 175 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 176 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 177 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 178 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 179 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 180 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 181 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 182 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 183 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 184 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 185 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 186 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 187 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 188 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 189 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 190 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 191 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 192 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 193 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 194 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 195 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 196 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 197 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 198 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 199 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 200 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 201 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 202 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 203 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 204 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 205 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 206 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 207 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 208 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 209 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 210 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 211 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 212 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 213 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 214 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 215 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 216 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 217 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 218 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 219 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 220 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 221 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 222 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 223 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 224 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 225 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 226 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 227 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 228 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 229 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 230 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 231 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 232 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 233 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 234 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 235 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 236 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 237 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 238 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 239 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 240 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 241 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 242 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 243 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 244 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 245 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 246 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 247 (43-59-04-87). 36-65-70-74; Gaumont Opéra, 248 (43-59-04



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Café : une entente exemplaire

Les pays producteurs de café africains et latino-américains ont quelques raisons de se réjouir. Vingt-sept d'entre eux - représentant 80 % de l'offre mondiale de café - ont adhéré vendredi 24 septembre à la nouvelle Association des pays producteurs de café (APC), une organisation qui s'est fixée comme objectif de faire remonter les cours du café en intervenant sur le marché international.

Négocié laborieusement ces derniers mois au fil de réunions, de Managua (Nicaragua) à Kampala (Ouganda), en passant par San-Salvador (Salvador), l'accord qui vient d'être entériné à Brasilia (Brésil) repose sur un système simple. En cas d'engorgement du marché, les pays membres de l'association s'engagent à retirer, selon les cours en vigueur, l'équivalent de 10 à 20 % des exportations mondiales jusqu'à ce que les prix retrouvent des niveaux décents. Pour la campagne 1993-1994, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre, pas moins de 14 millions de sacs de café de 60 kilos chacun devraient ainsi être retirés du marché.

D'une certaine façon, les producteurs de café ont d'ores et déjà gagné leur pari. Au cours des deux derniers mois, l'amorce de la création du nouveau cartel a entraîné une progression de 45 % des cours du café sur le marché. Même s'il est prématuré de tirer des conclusions définitives de l'accord de Brasilia, la leçon mérite d'être méditée par les autres pays en développement qui tirent une bonne partie de leurs devises de l'exportation d'une seule matière première. Comment ne pas établir un parallèle avec ce qui se passe à Genève où sont réunis, à compter de ce samedi, les douze pays exportateurs de pétrole (OPEP). Eux aussi sont confrontés à un problème classique d'excédent de l'offre par rapport à la demande. Et à cause de lui les prix n'en finissent pas de s'effriter. Les cours du brut, si l'on fait abstraction de l'inflation, sont revenus à leur niveau d'il y a vingt ans. Alors que le baril faisait les 40 dollars au début des années 80, il stagne autour de 18 dollars. Pour les pays de l'OPEP, la marque à gagner se chiffre en milliards de dollars. A crise identique, remède identique. Les pays exportateurs de pétrole savent que leur seule possibilité pour voir remonter les cours du brut consiste à réduire l'offre. Mais, tirailé entre les intérêts politiques d'Etats qui se détestent cordialement, le cartel des pays producteurs de pétrole, à l'inverse de celui des producteurs de café, n'est pas prêt à resserrer ses rangs pour redresser les cours du brut. Il sera contraint de le faire si l'Irak, dans quelques mois, est à nouveau autorisé par l'ONU à exporter son pétrole.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## La réunion du G7 à Washington et les discussions sur le commerce international

### L'Europe sur la sellette pour sa croissance médiocre et ses taux d'intérêt élevés

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) devaient se réunir le 25 septembre à Washington, en marge de la 48<sup>e</sup> assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui se tient du 22 au 29 septembre dans la capitale fédérale.

#### WASHINGTON

de notre envoyé spécial  
A la veille de retrouver, le 25 septembre, ses homologues des pays les plus industrialisés venus participer à la traditionnelle réunion d'automne du G7, le secrétaire américain au Trésor a été très clair. « Nous allons passer en revue les moyens susceptibles de renforcer l'économie mondiale, mais ne comptez pas sur nous pour sortir un lapin du chapeau », averti Lloyd Bentsen. De plus, afin de pouvoir consacrer davantage de temps à la discussion, nous sommes convenus de ne pas rédiger de communiqué final.

Samedi, le débat devrait essentiellement porter sur la manière dont les économies actuellement en récession (Europe et Japon) envisagent de sortir de la crise au moment où le Fonds monétaire international, se dit contraint, une nouvelle fois, de réviser en baisse ses prévisions sur la croissance mondiale pour les ramener à 2,2 % pour cette année et à 3,2 % pour 1994. Les Etats-Unis qui étaient jusqu'à présent régulièrement sur la défensive, faute de s'engager véritablement sur la voie du retour aux grands équilibres, sont tentés, cette fois, de jouer les procureurs. L'adoption par le Congrès du programme présidentiel de réduction du déficit budgétaire de l'Etat, à hauteur de 500 milliards de dollars sur cinq ans - lequel a valu à Bill Clinton les félicitations de Sept lors

du sommet de Tokyo, au mois de juillet - s'accompagne d'une croissance qui devrait être, cette année, plus forte que prévue aux Etats-Unis. Ceux-ci devraient enregistrer le taux le plus élevé parmi les pays industrialisés si l'on croit les experts du FMI.

Pour éviter que cette reprise américaine ne s'essouffle faute d'un relai extérieur, Washington va certainement inciter ceux de ses partenaires qui pratiquent encore des taux d'intérêt réels très élevés (l'Allemagne, et, surtout, la France) à la réduction de façon drastique, comme a le faire, par exemple, la Grande-Bretagne. Une démarche pressentie qui devrait se heurter néanmoins au refus des représentants français qui continuent à prôner « une baisse ordonnée » de leurs taux d'intérêt. Dans le même esprit, les participants vont essayer d'entretenir les effets du troisième plan de relance annoncé à la mi-septembre par le Japon, lequel a mérité un satisfecit de la part de M. Bentsen, au même titre que le récent abaissement du taux d'escompte nippon, ramené à un plus-bas historique.

#### Soutien Boris Eltsine

Au menu du G7 de Washington figurent également deux dossiers sur lesquels les participants s'efforcent de prendre date : la Russie et l'aide à apporter aux territoires occupés après la signature de l'accord de paix israélo-palestinien. Sur le premier chapitre, les ministres des finances qui auront rencontré en coulisses leur collègue russe, Boris Fyodorov, venu à Washington pour rassurer la communauté internationale sur la poursuite des réformes économiques dans son pays, chercheront certainement à conforter la position politique de Boris Eltsine face à un Parlement rebelle qui refuse de se laisser dissoudre et, partant, à soutenir « la seule stratégie économique possible », souligne l'un des participants à la réunion. Mais les Sept n'ont pas au-delà de leurs

engagements en cours, en termes d'aide financière à la Fédération de Russie. A l'égard des territoires occupés, les déclarations d'intentions devraient prévaloir en attendant la réunion, le 1<sup>er</sup> octobre à Washington, d'une conférence réunissant les donateurs potentiels et les organisations internationales. Pour sa part, la Banque mondiale étudie la création d'un fonds de quelque 85 millions de dollars, constitué de prêts et d'assistance technique et dont le but est de participer au développement économique de la bande de Gaza.

Sur un plan technique, les participants au G7 auront également à se prononcer sur le renouvellement de la facilité d'ajustement structurelle renforcée (FASR) destinée aux pays les plus pauvres de la planète. En revanche, le sort du commerce international lié aux négociations de l'Uruguay Round ne devrait pas être évoqué de façon formelle. « Le G7 n'est pas une instance de négociation », souligne un expert économique, rappelant que les hasards du calendrier ont prévu une entrevue très attendue, les 26 et 27 septembre, entre Mickey Kantor, ministre américain du commerce extérieur (US Trade Representative), et Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, venu à Washington pour « discuter » du préaccord dit de Blair House. Il y a fort à parier qu'à la veille de ce tête-à-tête, les participants du G7 auront pris le temps de jeter un oeil sur le rapport consacré à la « libéralisation du commerce » que viennent de rédiger en commun la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Et retenu un seul chiffre : les 213 milliards de dollars, par an, qui, selon les auteurs de l'étude, devraient bénéficier au commerce mondial, en cas de libéralisation partielle dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Deux sujets au cœur de l'Uruguay Round...

SERGE MARTI

### Bruxelles redoute les conséquences d'un échec de M. Brittan

Conformément aux directives données le 20 septembre par le conseil des ministres des Douze, Sir Leon Brittan, le commissaire européen, examinera, lundi 27 septembre à Washington, avec Mickey Kantor, le principal négociateur américain, comment relancer l'Uruguay Round et reprendre le débat sur le volet agricole. Personne ne s'attend que des indications claires sur les intentions de l'administration Clinton sortent de ce premier contact après la décision des Douze de demander aux Etats-Unis de clarifier certains aspects du préaccord de Blair House.

#### BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant  
Le rapport que M. Brittan s'est engagé à présenter le 4 octobre devant les ministres des affaires étrangères pourrait se révéler décevant. « Il faut éviter de répéter des schémas comme celui du 20 septembre », prévient un fonctionnaire bruxellois. Se souvenant des critiques adressées lundi dernier par Alain Juppé à M. Brittan sur la détermination de ce dernier à prendre en compte les demandes formulées par la France et l'Allemagne, Bruxelles souhaite oublier l'incident et laisser travailler le commissaire européen dans la discrétion.

Cette sollicitude ainsi manifestée à l'égard de M. Brittan révèle la sourde inquiétude qui trouble nombre de responsables communautaires : on redoute que l'administration Clinton - dont la volonté de mener à son terme l'Uruguay Round n'est pas évidente - prenne prétexte du durcissement européen pour bloquer la négociation en faisant, bien sûr, porter la responsabilité à la Communauté, et plus particulièrement à la France. L'engrenage pourrait alors tourner au désastre : fortes tensions à l'intérieur de la CEE et, sur le terrain extérieur, offensive

contentieuse généralisée au GATT pour faire condamner les règles de la politique agricole commune (PAC). « En cas d'échec de l'Uruguay Round, nous devons nous attendre à une succession de panels [instances d'arbitrage] qui passeront la PAC au lance-flammes », prévient un expert. La quasi-immunité dont a bénéficié la PAC pendant trente ans serait révoquée : « L'ambition est déformée. Il suffit que les panels interprètent plus sévèrement les règles du GATT pour que notre dispositif soit mis à mal », commente notre interlocuteur. Une telle évolution est en cours : sur plainte des Etats-Unis, un panel a condamné à deux reprises la politique de subventions à la production d'oléfagineux pratiquée par la CEE, laquelle a dû se résigner - ce fut négocié en même temps que le préaccord de Blair House - à limiter ses surfaces plantées en colza, tournesol et soja. Dans le même esprit, le Chili vient d'obtenir la création d'un panel visant les « prix de référence », sorte de prix minima, appliqués par la CEE aux importations de pommes. La multiplication de telles initiatives permettrait aux partenaires commerciaux de la Communauté d'obtenir par la voie contentieuse ce qui n'aurait pas été acquis par la négociation.

Certes, agiter de telles menaces a également pour but de calmer les revendications françaises. Et le fait est que celles énumérées dans les « conclusions » du conseil du 20 septembre n'ont rien de déraisonnable. Mais il est tout aussi exact que la satisfaction de plusieurs d'entre elles heurte de puissants lobbies américains. Que se passera-t-il, si, en fin de parcours, M. Brittan se présente au conseil avec une besace à moitié vide ? La question est d'autant plus préoccupante que, en raison des dérapages monétaires au sein des Douze, il n'existe aucune marge de manœuvre budgétaire. Il n'est donc guère envisageable de compenser sur le plan interne ce qui n'aura pas été obtenu par la négociation.

PHILIPPE LEMAITRE

### L'avant-projet de loi de finances ramène le déficit à 5,7 % du produit intérieur brut

### Un budget de restrictions pour l'Espagne

#### MADRID

de notre correspondant  
« Nous sommes dans une situation de crise et toute la société doit faire un effort », a déclaré Pedro Solbes, ministre de l'économie et des finances, en présentant, vendredi 24 septembre, les grandes lignes du budget espagnol 1994. Une sorte de brouillon puisque le régime socialiste n'a pas encore l'assurance du soutien des nationalistes catalans et basques pour son approbation au Parlement avant le 31 décembre. D'ici là, le contenu risque d'être soumis à de nombreux amendements. Sur le papier, il s'agit du budget le plus restrictif de ces dix dernières années.

Son premier objectif est de réduire le déficit public de l'Etat de 1 000 milliards de pesetas (43 milliards de francs) les prévisions pour atteindre le montant de 2.390 milliards de pesetas (103 milliards de francs). Afin de le ramener à 5,7 % du PIB pour l'année prochaine, il a été décidé de réduire les prestations de chômage pour pratiquement 1 million de sans emploi sur les 1,9 million qui bénéficient d'une couverture sociale, de geler les salaires des fonctionnaires, d'augmenter les retraites de 3,5 % et de limiter

l'augmentation de la masse salariale à 2 %.

Ce projet prévoit une faible croissance (1,3 %), une inflation ramenée à 3,5 % (actuellement de 4,5 %) et 150 000 chômeurs de plus, c'est-à-dire le quart de l'augmentation de cette année puisque 630 000 postes de travail seront perdus en 1993. Un budget d'austérité et d'attente en attendant que la reprise pointerait le bout de son nez. Un ensemble de mesures fiscales a également été adopté par le gouvernement afin de favoriser l'investissement et de créer des emplois. « 99 % des habitants de ce pays sont travailleurs, chômeurs ou retraités et, pour seulement 1 %, ce sont les entrepreneurs qui créent des emplois. Si nous voulons régler le problème du chômage, il faut leur donner des avantages », a indiqué Pedro Solbes.

Cela suffira-t-il pour relancer une économie en plein marasme ? Le redémarrage presse puisque 23 % de la population active se trouvent sans emploi et que les recettes de l'Etat croissent moins vite que les dépenses, ce qui creuse le déficit public. Il faut donc essayer d'inverser la tendance. Tel est l'objectif de ce projet de budget dont les perspectives restent modestes, sauf en ce qui concerne les restrictions.

MICHEL BOLE-RICHARD

### Pour dénoncer les pratiques de dumping

### Les fabricants européens de fours à micro-ondes portent plainte contre quatre pays d'Asie

L'Europe est-elle redevenue le champ de manœuvre des fabricants asiatiques de fours à micro-ondes ? Les industriels européens en sont convaincus, qui ont déposé en juin, auprès de la Commission de Bruxelles, une plainte anti-dumping contre la Chine - étendue depuis à la Corée du Sud, à la Thaïlande et à la Malaisie - et qu'ils s'opposent désormais de voir aboutir. Certains soupçonnent, en effet, les responsables bruxellois, le commissaire à la concurrence Karel Van Miert en tête, d'en freiner l'instruction malgré la nomination de deux enquêteurs. En droit communautaire, une plainte de ce genre doit être effective après sa publication au Journal officiel. Et, depuis juin, rien.

Le marché du micro-ondes - un produit « blanc », mais riche en électronique - fait l'objet, depuis sa naissance, d'une guerre implacable dont les industriels américains ont fait les Français. En revanche, ont tenu bon malgré l'implantation - parfois brève, il est vrai - de sept fabricants japonais et coréens sur le Vieux Continent - dont six au Royaume-Uni (« le Monde/Economique » du 4 février 1992). Aujourd'hui, la France et la Grande-Bretagne se partagent l'essentiel de la production de micro-ondes en Europe : 2 millions d'appareils ont été produits dans l'hexagone en 1992 (principalement par Moulinex et CEFEMO, une co-entreprise (joint-venture) entre TEM Electronics, AEG et Toshiba) ; 1 million

autre-Manche (Sharp et Matsushita). Le Japon, en revanche, a revu ses ambitions à la baisse : sa production a chuté (4,8 millions d'appareils en 1989, 3,8 millions en 1992) ; ses exportations directes aussi (2,5 millions d'appareils en 1989, 1,3 en 1992). Mais la concurrence du Sud-Est asiatique a augmenté en proportion. La Thaïlande et la Chine, qui s'adjoignent respectivement 1,4 et

0,1 % du marché communautaire en 1988, s'en sont attribués 6,7 et 6,4 % en 1992. Des parts de marché importantes venant s'ajouter aux 23,7 % du marché communautaire détenus par les exportations coréennes et aux 13 % contrôlés par les filiales des groupes asiatiques implantés sur le Vieux Continent...

P.-A. G.

### Gel du nombre des vols entre les deux pays

### Les Etats-Unis concèdent à l'Allemagne un accord aérien plutôt protecteur

Le ministre allemand des transports Matthias Wissmann a confirmé, vendredi 24 septembre, la conclusion entre les Etats-Unis et l'Allemagne d'un accord transitoire de quatre ans sur le trafic aérien. Il a précisé qu'en vertu de cet accord, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993, les vols passagers américains vers l'Allemagne seraient gelés à leur niveau actuel pour deux ans et légèrement augmentés dans les deux années qui suivront, tandis que l'Allemagne disposerait dans le même temps d'un meilleur accès aux aéroports américains. Au terme de la quatrième année, les Etats-Unis espèrent avoir conclu avec l'Allemagne un accord « ciel ouvert » libéralisant totalement le trafic aérien. Dans le cadre de cet accord, la compagnie allemande Lufthansa a obtenu le droit de chercher un partenaire américain, par l'intermédiaire duquel elle aura un accès plus large au marché américain. Le président du directoire de la Lufthansa, Jürgen Weber, s'est déclaré très satisfait de ces négociations qui « vont faire gagner à la Lufthansa des dizaines de millions de marks dès la première année d'application ».

### 43 milliards de francs d'économies

### Airbus serait la principale victime du plan de sauvetage de GPA

Le consortium européen Airbus est la principale victime du plan de restructuration de la société de location d'avions irlandaise GPA (Guinness Peat Aviation). GPA, sauvée de la faillite, en mai, par le groupe américain General Electric, a annoncé un plan qui prévoit une réduction drastique de ses commandes d'avions à Boeing et à Airbus. Celles-ci passent de 242 à 57 appareils livrables d'ici à la fin de l'an 2000, soit de 64,4 milliards de francs à 20,5 milliards de francs. Pour Airbus, qui est le constructeur d'avions le plus touché, les commandes fermes tombent de 91 appareils (livraison entre 1993 et 2000) à seulement 6 qui doivent être livrés entre 1997 et 1998. GPA conserve toutefois une option sur 51 avions. A Toulouse, chez Airbus, on fait savoir en effet qu'en tenant compte des annulations, il reste 55 appareils - surtout des A-320 et A-321 - à livrer à GPA, d'ici à l'an 2000. Et toute annulation supplémentaire requiert des négociations. L'américain Boeing est comparativement moins affecté, puisque ses commandes fermes sont réduites à 26 appareils livrables d'ici à 1999, contre 66 à l'origine d'ici à 1999, auxquels s'ajoutent 43 autres commandes « sujettes à annulation ou reconformation ».

## INDICATEURS

### FRANCE

- Consommation des ménages : -2,8 % en août. - La consommation des ménages de produits manufacturés a reculé de 2,8 % en août après avoir augmenté de 1,7 % au mois de juillet, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques publiées vendredi 24 septembre par l'INSEE. En moyenne, la consommation du bimestre juillet-août est supérieure de 2 % à celle du second trimestre.
- Activité industrielle : les chefs d'entreprise moins pessimistes. - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE en septembre, l'activité industrielle paraît moins déprimée. La branche des biens d'équipement professionnel ainsi que celle des biens de consommation s'améliorent. En revanche, celle des biens intermédiaires se détériore.

o Hausse de 14 centimes du super sans plomb le 11 janvier, selon l'UFIPI. - Le prix du super sans plomb augmentera plus que celui du super plombé, lors du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers prévu dans le projet de budget 1994, selon les calculs de l'Union française des industries pétrolières (UFIPI). Le prix du super sans plomb progressera de près de 14 centimes par litre toutes taxes comprises (+3,6 %) tandis que ceux du super plombé (+2,3 %) n'augmenteront que de 10 centimes. Selon l'UFIPI, ce relèvement est deux fois plus important que celui habituellement consenti en début d'année, alors que la présente hausse faite par le gouvernement dans







1993

TOKYO

Nouveau repli

0.44

LONDRES

Index

السوق المالية

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Changements prévisibles pour l'eurofranc

La physionomie du marché de l'eurofranc pourrait changer bientôt. On devrait voir moins d'emprunteurs français, maintenant que la question du marché national a pris fin. Les intermédiaires financiers ont résolu les questions de préséance qui les opposaient et, qui, ces six derniers mois, ont effrayé de nombreux débiteurs. Craignant de faire les frais de ces disputes, la plupart des candidats français à l'emprunt ont préféré se tourner vers l'eurofranc, dont l'organisation est libre et où les banques ne s'offusquent pas si la place qu'elles occupent dans une transaction ne reflète pas parfaitement leur force de vente ou leur pouvoir de placement.

En période faste, quand les taux de rendement baissent à vue d'œil, les emprunteurs n'ont guère de motif de préférer une source de financement à une autre. Ils choisissent celle dont l'accès est le plus facile ou celle qui leur procure les fonds au meilleur compte. La situation est différente lorsque la conjoncture devient plus difficile, ce qui est le cas actuellement. Il est bon de pouvoir lever des fonds à domicile, sur son propre marché national, qui, parce qu'il s'adresse en premier lieu à des investisseurs locaux et parce qu'il peut compter sur le soutien des banques de son pays, est souvent plus stable que l'eurofranc, où la clientèle est changeante.

Il y a une autre raison qui fait prévoir que de nombreux emprunteurs français vont retrouver le chemin du marché national de préférence à l'eurofranc. Le développement de la place financière est en cause. On ignore combien de temps encore il sera possible aux autorités d'exiger que toutes les transactions en eurofranc soient émises à Paris. Le risque existe que, dans quelques années, l'eurofranc émigre vers une autre capitale, Londres par exemple. La question ne se pose pas en ce qui concerne le marché national qui, lui, est par définition solidement ancré. Il importe donc de ne pas

le négliger et, dès lors que la voie est libre, les grands établissements publics ne manquent pas de contribuer à son développement en y lançant de nouveaux emprunts. Cela fait que les spécialistes s'attendent à une réduction du volume global des nouveaux euro-emprunts au quatrième trimestre. Le marché de l'eurofranc devrait être surtout sollicité par des emprunteurs étrangers, qui demeurent encore assez rares.

#### Attrait persistant de l'eurofranc

Il y en a eu un pourtant, la semaine passée, qui a beaucoup fait parler de lui. Abbey National, un des principaux établissements financiers britanniques, offrait en souscription, par l'intermédiaire du Crédit commercial de France, pour 1 milliard de francs d'euro-obligations de cinq ans de durée, dont le coût s'établissait à environ 6,10 % l'an. Le profil de cette transaction correspond exactement à celui d'une autre émission, qui a vu le jour en même temps, dans le compartiment de l'eurofranc sterling, pour le compte d'un débiteur français, la Caisse centrale de crédit immobilier. Les deux entreprises ont échangé leur dette de façon à obtenir chacune des fonds dans leur propre monnaie. Le tout a été mis sur pied par la banque Samuel Montagu, qui s'occupait de l'emprunt britannique.

Pour ce qui est des autres grands marchés européens, trois devises ont retenu l'attention. Le franc suisse l'a fait par défaut. Il n'a pas profité de la crise politique russe. Les nouveaux emprunts s'accumulent sans trouver preneur, et l'engorgement est immense. On estime à environ 5 milliards de francs helvétiques le montant des titres de débiteurs étrangers que les banques n'ont pas encore réussi à placer.

Le compartiment du deutsche-mark est en bien meilleur posture. Des réussites éclatantes y sont enregistrées, comme celle de l'Argentine, qui n'a eu aucune difficulté à lever pour 1 milliard de DM en proposant des investisseurs un taux d'intérêt facial de 8 % l'an pour une durée de cinq ans. D'autres débiteurs exotiques sont attendus prochainement et, au calendrier, figurent également deux des meilleures signatures du monde, celles de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et de la Communauté économique européenne. La CECA envisage de drainer une centaine de millions de marks alors que l'opération de la CEE sera beaucoup plus importante. Son montant correspondra à 1 milliard d'euros soit environ 1,9 milliard de DM.

En plus de cette émission en marks, la CEE devrait solliciter directement le marché de l'unité de comptes européenne pour y obtenir un autre milliard d'euros. Le produit des deux emprunts, dont la durée moyenne sera de six ans, est destiné à l'Italie. Il s'agit de la deuxième tranche d'un programme qui totalise 8 milliards d'euros et qui, si tout se passe comme prévu, devrait être réalisé à raison de 4 milliards à la fin de cette année.

L'emprunt de la CEE en euros est attendu avec quelque impatience, car ce sera un véritable test. Il permettra de juger de l'état du marché de la monnaie composite européenne, qui a beaucoup souffert ces derniers mois, et qui donne actuellement d'incontestables signes de reprise.

Christophe Vetter

## DEVICES ET OR

### Forte secousse

Le microcosme dont l'épicentre se situait à Moscou a secoué les marchés cette semaine. Déclenché le mardi 21 septembre en fin d'après-midi par l'annonce de l'épreuve de force engagée par Boris Eltsine à l'encontre du Parlement, il n'a cessé de développer des secousses secondaires, qui ont alimenté une certaine fièvre. Très logiquement, le dollar s'est vivement raffermi vis-à-vis des devises européennes, notamment du mark, monnaie d'un pays toujours très sensible aux convulsions du grand voisin de l'Est.

A la veille du week-end, cette fièvre se calmait un peu, mais le billet vert n'en valait pas moins 1,6450 DM et près de 5,73 francs, après avoir poussé une pointe, vendredi en fin de matinée, à 1,6370 DM et 5,77 francs, contre 1,61 DM et 5,62 francs huit jours auparavant. Cette fois-ci, contrairement

aux précédents, le dollar a joué son rôle de valeur-refuge face à des événements qui révèlent que la marmite russe continue de bouillir. Le même réflexe a fonctionné sur le marché de l'or, où le cours de l'once a bondi, mardi soir, à 363 dollars, avant de revenir en arrière aux environs de 357 dollars vendredi soir, contre 351 dollars la semaine dernière.

L'affaiblissement du mark a, très logiquement, profité au franc français, le cours de la devise allemande retombant même au-dessous de 3,48 francs avant de s'inscrire à 3,4830 francs à la fin de la période sous revue. La Banque de France continue de récupérer les devises perdues, mais à un rythme qui reste toujours lent, l'équivalent de 11,5 milliards de francs pendant la semaine se terminant le 17 septembre, comme il ressort de l'évolution des comptes

de son bilan hebdomadaire. En principe, il lui reste l'équivalent d'un peu plus de 210 milliards de francs à rembourser sur les 300 milliards empruntés lors de la crise de fin juillet.

On attribue la lenteur de ces rentrées de devises aux réticences des spéculateurs, qui ont acheté du mark à moins de 3,40 francs et attendaient pour les revendre des cours s'élevant entre 3,55 et 3,60 francs, niveaux qui n'ont jamais été atteints depuis l'élargissement à 15 % des marges de fluctuation dans le système monétaire européen, le 2 août 1993.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 SEPTEMBRE 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	-	-	-	-	-	-	-	-
New-York...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Paris...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Bruxelles...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Zurich...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Frankfurt...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Amsterdam...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Milan...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630
Tokyo...	1,5200	-	17,4745	69,0864	60,7903	2,8490	54,2005	0,00630

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 septembre, 5,4147 F contre 5,37753 F le vendredi 17 septembre 1993.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Un optimisme indéracinable

Comme les marchés des changes (voir la rubrique Devises et or), les marchés financiers ont été secoués par les événements de Moscou, mais sont revenus plus rapidement au calme, ou presque, l'évolution de la situation sur les bords de la Moskova leur semblant de nature à les rassurer. Ce sentiment explique qu'à la veille du week-end les non-résidents soient revenus acheter sur le marché de Paris, après l'avoir boudé deux jours, et que, sur le MATIF, l'optimisme ait réapparu en fin de semaine, le cours de l'échéance décembre terminant à 123,18, après avoir fléchi à 122,52. Le loyer de l'argent au jour le jour a fléchi d'un huitième de point à 7 1/16-7 1/8, tandis qu'à un mois on cotait 7 1/4 et 7 % à trois mois après une pointe fugitive à 7 1/4 %.

Le rendement de l'OAT dix ans n'a guère varié, à 6,13 %, en dépit d'une hausse temporaire à 6,17 %, l'écart avec le Bund dix ans redevenant négatif de deux points de base.

Sur le marché obligataire, le Trésor a annoncé une fourchette de 1 à 1,2 milliard d'euros pour la nouvelle OAT 6 % 2004 lancée le 28 septembre, montant assez considérable, mais largement attendu.

A Paris, l'espoir d'une poursuite de la baisse des taux à court terme reste bien ancré. Certes, la Banque fédérale d'Allemagne n'a pas touché à ses taux directeurs, après la diminution d'un demi-point annoncée il y a quinze jours. Personne ne s'attendait vraiment à une nouvelle initiative de ce genre et personne n'a été vraiment déçu par le maintien à 6,75 % des taux de ses appels d'offres par la Banque de France : tant que les rentées de devises restent aussi maigres, l'institut d'émission français restera l'arme au pied. Toutefois, si, comme certains l'espèrent, la Bundesbank abaisse, la semaine prochaine, son troisième taux directeur, à savoir celui de ses pensions à très court terme (REPO), ramené de 6,80 % à 6,70 % il y a quelques jours, la Banque de France pourrait l'accompagner, mais rien n'est sûr.

Les pronostics de M. Alphandéry, ministre de l'économie, sur le niveau des taux d'intérêt en 1994 ont fait lever plus d'un sourcil. S'il prévoit, sans surprise, 5 % pour les bons du Trésor à trois mois et 5,5 % pour les bons à deux ans, ses

prévisions de 6,50 % pour les emprunts d'Etat à dix ans, contre 6,15 % actuellement, laissent penser que le processus de baisse des taux d'intérêt à long terme va s'arrêter et risque même de s'inverser. Deux écoles s'affrontent à ce sujet. La première considère qu'effectivement la diminution des taux à long terme, revenue de plus de 10 %, à l'automne 1990, au niveau actuel, un peu plus de 6 %, ne peut plus se poursuivre, en raison du besoin d'emprunts de l'Etat français (le raisonnement est le même pour l'Allemagne, où le rendement du Bund dix ans a fléchi de 9 % au début de 1990, après la chute du mur de Berlin, à 6,15 % actuellement). La seconde estime que la profondeur des marasmes qui a saisi les économies conduira à une diminution des appels des entreprises au crédit à long terme, donc à une nouvelle baisse des taux.

#### Baisse surprise au Japon

Au printemps dernier, le gestionnaire néerlandais des 22 milliards de francs de fonds Roreto, du groupe Robeco, prévoyait un retour au niveau du début des années 60, à savoir 5 % à 5,25 % pour le Bund allemand à dix ans. Un débat intéressant, aux conclusions qui pourraient être lourdes de conséquences pour tous ceux qui élaborent des produits de placement à long terme, comme les contrats d'assurance-vie.

Electricité de France (EDF) poursuit le réaménagement de sa dette en lançant une offre publique d'échange (OPE), à partir du 27 septembre, sur sept emprunts d'un encours global de 32,8 milliards de francs. Les obligations retenues pour l'échange permettraient de constituer trois importantes « lignes phares », à savoir

EDF 8,30 % 1999, 8,60 % 2004 (avec un encours supérieur à 16 milliards de francs) et la nouvelle EDF 6,25 % 2008. Cette dernière, la plus longue du secteur public cotée sur écran, constituerait un excellent gisement pour des assimilations ultérieures. Ce genre d'opération, devenue classique depuis deux ans, et menée sous la conduite de la Caisse des dépôts, grand spécialiste en la matière, permet de remplacer des lignes d'emprunts à liquidité réduite par des souches importantes, faciles à négocier pour les investisseurs institutionnels.

Les banques centrales de Belgique et du Danemark, profitant d'une accalmie sur les marchés des changes, ont poursuivi la désescalade de leurs taux, qui reviennent, respectivement, à 9,25 % (mais 6,70 % avant la crise du 22 juillet) et à 8,25 %.

Au Japon, pour la septième fois consécutive depuis juillet 1991, la banque centrale a diminué son taux d'escompte, le ramenant de 2,50 % à 1,75 %, à son plus bas niveau historique, le moins cher du monde (il était de 6 % il y a deux ans). Le gouverneur de la Banque du Japon, Yasuhiro Hieno, ne cessait, pourtant, de répéter, ces derniers temps, qu'une telle décision n'était pas à l'ordre du jour, mais il a dû avaler son chapeau, convenant qu'il existait « un fort risque de retard pour la reprise ». C'est un euphémisme très nippon, puisque la confiance des agents économiques continue de s'affaiblir, les dépenses de consommation des ménages ayant diminué en juillet, pour le troisième mois consécutif, et les entreprises ne cessant de réviser à la baisse leurs prévisions de résultats.

François Renard

### Banques : FO signe l'accord sur les retraites complémentaires

Par un communiqué diffusé le vendredi 24 septembre, la fédération FO des banques a annoncé qu'elle avait signé l'accord réformant le régime des retraites complémentaires pour le personnel bancaire. Ce texte avait déjà été approuvé par le SNB-CGC et la CFTC, le 13 septembre, à

l'issue des négociations avec l'Association française des banques (AFB). Les dispositions, qui prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 1994, doivent permettre l'adhésion progressive des quinze caisses de retraite des banques aux régimes ARRCO (tous salariés) et AGIRC (cadres).

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Des oléagineux aux pieds d'argile

Cultivés essentiellement en Europe, et en particulier en France, le colza et le tournesol évoluent d'habitude sous la férule du soja des Etats-Unis, qui assurent la moitié de la production mondiale. Une fois n'est pas coutume, cette dépendance s'inverse : les prix euphoriques du marché hexagonal contrastent singulièrement avec ceux globalement déprimés du Chicago Board of Trade, le baromètre des échanges agricoles.

Le 23 septembre, premier jour d'automne, le soja FOB-USA (free on board, ce qui veut dire que la marchandise en provenance des Etats-Unis est livrée sur bateau) que les frais de mise à bord sont à la charge du vendeur), valait 6,40 dollars le boisseau. Dans la folie de l'été, lorsque les inondations du Mississippi et les rumeurs étaient à leur paroxysme, les cours culminaient à 7,50 dollars le boisseau. Les prix caracolent avec d'autant plus de fougue que le département américain de l'agriculture (USDA) publiait ses premières évaluations officielles des dégâts sur les cultures : les inondations dans le Middle West et la sécheresse dans le sud des pays causaient une baisse des récoltes de 13 % par rapport à celles de l'année précédente. La production américaine ne s'établissait plus qu'à 51,76 millions de tonnes.

PRODUITS	COURS DU 24-9
Cultive h. g. (Londres)	1 756 (+2) Dollars/tonne
Aluminium (Londres)	1 119 (-19) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	4 385 (+40) Dollars/tonne
Sacré (Paris)	272,8 (+0,8) Dollars/tonne
Café (Londres)	1 264 (-38) Dollars/tonne
Cacao (New-York)	1 177 (+2) Dollars/tonne
Ble (Chicago)	316 (+4) Cents/boisseau
Mais (Chicago)	248 (+5) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	197,7 (+1,5) Dollars/boisseau
Pétrole (Londres)	16,35 (+0,21) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Depuis la mi-juillet, les cours descendent en même temps que le niveau du Mississippi, car les opérateurs pensent que les rumeurs étaient exagérées. « Les Américains ont tellement clamé leurs problèmes climatiques qu'ils n'ont presque pas d'engagements à l'exportation », s'exclame l'un d'entre eux. Et, de fait, ces engagements ne représentent que 2,282 millions de tonnes cette année, contre 5,7 millions l'année dernière à la même époque.

Faute de soja, les triturateurs achètent du colza et du tournesol pour alimenter les capacités de leurs usines. Aussi les cours de ces deux oléagineux se caractérisent par leur fermeté grandissante : 138 francs le quintal (FOB Moselle) pour le colza, soit une augmentation de 1 franc par mois environ depuis le début de l'été, 152 francs le quintal (base Châteauroux) pour le tournesol ; le renchérissement du « grand soleil » est parallèle à celui du colza.

Il est, bien sûr, possible d'expliquer cette physionomie avenante du marché par la hausse du dollar, mais un autre élément stimule les prix : les triturateurs recherchent de préférence les graines riches en huile. Or, le colza et le tournesol contiennent 40 % d'huile, le soja seulement 18 %.

#### Les fragilités du système communautaire

Si la conjoncture est favorable au marché hexagonal pour le moment, les inquiétudes demeurent : les producteurs d'oléagineux n'oublient pas qu'ils sont livrés à un marché mondial aléatoire sans filet protecteur. Les cours mondiaux nous sont favorables, disent-ils en substance, mais qu'en sera-t-il demain ? Ils sont nombreux à s'indigner de cette tractation entre l'Europe et les Etats-Unis (elle date de 1962), qui appliquent une protection sur les céréales (alors que l'Europe est excédentaire) et une limitation des oléagineux (pour lesquels l'Europe est, au contraire, déficitaire). Et ils se souviennent d'autant plus douloureusement de l'époque où ils bénéficiaient d'un revenu garanti que l'absence de compétitivité des tourteaux le leur rappelle. Car le tourteau, ce disque plat pour animaux fabriqué avec des résidus, une fois l'huile extraite, constitue l'autre débouché des oléagineux. La suppression du mécanisme de protection a réduit les écarts de prix entre les céréales secondaires (le blé fourrager, qui

n'est autre que du blé de mauvaise qualité, ainsi que l'orge) et les tourteaux. Pour les oléagineux, la réforme est entrée en vigueur en 1991. Pour les céréales, la baisse du prix garanti est progressive. Commencée en 1993, elle ne sera pleinement effective qu'en 1995. « Un décalage qui pénalisera les producteurs d'oléagineux pendant encore deux ans », estime Denis Rougeux, directeur de la branche oléagineux-protéagineux à la FFCAT (Fédération française des coopératives agricoles de collecte, approvisionnement et transformation). Conséquence évidente, la part des tourteaux dans les rations du bétail diminue, du moins en Europe, car celle-ci regorge de céréales.

Les statistiques publiées par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les importations des Républiques de l'ancienne Union soviétique abondent dans le même sens : ces pays achètent moins de tourteaux (entre octobre 1992 et septembre 1993 : 2 200 000 tonnes ; sur la même période un an auparavant : 3 077 000 tonnes) à cause de leur manque de devises. Ils n'ont pour le moment ni les moyens ni le goût de l'élevage.

Décidément, en dépit d'un marché porteur, les producteurs n'ont guère l'occasion de se réjouir, et le conseil des ministres de la CEE du 18 octobre, au cours duquel seront fixées les applications de Blair House en ce qui concerne les oléagineux, revêt toutes les apparences d'une épreuve de Damoclès.

Marie de Varney

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
Cours 17-9-93	Cours 24-9-93
Or fin (libre en France)	83 500
Or fin (libre en Europe)	84 450
Pièces françaises (20 F)	380
Pièces françaises (10 F)	375
Pièces suisses (20 F)	370
Pièces suisses (10 F)	365
Pièces suisses (5 F)	360
Pièces suisses (2 F)	355
Pièces suisses (1 F)	350
Souverains (20 F)	475
Souverains (10 F)	470
Souverains (5 F)	465
Souverains (2 F)	460
Souverains (1 F)	455
10 dollars	1 220
5 dollars	750
100 pesos	2 450
20 roubles	440
10 roubles	390
5 roubles	240

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.



Sur fond de mise en cause de son président, Jean-Louis Périat

## GMF : le feu à la maison

Après avoir traversé une année 1992 terrible et effrénée, les premières pertes de son histoire (1,5 milliard de francs), la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) n'est pas au bout de ses peines. Aux dires de nombreux responsables d'autres mutuelles d'assurances, la santé financière de la GMF reste « particulièrement préoccupante » en dépit de la vente à la mi-juillet pour 2,4 milliards de francs de sa filiale la plus rentable, la FNAC (le Monde du 14 juillet).

Il y a le feu à la maison, au point de faire courir des risques considérables à l'ensemble de la profession, résume un proche de la GMF. Un plan de sauvetage du numéro 2 en France de l'assurance-domages des particuliers est en cours d'élaboration sous la houlette notamment de la MACIF et du groupe AXA qui n'oublie pas ses origines mutualistes. Il pourrait être annoncé dans les prochains jours.

« La difficulté consiste à apporter des capitaux importants [plusieurs centaines de millions de francs] sans pour autant remettre en cause le statut de mutuelle de la GMF », confie l'un des partenaires de l'opération. La GMF qui a consommé l'an dernier la moitié de ses plus-values latentes (2,2 milliards de francs) serait en passe de manquer de fonds propres. La MACIF, qui dispose de moyens financiers importants et dont le président et fondateur, Jacques Vandier, est une

figure de la mutualité, pourrait jouer le rôle de chef de file dans le sauvetage de la GMF et serait le garant du maintien de la mutuelle des fonctionnaires dans l'économie sociale.

Jean-Louis Périat, président controversé de la GMF depuis la disparition en 1987 de Michel Baroin, se retrouverait à nouveau dans une situation délicate. Aux yeux des mutuelles sur le point de venir en aide à la GMF, il convient de placer à sa tête (aux côtés ou à la place de M. Périat) un assureur de qualité pour redresser la situation. Accusé par des détracteurs nombreux et actifs d'être responsable des malheurs de la GMF et notamment de sa politique de diversification hasardeuse dans l'assurance, le tourisme, la banque et l'immobilier, M. Périat a réussi à résister aux tentatives répétées de déstabilisation. Les 250 à 300 délégués envoyés par les trois millions de sociétaires à l'assemblée générale du 12 juin dernier ont été jusqu'à lui voter une motion exceptionnelle et unanime de soutien. Au cours de l'été, les rangs s'étaient pourtant élargis à la tête de la mutuelle des fonctionnaires après les démissions du numéro 2, Bernard Allien et du secrétaire général, Georges Huber. Jean-Louis Périat pourrait se retrouver très seul.

ÉRIC LESER

Vainqueur présumé du scrutin présidentiel du 12 juin

## Moshood Abiola est rentré au Nigéria après un mois et demi d'exil

Après quarante-trois jours d'exil plus ou moins volontaire, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin au Nigéria, le milliardaire yoruba Moshood Abiola, a regagné son pays vendredi 24 septembre, puis décidé que jamais à faire valoir ses droits à la magistrature suprême.

LAGOS

correspondance

Des milliers de personnes - dignitaires du Parti social-démocrate (SDP) mais aussi modestes « supporters » électorisés par le retour du milliardaire prodigieux - ont réservé à Moshood Abiola un accueil chaleureux à l'aéroport international de Lagos, où il est arrivé par un vol d'Air France en provenance de Londres via Paris. Rencontrant à tout discours, il s'est engouffré dans sa limousine, sous les acclamations de la foule massée au bord de la route qui mène à sa résidence d'été, distante de deux kilomètres et protégée par un cordon de sécurité.

En butte à l'hostilité du régime militaire, qui a annulé l'élection présidentielle du 12 juin qu'il avait vraisemblablement remportée, le candidat du SDP s'était exilé le 4 août, en quête d'appuis à l'étranger (il s'est rendu dans grand succès à Londres, Washington et Paris) mais également pour échapper, affirmait-il, à des attentats. Ayant annoncé, puis différé son retour à plusieurs reprises - au risque de décourager ses partisans - il a obtenu l'accord du gouvernement intérimaire d'Ernest Shonekan (mis en place après la retraite forcée, fin août, du général-président Ibrahim Babangida) pour rentrer en pays.

Précaution supplémentaire.

L'« exilé » publiait dans les journaux nigériens du 23 septembre une déclaration élogieuse et rassurante. Mais, stimulé sans doute par les scènes enthousiastes de l'aéroport, il a bien vite dévié vers ses batteries. Quelques heures après son arrivée, il envoyait aux médias un texte plus « musclé », signé « le président élu », dans lequel il annonçait son intention de « chasser » avec les Nigériens pour la « matérialisation » du mandat qu'ils lui ont donné.

Selon lui, le gouvernement intérimaire civil, « imposé » par les militaires comme solution à une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée, s'est efforcé d'« enterrer le 12 juin », mais celui-ci « demeure une réalité ». Remerciant ses compatriotes pour leur « fermeté » au service de la démocratie, il se dit prêt à discuter avec tout le monde, « tant que le dialogue est fondé sur la justice, la loyauté et la volonté exprimée par le peuple le 12 juin ».

L'ancien président d'ITT-Nigéria n'a donc pas renoncé à ses ambitions présidentielles et, malgré les conciliabules menés au cours des dernières semaines, n'a encore conclu aucun accord politique avec son rival yoruba, Ernest Shonekan. Si un compromis était trouvé, M. Abiola devrait se contenter de la deuxième place, la seule que l'armée et l'establishment conservateur du Nord accepteraient de lui laisser. Dans l'immédiat, il préfère jouer son va-tout en galvanisant les franges les plus radicales de l'opposition, notamment syndicale et parlementaire.

Le spectre d'une grève générale avant le 1<sup>er</sup> octobre, à la veille d'une rentrée scolaire et universitaire que l'on prévoit houleuse, plane de nouveau.

MICHÈLE MARINGUES

Les rumeurs de retour en Haïti de Jean-Claude Duvalier

## Où est passé « Baby Doc » ?

Jean-Claude Duvalier, ancien dictateur d'Haïti, en exil sur la Côte d'Azur, s'approprie-t-il à rentrer dans son pays avant le retour de son adversaire, le président Jean-Bertrand Aristide, prévu le 30 octobre prochain ? Depuis quelques jours, la rumeur s'envole, tandis que les violences se multiplient en Haïti (le Monde du 16 septembre).

Sur les hauteurs de Vallauris (Alpes-Maritimes), au numéro 1000 du grand boulevard de Super-Cannes, la grille de la villa Melika ouvre pour laisser passer le BMW déjà usagé de celui qu'on a surnommé « Baby Doc », pour le distinguer de son père, le docteur François Duvalier (« Papa Doc »), qui exerça longtemps le pouvoir absolu en Haïti. Au volant, le chauffeur pakistanaï de Jean-Claude Duvalier ne peut que confirmer l'absence de son patron, « en vacances à Paris », mais « dans un endroit sans téléphone ».

Le chauffeur doit le ramener à la villa, fin septembre. Dans le jardin gît un vieux scooter. Une femme d'intendance pointe son nez. Aucune trace des gardes du corps indiens omniprésents, aussi absents que leur patron. Sur les murs décolorés se dessine un échafaudage. Disparus, les fastes des demeures précédentes, à Grasse d'abord, puis à Mougins grâce à la famille Kashoggi. Un air d'abandon règne sur la villa, ses cinq chambres et sa petite piscine.

« Ses amis l'ont plumé son divorce l'a déposé »

Le propriétaire, Théodore Demel, ancien ambassadeur ivoirien en poste en RFA et au Royaume-Uni, vient de fait de se débarrasser de son « ami » Duvalier, à qui il avait loué Melika en mai 1990. Le loyer, d'environ 800 000 francs par an, était lourd. L'ancien président a fini par ne plus payer. Au printemps dernier, le tribunal d'instance de Cannes a signé une ordonnance d'expulsion pour l'ami d'une année. Mais la décision ne fut pas appliquée. La société de droit anglais Transworld, qui avait signé le bail pour le compte de Jean-Claude Duvalier, transigea. Un délai fut accordé, pour permettre à l'intéressé de retrouver un toit. Ce délai a expiré le 31 août, et le bail a été ce jour-là définitivement résilié. Le propriétaire s'est empressé de commencer des travaux de rénovation, rendant le maintien dans les lieux de M. Duvalier fort inconfortable.

Ce dernier est parti pour Paris début septembre, à en croire son chauffeur. Depuis longtemps, il multiplie ses séjours dans la capitale. On ne l'a en effet plus vu depuis des mois au Moulin de Mougins, un restaurant qu'il fréquentait auparavant avec assiduité, pas davantage à la Colombe d'Or, à Saint-Paul-de-Vence, ni au night-club Le Rag-Time sur la Croisette, à Cannes.

« Baby Doc ne sortait plus ».

confirmant certaines de ses connaissances. « Ses amis l'ont plumé, son divorce l'a déposé ». Au printemps dernier, ce divorce a été définitivement prononcé par le tribunal de Grasse. La plupart des biens, ainsi que la garde des deux enfants, ont été confiés à l'épouse de Jean-Claude Duvalier, Michelle Bennett. Déjà précédemment, une villa à Saint-Jean-Cap-Ferrat avait été revendue, objet d'un partage litigieux réglé en justice entre les héritiers de François Duvalier, sa veuve et ses enfants.

« Baby Doc » a-t-il des problèmes d'argent ? Il est en procès pour des honoraires impayés avec un de ses anciens conseillers, M. Olivier Giry, un avocat connu de Cannes. Il s'est vu refuser par un garagiste l'achat d'une nouvelle Mercedes, faute de garanties suffisantes.

Depuis son arrivée en France, Jean-Claude Duvalier paie tout en liquide. Chaque mois lui parvient une valise de billets. Il a multiplié les opérations bancaires de change, via des sociétés et des comptes intermédiaires. A chaque étape, il perdait d'importantes commissions : c'est un fait. Mais il brouillait efficacement les pistes de sa fortune. Nul ne peut désormais deviner son capital, dont l'Etat haïtien continue de réclamer la restitution.

« Baby Doc » n'habite plus la villa Melika de Vallauris, puisque le bail est résilié depuis le 31 août. « Mais non, il y est toujours », nous a-t-on rétorqué à l'administration centrale des renseignements généraux. Au cabinet du préfet des Alpes-Maritimes, nous a-t-on précisé, « il ne fait l'objet ni de surveillance ni de protection ». Assigné à résidence lors de son arrivée le 7 février 1986, puis objet dans les semaines suivantes d'un arrêté d'expulsion signé de Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, il a retrouvé toute liberté de manœuvre et de déplacement lorsque cet arrêté a été cassé. Depuis, il circule sans aucun contrôle, il bénéficie d'un titre provisoire de séjour, renouvelable.

Vérification faite auprès du service d'information du Quai d'Orsay, Jean-Claude Duvalier bénéficie d'un « assise territoriale » mais son statut est « précaire » et il n'a « pas de passeport diplomatique français ». Le passeport diplomatique haïtien, délivré le 1<sup>er</sup> janvier 1986, avec la mention « Président à vie » et le numéro « 1 », a durée indéterminée, n'est sans doute plus valable. Alors « Baby Doc » peut-il se rendre en Haïti ? « Il peut quitter la France librement », nous a-t-on confirmé au Quai d'Orsay. « Mais son autorisation de séjour ne sera pas forcément renouvelée au retour. » Ainsi se débarrasserait-on en douceur d'un hôte gênant. Mais rien, pour l'instant, ne prouve que l'ancien dictateur souhaite rentrer chez lui.

DANIELLE ROUARD

Au terme d'une visite en Tunisie

## Il n'y a pas de « problème majeur » entre Paris et Tunis

affirme M. Pasqua

TUNIS

de notre correspondant

Le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Charles Pasqua, a évoqué, vendredi soir 24 septembre à Tunis, avant son retour à Paris, plusieurs des problèmes qui perturbent régulièrement les relations - par ailleurs au beau fixe - entre les deux capitales. D'un point de vue tunisien, le bât blesse surtout à l'endroit des opposants, islamistes ou autres, au régime du président Zine El Abidine Ben Ali, lesquels bénéficient de l'asile politique en France et s'y livrent à des « activités subversives à l'encontre de la Tunisie ». M. Pasqua a dit que ce problème était « en voie de règlement », ajoutant : « Nous prendrons les mesures nécessaires pour que cette situation cesse ».

Autre problème irritant, pour Paris cette fois, celui des biens fran-

çais saisis à l'époque de l'accession de la Tunisie à l'indépendance. Là aussi, a dit le ministre, une solution se dessine. Enfin, Paris souhaite « la reddition en Tunisie des Tunisiens séjournant illégalement en France ». Question qui serait, elle aussi, en voie de règlement, suite aux entretiens de M. Pasqua avec le président Ben Ali et avec son ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel.

Lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite de vingt-quatre heures à Tunis, le ministre français a affirmé qu'« aucun problème majeur » n'existe entre la France et la Tunisie. Même sur la question mineure des visas d'entrée en France - que les Tunisiens se plaignent d'avoir le plus grand mal à obtenir - Paris est prêt, par exemple, à accorder, surtout aux hommes d'affaires, des visas dits multiples ou de longue durée. - (Interim)

## Première sélection du prix Renaudot

Une liste de treize romans, sélectionnés pour le prix Renaudot, qui sera attribué le lundi 5 novembre, a été rendue publique, vendredi 24 septembre, par le jury : *Mon ami Pierrot*, de Michel Braudeau (Seuil); *Les Corps Célestes*, de Nicolas Bréhal (Gallimard); *Monsieur Bel Canto*, de Jérôme Dumoulin (Gallimard); *L'Offrande musicale*, de Yves-Michel Esgal (Calmann-Lévy); *La Loi du châtiment*, de Philippe S. Hadjengue (Calmann-Lévy); *Journal d'Hannah*, de Louise Lambrechts (La Différence); *Jacob Jacob*, de Jack-Alain Léger (Julliard); *Le Rocher de Tanius*, d'Amir Maïakof (Grasset); *La Malédiction*, de Rachid Mimouni (Stock); *Les jours ne s'en vont pas longtemps*, d'Angelo Rinaldi (Grasset); *La Médaille*, de Lydie Salvayre (Seuil); *Mes dix mille plus belles années*, de Jean Schmitt (Grasset); *Les Pleurs de Babel*, de Georges Walter (Phébus).

Le contenu des élections législatives

## Le Conseil constitutionnel refuse d'interférer dans le financement des partis politiques

Le Conseil constitutionnel a repris, mercredi 22 et jeudi 23 septembre, l'examen du contenu des élections législatives de mars dernier, qu'il avait suspendu, cet été, pour vérifier la conformité à la Constitution des lois qui lui avaient été soumises par la gauche. Il a, notamment, confirmé l'élection de Georges Hage (PC), Jean-Louis Borloo (RI), Laurent Dominati (UDF), André Durr (RPR) et Julien Dray (PS).

Mais il a aussi déclaré indigibles pour un an cent cinquante candidats dont les cas lui avaient été soumis par la commission

nationale des comptes de campagne et des finances politiques, celle-ci ayant constaté que ces candidats n'avaient pas déposé, comme la loi leur en fait obligation, leur compte de campagne dans le mois suivant le scrutin.

Ces décisions sont sans grande portée, puisque de ces candidats a été élu. Parmi eux figurent soixante-quinze personnes présentées par Bernard Manovelli, soit sous l'étiquette Nouveaux Ecologistes, soit sous celle du Parti pour la défense des animaux. M. Manovelli lui-même est du nombre. Le Conseil n'a fait qu'appliquer la législation, qui ne lui laisse, en l'espèce, aucune marge d'appréciation.

Cela ne devrait pas avoir de conséquences sur la répartition de la dotation budgétaire pour les partis politiques, dont une partie est calculée en fonction des résultats des élections législatives. Le Conseil estime, en effet, que la déclaration d'indigibilité d'un candidat n'entraîne pas automatiquement l'annulation des voix qu'il a obtenues. Ce point de droit, si contestation il y a, ne pourra être tranché que par une autre instance.

## Une décision de principe

Le Conseil constitutionnel a clairement précisé sa position dans une décision de principe prise à l'occasion de la contestation des résultats électoraux dans la treizième circonscription du Rhône. Le candidat de l'Entente des écologistes contestait la participation au scrutin du représentant des Nouveaux Ecologistes, en expliquant, notamment, que celui-ci l'avait privé de voix dont il aurait pu bénéficier, et allait donc diminuer la dotation qui sera attribuée à son parti.

Le Conseil a répondu que, s'il lui appartient de rectifier, éventuellement, le nombre de suffrages obtenus par un candidat pour vérifier la validité d'une élection, « il ne lui appartient pas, dans le seul but de déterminer la nature et l'étendue des avantages financiers auxquels un candidat, ou la formation politique à laquelle celui-ci a déclaré se rattacher, pourrait prétendre, de procéder à une reconstitution du nombre des voix attribuées à ce candidat ».

Th. B.

En Somalie

## Un hélicoptère américain est abattu à Mogadiscio

Trois militaires américains ont été tués et deux autres blessés, samedi 25 septembre, à Mogadiscio, lorsque l'hélicoptère à bord duquel ils se trouvaient a été abattu par une roquette tirée par des miliciens somaliens, ont annoncé des sources militaires occidentales. De violents combats ont éclaté peu après dans le quartier d'El-Gab où l'appareil a réussi à se poser avant de prendre feu.

Les attaques contre les forces de l'ONU en Somalie se sont multipliées depuis l'arrestation, mardi, du « bras droit » du chef de guerre Mohammed Farah Aidid, Osman Hassan Ali, dit « Aïto ». - (AFP, Reuters)

ÉTATS-UNIS : Les autorités du Connecticut résistent à poursuivre Woody Allen pour attentat à la pudeur. - Le procureur du Connecticut, Frank Maco, a annoncé vendredi 24 septembre qu'il n'engagerait pas de poursuites judiciaires contre le cinéaste américain Woody Allen, accusé par son ancienne compagne, l'actrice Mia Farrow, d'avoir commis des attentats à la pudeur envers leur fille adoptive, Dylan, âgée de huit ans. Au cours d'une conférence de presse, le procureur Maco a indiqué qu'il avait toujours des doutes sur ces accusations, mais qu'il avait décidé de ne pas intervenir de poursuites pour « protéger l'enfant ». Il a indiqué qu'il avait communiqué à Mia Farrow les éléments en sa possession et qu'elle était d'accord pour qu'il n'y ait pas de poursuites. - (AFP)

La compagnie charter danoise Sterling Airways a failli. - La faillite de la société danoise Sterling Airways, la plus grande compagnie charter privée du monde, a été prononcée mercredi 22 septembre. Créée en 1962 par un pasteur, Rolf Krogager, propriétaire du groupe de voyages Tjæreborg, elle a été victime de la vente de Tjæreborg à son concurrent Spies, en 1989. Privée de sa clientèle naturelle, et criblée de dettes pour plus de 680 millions de francs, Sterling Airways a vu son chiffre d'affaires passer de 1,36 milliard de francs en 1989, à 935 millions de francs en 1993. Elle a affiché des pertes de 316 millions de francs, contre des bénéfices de 90 millions de francs, quatre années plus tôt. Sterling Airways comptait 1 400 salariés et transportait environ 700 000 passagers par an. - (Corresp.)

## SOMMAIRE

## DATES

Il y a vingt-cinq ans : le massacre des étudiants à Mexico..... 2

## ÉTRANGER

Géorgie : des négociations devraient s'ouvrir sur le conflit en Abkhazie... 3  
Le débat sur l'ALENA oppose l'opinion publique américaine à l'établissement... 4  
Cambodge : Norodom Sihanouk nomme son fils premier ministre... 5  
« Loin des capitales » : les dernières figures de l'Estrie... 4

## POLITIQUE

Le Front national radicalise sa critique de M. Balladur... 6  
Livres politiques, par André Laurens : la planète incertaine... 6

## SOCIÉTÉ

Un chercheur amateur révèle la machinerie des crématrices d'Auschwitz... 7  
La contrefaçon des factures de France Télécom au tribunal de Paris... 7  
Les sans-abri de l'avenue René-Coty obtiennent une promesse de relogement... 8  
Automobilisme : la retraite d'Alain Prost... 8

## CULTURE

Le Festival Musica à Strasbourg... 10  
Le concert de Jean-Michel Jarre à Versailles... 10  
Théâtre : « Le Dîner de cons »... 11  
« Passions secrètes »... 11

## ÉCONOMIE

La réunion du G7 à Washington... 13  
Un budget de restrictions pour l'Espagne... 13  
Revue des valeurs... 14  
Crédits, changes et grands marchés... 15

## HEURES LOCALES

Fonctionnaires au chevet de la ville • Associations : les communes font du lobbying • Régions : Clermont-Ferrand se rebiffe • Paris : une victime pour l'agroalimentaire • Dossier : les plates-formes de déchargement • Frontières : Marseille entre fierté et tendresse... 17 à 24

## Services

Abonnements... 2  
Cartes... 9  
Météorologie... 9  
Mots croisés... 9  
Télévision... 9  
Spectacles... 12

La télématique du Monde : 3615 LMD  
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 32  
Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1993 a été tiré à 478 379 exemplaires.

قائمة المحتويات



# Le Monde

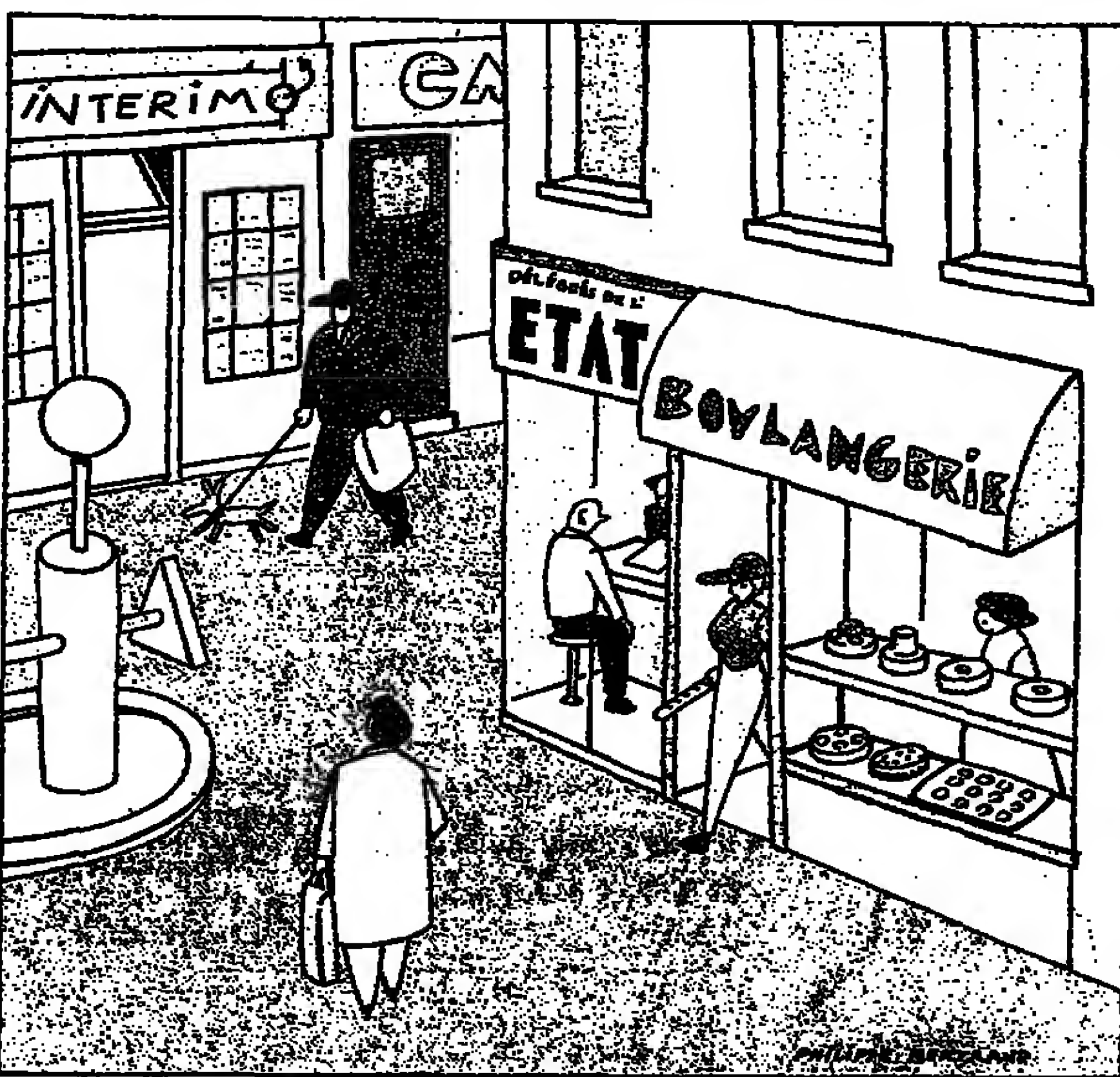
<b>Clermont-Ferrand se rebiffe</b> La capitale régionale souhaite modifier son image 19	<b>Une vitrine pour l'agroalimentaire</b> Les entrepôts de Bercy se transforment en un centre d'affaires 20	<b>Les plates-formes de déchargement</b> Les pouvoirs publics cherchent à maîtriser leur multiplication 22	<b>Marseille entre fierté et tendresse</b> La ville ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port 24
--	--	---	--

## HEURES LOCALES

### FONCTIONNAIRES AU CHEVET DE LA VILLE

Les services publics de la région Rhône-Alpes innovent pour répondre au désarroi des quartiers en difficulté

EN dépit de trois cents pages de circulaires ministérielles déjà diffusées, la politique de la ville s'invente encore chaque jour sur le terrain. De fait, Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes et préfet du Rhône depuis 1991, a fort à faire pour rationaliser et dynamiser l'action des fonctionnaires de l'Etat confrontés à la détresse de certains quartiers tels que ceux de Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron-Parilly, Rillieux-la-Pape. « La population de ces quartiers est de plus en plus précaire et endettée », constate Martine Ayme, sous-préfet à la ville. Des difficultés nouvelles se profilent : ainsi, les enseignants de ces quartiers s'inquiètent de ce que « de plus en plus d'enfants, faute de pouvoir donner un sens à leur vie, deviennent fous dès leur plus jeune âge ». Sous la houlette de Paul Bernard, les services publics, qui sont bien souvent les seuls interlocuteurs de ces familles, tentent de s'adapter afin d'intervenir, aussi efficacement que possible, dans ces quartiers, et dans des domaines aussi difficiles que nouveaux pour eux : l'emploi, le logement, l'échec scolaire... Dépositaires, chacun, de compétences particulières, les fonctionnaires les plus exposés ont certes commencé par réunir leurs forces.



AFFA, missions interministérielles...) amenées à intervenir dans le maquis de l'emploi. « La MIAF traduit d'abord un état d'esprit : son contenu est à géométrie variable et chacun n'y trouve ce qu'il y apporte », affirme Yves Mazuy, directeur départemental du travail. Elle s'avère indispensable tant pour éviter des chevauchements inutiles de dispositifs, rappeler à l'ordre les administrations déviantes ou récalcitrantes, rassembler les financeurs sur un projet ou construire des indicateurs communs... Ces expériences sont néanmoins fragiles. Non seulement elles peuvent être supprimées du jour au lendemain, mais les équipes éprouvent toujours les plus grandes peines à s'affranchir des carcans budgétaires et administratifs qui les encadrent. « Dès lors que l'on se préoccupe des problèmes de gestion quotidienne, tels qu'assurer une permanence téléphonique ou louer des locaux, ces innovations interministérielles se heurtent à des difficultés monumentales », confirme Philippe Boisadam, secrétaire général de la préfecture du Rhône.

De plus, cette nouvelle dynamique requiert une indispensable stabilité des équipes, alors même que les conditions d'exercice dans ces quartiers poussent une importante minorité de ces personnels à demander leur mutation. L'annonce, le 1<sup>er</sup> juillet, par André Rossinot, ministre de la fonction publique, d'une accélération de l'avancement des fonctionnaires en poste dans les quartiers difficiles tend à les inciter à rester davantage en place.

De son côté, Paul Bernard tente déjà d'améliorer au niveau régional les conditions de mutation des personnels d'une administration à l'autre, un exercice qui se heurte toujours à de lourdes pesanteurs nationales. Un bilan de ces expériences pourra être tiré le 4 novembre à l'occasion d'un colloque auquel devrait participer M. Rossinot, accompagné d'un aréopage de directeurs d'administrations centrales.

de notre envoyée spéciale à Lyon  
Valérie Devillechabrolle

#### Geste

D'ABORD fixé à la fin du mois de septembre, le délai dont disposaient les collectivités locales pour prendre une participation dans le capital du Crédit local de France (CLF) a été repoussé d'un mois et demi. Mais le montant de leur participation, lui, n'a pas été relevé. Il s'agit toujours de 3 % du capital dont la presque totalité a été privatisée au printemps (le Monde du 28 juin).

Actuellement, le Caisse des dépôts et consignations détient 12 % des parts, et l'Etat, 9 %. On ne sait pas encore si l'entrée des collectivités locales se fera par une augmentation du capital, ou par la cession de certaines actions.

Dans une lettre adressée aux élus, Pierre Richard, président du CLF, indique son intention de créer un « conseil des collectivités locales actionnaires » qui leur donnerait l'occasion de s'exprimer de façon collective, par exemple sur les produits et services.

Guère plus. Car la propriété de 3 % du capital ne donne aucun pouvoir sur la vie d'une entreprise. Les élus ne sont pas dupes. Pour des fonctionnaires parisiens, il s'agit surtout d'avoir ainsi un droit d'accès à l'information et d'entretenir de bonnes relations.

A Saint-Etienne, on estime qu'il est intéressant de participer à la stratégie du principal banquier des collectivités. Les responsables du Bes-Rhin, eux, en attendent une amélioration de leurs rapports avec la direction régionale. Tous sont d'accord sur le fait que le risque financier est nul et le geste symbolique.

R. Rs.

#### De nouveaux métiers

« Parler d'une seule voix » pour restaurer l'autorité de l'Etat sur le terrain. Tel a donc été l'esprit dans lequel le préfet de la région Rhône-Alpes a agi tant lors de la désignation des « délégués de l'Etat » dans les quartiers ou de l'installation de missions interministérielles informelles sur l'emploi ou le logement, que pour la multiplication de « guichets uniques » des services publics... « L'Etat ne doit plus être anonyme : il doit au contraire avoir un visage pour les habitants de ces quartiers ». C'est pourquoi Paul Bernard a désigné seize « délégués de l'Etat », censés personifier l'administration dans chacun des seize quartiers du Rhône retenus dans la politique du développement social des quartiers (DSQ).

Originaires de seize administrations différentes (enseignement, justice, jeunesse et sports, etc.), ces cadres volontaires sont en fait devenus les véritables maîtres d'œuvre de la politique de la ville sur le terrain. « Les associations de quartier, les collectivités locales, les organismes divers, ont pris l'habitude de nous appeler à chaque fois que les rouages publics se mettent à gripper », se félicite l'un de ces délégués.

Parallèlement, de nouveaux métiers publics sont apparus : « gestionnaires techniques » chargés d'entretenir les installations communales de ces quartiers ; « permanents de locaux » et autres « animateurs sociaux » susceptibles de raviver

un semblant de vie collective au pied de ces immeubles entre 17 heures et 22 heures. Mais ces nouvelles fonctions, souvent occupées par des personnes originaires de ces grands ensembles, ont toujours du mal à trouver les financements nécessaires.

Autre exemple de cette rationalisation de l'action publique, la mise en place, en 1992, d'une mission interministérielle d'appui aux politiques d'insertion, d'emploi et de formation (MIAF). Animée, de façon informelle, par la direction départementale du travail, cette structure permet de coordonner l'action de la dizaine de représentants d'administrations différentes (préfecture, ANPE,

#### ASSOCIATIONS

### LES COMMUNES FONT DU LOBBYING

De plus en plus, les élus se regroupent pour faire valoir leurs particularités et mieux faire pression

COMMUNES de montagne ou du littoral, stations thermales ou sportives, bourgs-centres, cités de banlieue, districts : au nom de leurs spécificités, les collectivités locales se regroupent pour mieux faire pression. Depuis la décentralisation, les élus, devenus gestionnaires de leur budget, cherchent à faire valoir leurs particularités auprès des pouvoirs publics, afin d'obtenir des aides financières. De multiples associations de lobbying préchent chacune pour leur chapelle, avec plus ou moins de succès, selon qu'elles sont riches, et qu'elles ont plus ou moins d'affinités avec le pouvoir en place.

Lorsqu'elles existaient précédemment, ces associations catégorielles n'étaient que de tranquilles amicales. En 1989, Jean Puech (UDF), élu de l'Aveyron, réveille l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), qui devient, sous les gouvernements socialistes, une

turbulente lobbyiste, forte d'une vingtaine de personnes. Avec une toute petite structure mais un président de poids en la personne de Valéry Giscard d'Estaing (UDF), l'Association nationale des élus régionaux vient d'être consultée sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi, qui propose de régionaliser la formation professionnelle des jeunes. Elle a obtenu qu'une partie de l'emprunt Balladur soit affectée à la rénovation des lycées.

#### Les anciens des cabinets

Les communes ont une institution représentative, l'octogénaire Association des maires de France (AMF), qui compte 34 000 adhérents. Son président, Jean-Paul Delevoye (RPR), élu l'an dernier, a rappelé que l'AMF avait vocation à fédérer toutes les catégories de com-

munes. Pourtant, les citadins lui reprochent de sur-représenter le monde rural. Les maires des grandes villes ont été les premiers à s'en détacher. Ils ont créé leur propre maison, tout en gardant un pied à l'AMF, pour y faire valoir leur point de vue.

Dans la foulée des grandes villes, les villes moyennes et les petites villes se sont émancipées, ce qui leur a permis d'enregistrer quelques succès. L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM, pluraliste), active militante de l'intercommunalité, est à l'origine de la loi sur l'administration territoriale, qui incite les communes à se regrouper. Elle a obtenu la création de la dotation de développement rural (DDR), destinée aux groupements de communes qui ont un projet de développement économique.

Rafaële Rivals

Lire la suite page 18



Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Collectivités locales. Qu'il s'agisse de routes, de lycées... le Crédit Foncier financera totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action feront du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

CRÉDIT FONCIER  
Votre allié dans le temps

#### Nigeria xii

Les élections présidentielles ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.

Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées.



## REPÈRES

## FINANCES

## LE PROJET DE BUDGET PRÉVOIT UN GEL DES DOTATIONS EN 1994

Les concours de l'Etat au secteur public local ne progresseront pas l'an prochain. Certains élus craignent d'avoir à augmenter la fiscalité

C'EST avec consternation que les membres du Comité des finances locales, organisme consultatif présidé par Jean-Pierre Fourcade (UDF), ont accueilli le projet de budget pour l'année 1994 présenté, le 21 septembre, par Nicolas Sarkozy, ministre du budget, en présence de Daniel Hoffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales. « Pour la première fois, les concours accordés aux collectivités locales ne devraient pas augmenter », a constaté Jean-Pierre Fourcade. Ils devraient s'élever à 252,7 milliards de francs, au lieu de 252,6 milliards en 1993. De cette façon, l'Etat réaliserait une économie de 5 milliards de francs.

Les élus locaux savaient qu'un effort leur serait demandé sur la dotation globale de fonctionnement (DGF), principale ressource des communes. Malgré l'opposition des maires des grandes villes, le Comité des

## Tollé sur la TVA

finances locales en avait accepté le principe (le Monde daté 12-13 septembre). La DGF devrait être indexée seulement sur l'inflation (alors qu'elle l'était aussi sur la croissance du produit intérieur brut), ce qui se traduirait par une perte de 800 millions de francs, sur un total de 98 milliards. « Cette affaire a été négociée pendant l'été avec M. Pasqua et Hoffel. Les élus jugeaient la désindexation acceptable, pour un an. Celui qui a préparé le budget a tout fichu en l'air », a indiqué M. Fourcade.

ment (maintien en francs constants). Plus grave, selon M. Fourcade, des « ponctions » seront opérées sur les compensations que l'Etat verse aux collectivités locales, afin de couvrir des pertes de revenus qu'il leur a imposées. Ainsi, la dotation de compensation de la taxe professionnelle, censée compenser les allègements de fiscalité consentis aux entreprises en 1987, devrait diminuer (-16,4 %).

La baisse du fonds de compensation pour la TVA (-2,7 %) a déclenché un « tollé » chez les membres du Comité des finances locales, parce que, notamment, elle devrait avoir un effet rétroactif. La TVA sur les investissements est remboursée avec deux ans de retard (un an pour les groupements à fiscalité propre), à hauteur de 15,6 %. En 1994, cette taxe ne devrait être remboursée qu'à hauteur de 14,7 %.

Les collectivités qui ont construit des équipements en 1992 (lycées, collèges, crèches...) recevront donc des recettes moins élevées que prévu. « Si le gouvernement prend une telle mesure, il détériore les relations Etat-collectivités locales », a protesté M. Fourcade, en craignant que, par réaction, les élus locaux ne ralentissent leurs investissements.

Seules les dotations liées aux transferts de compétences devraient augmenter (+3,5 %). Mais M. Fourcade conteste les chiffres du ministère du budget en ce qui concerne la fiscalité. « Le produit reçu l'an dernier est supérieur à ce qui est indiqué. La fiscalité transférée n'augmentera pas, elle diminuera. Nous savons en effet que les droits de mutation

ou les recettes sur la vignette automobile sont en baisse », a-t-il indiqué. Le président du Comité des finances locales demande qu'une commission d'experts, composée de magistrats de la Cour des comptes, tire au clair les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

L'an dernier, les aides au secteur public local ont augmenté deux fois plus vite que les dépenses de l'Etat. M. Fourcade estime que leur croissance devrait être au moins égale (1,1 %). « Ainsi, nous ne perdons que 2,5 milliards de francs, ce qui serait plus acceptable ».

Au moment où le projet de budget prévoit une diminution de l'impôt sur le revenu, il est vraisemblable que la fiscalité locale devra fortement augmenter. Pourtant, a rappelé M. Fourcade, la capacité du contribuable à payer n'est pas « extensible à l'infini ».

Il juge donc que le Comité des finances locales « ne peut accepter une mesure telle que la baisse du FCTVA. On ne peut pas demander aux collectivités locales de soutenir l'activité, et baisser leurs recettes en francs constants ». Même réaction à l'Association des maires de France (AMF), dont le président, Jean-Paul Delevoye, appartient pourtant au RPR. Il indique qu'en tant que parlementaire il refusera de voter ces propositions, qu'il ne juge pas « convenables ».

Il a lancé un appel aux associations départementales de l'AMF, pour qu'elles fassent du lobbying auprès des députés et sénateurs. « Si le gouvernement veut réaliser des économies, il doit avoir le courage politique de modifier les règles de compensation et de dégrèvement. Nous n'accepterons pas le non-respect des règles du jeu entre l'Etat et les collectivités locales », a déclaré Antoine Rufenacht (RPR), vice-président de l'AMF, qui avait fait sécession en 1990. L'APCG devrait formuler des propositions pour une poursuite de la décentralisation, notamment en matière d'aide sociale. Le soutien à l'investissement, réclamé par le premier ministre, Edouard Balladur (le Monde du 12 juin), fera l'objet de discussions. Les présidents de département souhaitent répondre présents, sans toutefois remettre en cause la santé de leurs finances.

► Renseignements au (16-1) 40-60-48-00.

## BLOC-NOTES

## AGENDA

■ Informatique et collectivités. - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) organise ses prochains assises de l'informatique à Ajaccio (Corse-du-Sud), du mardi 28 au jeudi 30 septembre. Cette manifestation s'adresse non seulement aux informaticiens, mais aussi aux cadres supérieurs des collectivités territoriales qui souhaitent améliorer le fonctionnement de leurs services (finances, ressources humaines, patrimoine...). ► Renseignements au (16-1) 40-60-48-00.

■ Congrès des présidents de département. - L'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, que préside Jean Pouch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, tiendra son prochain congrès à Toulon (Var), les mercredi 6 et jeudi 7 octobre. Cette manifestation devrait être marquée par le retour des élus de gauche, qui avaient fait sécession en 1990. L'APCG devrait formuler des propositions pour une poursuite de la décentralisation, notamment en matière d'aide sociale. Le soutien à l'investissement, réclamé par le premier ministre, Edouard Balladur (le Monde du 12 juin), fera l'objet de discussions. Les présidents de département souhaitent répondre présents, sans toutefois remettre en cause la santé de leurs finances.

► Renseignements au (16-1) 43-29-09-05.

■ Famille. - L'Union régionale des associations familiales (URAF) de Midi-Pyrénées organise ses premières assises régionales de la famille jeudi 7 et vendredi 8 octobre à l'université des sciences sociales de Toulouse. La première journée sera consacrée à des ateliers où doivent être abordés des sujets tels que famille et qualité de la vie, droit de la famille, politique familiale et compétences, familles des villes, familles des champs. Elus et spécialistes interviendront le vendredi matin sur le thème de : « la famille en Midi-Pyrénées aujourd'hui et demain ». ► Renseignements au (16) 61-33-50-86.

■ Centres de gestion. - L'Association nationale des présidents de centres de gestion, que préside Patrice Vieilleux

(proche du RPR), tiendra son prochain congrès à Chartres (Eure-et-Loire), jeudi 7 et vendredi 8 octobre. Ces élus doivent faire le bilan de l'action des centres de gestion, ainsi que des problèmes de la fonction publique territoriale. ► Renseignements au (16) 39-50-79-71.

■ Littoral. - L'Association nationale des élus du littoral (ANEL), que préside Antoine Rufenacht (RPR), tiendra ses prochaines journées d'étude à La Grande-Motte (Hérault), jeudi 7 et vendredi 8 octobre. Les travaux porteront sur les conséquences de la loi paysage de janvier 1993 sur le littoral. ► Renseignements au (16-1) 45-82-00-95.

■ Pays d'accueil. - La Fédération nationale des pays d'accueil touristiques (FNPAT), que préside Michel Cointat, organise ses prochaines assises à Algajola (Haute-Corse), du vendredi 8 au dimanche 10 octobre. Cette association s'est créée en 1976, à l'initiative du ministère du tourisme et de la DATAR. Elle regroupe 170 pays d'accueil touristiques, dont 139 ont reçu une homologation, parce qu'ils répondent à des critères tels que l'existence d'une solidarité intercommunale, d'une structure juridique appropriée et d'un projet de développement. Dans la perspective des prochains contrats de plan Etat-région, la FNPAT va engager une

## PROPOS

■ VILLES « Les villes doivent favoriser autour d'elles un réseau de pôles de développement suffisamment étendus pour que les populations rurales, semi-rurales ou périurbaines trouvent des raisons de rester au pays plutôt que de rejoindre des mégapoles. »

Gilles de Robien (UDF-PR), maire d'Amiens, le Monde du 26 septembre.

■ ARCHITECTES « Nous recherchons des gens qui ont une pédagogie de la ville et de l'architecture. Et puis, comme ils sont architectes-conseils, ils ne viennent pas uniquement poser leur œuvre. Ils s'engagent dans la ville. »

Jean-Yves Chapuis (PS), adjoint au maire de Rennes, Architectures de septembre.

■ IMAGES « Le film Gaminal est une catastrophe pour l'image de marque du Nord. » Bruno Bonduelle, PDG du groupe Bonduelle et président de l'Agence pour la promotion de la métropole lilloise (APIM), le Figaro du 23 septembre.

## EXPULSIONS

## LES HUISSIERS ET LE DROIT AU LOGEMENT

Les officiers ministériels plaident pour un traitement des difficultés en amont

CINQ CENTS des trois mille deux cents huissiers de justice, réunis le week-end du 17 au 19 septembre à Vichy (Allier), pour leur vingt et unième congrès sur le thème du droit à l'habitation, avaient choisi d'ouvrir la réflexion par un message de l'abbé Pierre.

Quelques mois après avoir égaré la profession, l'abbé Pierre a de nouveau plaidé pour le droit naturel au logement qui, selon de nombreux juristes, s'oppose au droit légitime de propriété.

L'appel lancé par l'association Droit au logement s'adressait tant aux huissiers qu'au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, lui-même présent au congrès. « Je viens d'apprendre qu'il y a des centaines de familles qui, à Paris, émigrent d'église en église. Occupez-vous-en. Je vous en supplie, monsieur le ministre. Je vous demande aussi de sanctionner les expulsions illégales et de prendre des dispositions pour aider les familles. » Rappelant que la Constitution garantit à la famille « les conditions nécessaires à son développement », l'abbé Pierre a également exhorté les huissiers à « cesser de rédiger dans une langue incompréhensible même pour des gens cultivés ».

Conscients du dilemme juridique du droit à l'habitation, les huissiers suggèrent un traitement des difficultés en amont. Thierry Bary, rapporteur général des travaux du congrès, se déclare persuadé que « l'une des solutions repose sur l'action juridique de proximité car l'organisation judiciaire actuelle n'a pas le temps

de traiter le problème local ». Il faudrait instituer un juge aux affaires locales. Quand on en vient aux expulsions, il est généralement trop tard. Le problème doit se régler au moment où le ménage commence à ne pas payer.

## Dépoussiérage du langage

Le rapporteur rejoint l'abbé Pierre en reconnaissant la nécessité d'un dépoussiérage du langage de la profession. « Nous pourrions mettre en place un bail-plus rédigé de façon traditionnelle d'une part, et en langue de tous les jours d'autre part. Nous établirions un état des lieux et ferions des consultations amiables entre les deux parties. En cas de conflit, l'huissier pourrait renseigner le juge sur le bailleur et sur le preneur. »

Le ministre s'est intéressé aux projets de la profession, mais il a choisi de se placer sur le terrain des inquiétudes immédiates en matière de logement en y répondant par une action de proximité et une « dynamisation » des commissions départementales.

« Il faut accroître l'offre de logements et nous y répondons, notamment par des commissions qui aident les sans-abri en proposant des logements à 200 et 300 francs. Il faut savoir qu'il n'y a pas un seul pays en Europe où l'effort consenti est aussi important. »

de notre correspondant à Moulins Jean-Yves Vif

## ASSOCIATIONS

## LES COMMUNES FONT DU LOBBYING

Suite de la page 17

Cette manne échoit aussi aux bourgs qui exercent une fonction de centralité, comme le réclamaient l'Association des petites villes de France, présidée par Martin Malvy (PS). Sous la houlette de Jacques Floch (PS), l'Association des maires de villes et banlieues a emporté, en 1991, la dotation de solidarité urbaine (DSU), affectée aux banlieues qui concentrent de l'habitat social.

Pour que les associations soient de puissants lobbyistes, il leur faut du personnel compétent. Elles se disputent les spécialistes des finances locales et du droit, issus des banques et des ministères. « Lorsque les pouvoirs publics nous disent que tel projet est impossible techniquement, nous sommes en mesure de leur démontrer le contraire », indique Christian Lalou, directeur de l'Association des maires de grandes villes de France et ancien conseiller technique de Jean-Marie Rausch (maj. p.).

## Sponsors et « vrais-faux » articles

Avoir « fait du cabinet » est un atout sérieux. « On connaît les assistants parlementaires, qui nous signalent les textes en préparation », explique M. Lalou. On sait réagir vite. Quand un texte nous concerne, nous constituons un dossier solide, et nous demandons à un élu de défendre notre amendement. » Son association a, par exemple, obtenu la création de la communauté de communes en milieu urbain, formule qui a permis à Marseille de s'engager sur la voie de l'intercommunalité.

L'argent est, évidemment, le nerf du lobbying. Les associations d'élus sont largement alimentées par les deniers du contribuable. Plus de 80 millions de francs sont prélevés chaque année sur les budgets locaux afin de payer les cotisations. Les barèmes sont souvent calculés en fonction du nombre d'habitants, ce qui explique que l'AMF se taille la part du lion, avec 29 millions de francs (plus 6 millions destinés à son magazine mensuel).

L'Assemblée des présidents de conseils généraux arrive en deuxième position, avec 14 millions de francs. Loin derrière, l'Association des maires des grandes villes ou l'ANEM ont des recettes de 5 millions de francs. « Quand nous rendons un service en termes de lobbying, le citoyen n'a pas à s'inquiéter, car

l'argent public est bien utilisé », estime Christian Lalou.

De multiples petites formations vivent avec de faibles ressources (1 million de francs, ou moins). Elles dépendent des subventions ministérielles qui disparaissent en cas de changement de majorité. Pour organiser de coûteux colloques, elles font de plus en plus appel au sponsoring. EDF-GDF services, la SNCF, France Telecom, la Caisse des dépôts et consignations, la Lyonnaise des eaux ou la Compagnie générale des eaux sont sollicités : leurs logos apparaissent sur les mallettes des congressistes ; leurs responsables sont invités aux tables rondes ; des publi-reportages sont imprimés dans le bulletin de l'association.

En contrepartie d'une aide financière, de « vrais-faux » articles, signés par un journaliste-maison, mais rédigés par le sponsor, vantent des actions de partenariat avec une collectivité locale. « Tout cela n'est pas très déontologique », admet un responsable de la communication d'EDF-GDF services (ancienne direction de la distribution d'EDF et de GDF), qui déclare avoir dépensé 1,2 million de francs pour ces insertions en 1992.

Le mécène y trouve son compte. « Nous avons intérêt à montrer aux élus qu'EDF est un partenaire irréprochable si nous ne voulons pas qu'ils demandent notre démantèlement », explique-t-on à EDF-GDF services. « Les élus ruraux ignorent souvent les conventions conclues entre la SNCF et la région. Participer à leurs colloques nous permet d'expliquer pourquoi telle desserte a été modifiée. Notre entreprise a longtemps été hermétique. Elle doit mieux communiquer, pour que les élus ne se retournent pas vers la presse en protestant », explique un responsable de la SNCF, chargé des relations avec les élus et les consommateurs.

Les associations mieux dotées évitent le sponsoring. « Nous voulons garder notre indépendance », explique Christian Lalou. En 1988, les grandes villes ont dû discuter ferme pour qu'EDF leur paie une taxe sur les transformateurs des copropriétaires. Comment aurions-nous pu négocier, si EDF nous avait financés ? Lorsque une association ne peut se passer de sponsors, « elle a intérêt à les multiplier », conseille Christian Lalou. Dans tous les cas, elle doit établir une convention de partenariat aussi claire que possible.

Rafaële Rivais

ERMONT-FERRAND S

ONE-ALPES

GRAND CRU  
ES OLIVIERS

POITOU-CHARENT

DES EMPLOIS  
LE PARC DU I

E



HEURES LOCALES

## RÉGIONS

### Auvergne

## CLERMONT-FERRAND SE REBIFFE

La capitale régionale souhaite modifier son image et ne plus apparaître seulement comme le siège d'une manufacture de pneumatiques

L'AGGLOMÉRATION de Clermont-Ferrand veut, une fois pour toutes, se débarrasser de la seule image agréablement champêtre fleurissant bon sur le volcan et sur laquelle se colle, presque par hasard, la réalité économique propre à Michelin. Une chaîne de puits, un plateau de fromages et Bibendum à l'ombre de Vercingétorix forment une illustration plaisante pour carte postale mais ne rendent plus compte de la réalité. Roger Quilliot (PS), maire de la métropole régionale et président du Syndicat intercommunal d'équipement de l'agglomération clermontoise (SIEAC, qui comprend treize communes), souhaite modifier cette perception.

Au mois de juin, il a fait adopter par son conseil un budget de 4 millions de francs pour 1993 (une deuxième tranche équivalente devant être engagée pour 1994) et a retenu une société de conseil en communica-

tion pour réaliser une campagne nationale. Coup de colère? Coup de sang? A vrai dire, lassitude conviendrait mieux pour qualifier l'attitude du premier magistrat. Il ne peut plus supporter, pour la vivre au quotidien, l'image donnée de l'agglomération, déformée à souhait, entretenue, sans perversité certes, mais en permanence, sur un ton qui, selon lui, n'est plus de mise.

Le maire de Clermont-Ferrand estime que la métropole de la région d'Auvergne, avec ses 300 000 habitants, ses 30 000 étudiants, ses 6 000 chercheurs et dont l'activité économique ne repose pas sur la seule manufacture de pneumatiques, dispose de tous les atouts pour vivre avec succès un retour à la croissance. « C'est à marée basse que l'on prépare le bateau qui larguera les amarres lorsque la marée montera... » a-t-il affirmé lundi 20 septembre devant 1 500 personnes représentant les forces vives de l'agglomération. Lors de

cette soirée, il a tenu à procéder, en personne, au lancement de la campagne de communication.

Avant que la question ne lui soit posée il a écarté, non sans malice, toute arrière-pensée politique : « Les élections municipales sont dans deux ans (...) et ceux qui, dans cette perspective, veulent hisser les voiles sans plus attendre doivent savoir qu'ils ne sont pas arrivés au port. »

### L'environnement plébiscité

Six mois ont été donnés à la société choisie : Eurocom-Incognito, pour réussir l'opération. Consultation, information et mobilisation sont les trois idées maîtresses de la campagne. Au chapitre de la consultation intramuros, une enquête, réalisée auprès de 800 personnes, montre une méconnaissance de la réalité locale. Ainsi, 75 % ignorent totalement que Clermont-Ferrand

bénéficie de la présence de 6 000 chercheurs, à l'université ainsi que dans l'industrie, ce qui représente pourtant une forte densité. Parmi les interrogés, 11,2 % seulement connaissent le nombre d'étudiants. Enfin, il ne sont que 3,5 % à savoir que 170 établissements publics et privés de plus de 100 employés existent dans l'agglomération (124 pour la seule ville de Clermont-Ferrand).

De Michelin, on retient essentiellement les six plans sociaux successifs dont le dernier en cours, selon les syndicats, pourrait bien se solder par des licenciements secs. De plus en plus, la rumeur selon laquelle la manufacture de pneumatiques quitterait, tôt ou tard, la ville, persiste, s'amplifiant même. François Michelin, comme il l'a fait une nouvelle fois dans le film-témoignage projeté le 20 septembre, clame haut et fort qu'il n'en est nullement question et que l'on ne doit en aucun cas succomber à ce qu'il qualifie de « désinformation en règle ».

Par contre, les habitants de l'agglomération, pour 75 % d'entre eux, « se sentent bien » en ces lieux. Ils bénéficient, font-ils valoir essentiellement, d'un environnement exceptionnel, original puisque paisiblement volcanique, et admirablement préservé grâce à deux parcs naturels. S'ils se plaisent dans leur ville, dont ils apprécient les richesses architecturales, ils regrettent un « manque d'animation » et une majorité d'entre eux souhaiterait que la culture y trouve une plus grande place.

Roger Quilliot trouve ces réponses quelque peu injustes. Il rappelle la création de la Maison

des congrès, sollicitée quotidiennement pour des spectacles, l'extension des bibliothèques municipales ou universitaires, et parle du récent aménagement du Musée des beaux-arts, apte maintenant à recevoir des expositions itinérantes.

Le maire évoque également le projet d'une Maison du théâtre sur lequel la ville s'est engagée. Le coût de l'opération est estimé à 55 millions de francs, l'Etat devant y participer pour deux parts, la région, le département et la ville pour une part. « J'avais en son temps obtenu des assurances du préfet de Jacques Toubon. Qu'en est-il aujourd'hui? Je ne sais... », dit-il.

Informers les habitants, démythifier, convaincre hors des murs, la mission de la société Eurocom-Incognito est importante. Patrice Falk, le responsable de cette campagne, réalise actuellement des spots publicitaires qui seront diffusés au mois de novembre sur France 2 et France 3.

Il s'agira bien d'une « mise au point », c'est le titre de la campagne, comme en témoigne l'un des projets qui montre une agglomération dans une nature protégée et agréable à vivre, mais bénéficiant aussi d'un aéroport international et d'un carrefour autoroutier.

« Il faut avoir le culot de le faire », c'est Roger Quilliot, le spécialiste de Camus, qui parle ainsi avant d'ajouter « je sais que je suis soutenu en dehors de tout clivage politique ». Claude Wolff (RP), maire de Chamalières, était présent le 20 septembre pour le lancement de la campagne. Pour le premier magistrat de la métropole régionale « l'intérêt de la région d'Auvergne est d'avoir une tête solide et l'intérêt de l'agglomération clermontoise est d'avoir un corps solide ». Le président de la région s'appelle Valéry Giscard d'Estaing.

de notre correspondant à Clermont-Ferrand Jean-Pierre Rouger

### CENTRE

#### Un palais des congrès à Tours

Vendredi 17 septembre, les portes du nouveau palais des congrès de la ville, baptisé Vinci, se sont ouvertes pour la première fois. Au cours des trois jours de débats et de visites qui ont suivi, les Tourangeaux ont eu le loisir de découvrir le bâtiment qui porte la griffe de l'architecte Jean Nouvel, l'auteur de l'Institut du monde arabe. La réalisation de ce palais des congrès, qui peut accueillir jusqu'à 3 000 personnes dans ses trois salles, est majoritairement due à des entreprises locales. Entièrement financé par la municipalité, son coût s'élève à 530 millions de francs.

### PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

#### Ille à vendre

« Côte varoise, à vendre ille, site privilégié et paradisiaque, terrain 1 hectare, petit port privé et protégé, villa 235 m<sup>2</sup>, la transaction proposée n'aura pas manqué de susciter les curiosités. Le Petit Ribaud est un gros rocher nu et escarpé, situé entre la presqu'île de Giens et Porquerolles, qui a abrité les exils cénobites de propriétaires fortunés. Acheté en 1640 par le marquisat de Giens, il devint propriété de la famille Sabran-Pontevès, qui le revendit au sieur Remonencq à la fin du dix-neuvième siècle, avant d'être racheté par Léon Escoffier de Giens en 1905. En 1960, M. Vaudard acheta l'île 2 750 francs et entreprit des travaux de voirie et la construction d'une villa. Aujourd'hui, Le Petit Ribaud est mis en vente pour la somme de 17 millions de francs.

### Rhône-Alpes

## LE GRAND CRU DES OLIVIERS

Les producteurs de Nyons ont obtenu une reconnaissance officielle

NYONS, le Nyonsais et les Baronnies c'est encore Rhône-Alpes et c'est déjà la Haute-Provence, le pays bleu, mauve et gris de la lavande, des cigales et de l'olivier. Grâce à son micro-climat de type méditerranéen, cette sous-préfecture de la Drôme s'invente le midi à sa porte. Depuis 2 500 ans on y cultive l'olivier, qui poursuit ainsi une singulière incursion à la limite septentrionale du 44<sup>e</sup> parallèle. La bataille de la « reconnaissance » de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) s'est, quant à elle, étalée sur plusieurs décennies puisque l'idée en a germé dès 1963.

Créé en 1957, après le terrible coup de gel de février 1956 qui avait décimé une partie du verger, le Syndicat de l'olive noire de Nyons s'est aussitôt préoccupé d'obtenir un label de qualité pour « la tanchée », considérée comme l'une des meilleures olives noires produites en France. En 1968, une « délimitation judiciaire » est obtenue devant le tribunal de Valence mais cette « appellation d'origine » n'est pas « contrôlée ». Les oléiculteurs restent d'autant plus décidés à obtenir un cadre légal strict qu'ils constatent que des huiles d'olive d'importation simplement « conditionnées » à Nyons sont fréquemment mises en vente sous des étiquettes ambiguës et à des prix défilant toute concurrence.

### Une petite révolution

Le marathon dans lequel s'engagea alors le syndicat délaissa les chemins administratifs pour emprunter la voie législative, guère plus rapide. Une série de courriers et de contacts avec différents ministères aboutit, en 1986, à l'élaboration d'un projet de proposition de loi. Le changement de majorité remet les pendules à zéro, mais un nouveau texte est néanmoins présenté à l'Assemblée nationale, le 16 février 1987. Présenter n'est pas voter... Le dossier s'enlise. En 1988, nouvelle alternance et nouvelle proposition de loi. En juin 1989, la proposition est acceptée sur l'ordre du jour complémentaire mais aucune date n'est retenue.

Et puis, en août 1989, le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, s'avise de globaliser le règlement du problème afin d'éviter d'avoir à légiférer pour chaque produit candidat à un label, et confie une mission de réflexion à un expert. Le rapport, rendu en septembre 1989, débouchera

sur une loi cadre, adoptée le 2 juillet 1990, visant à confier le contrôle de l'ensemble des AOC - « fromages et laitages » et « produits divers » compris - à l'Institut national des appellations d'origine (INAO) qui n'avait jusqu'ici que la charge des produits viticoles. Une petite révolution initiée grâce aux oléiculteurs de Nyons. Le dossier du syndicat était bien préparé, néanmoins une commission spécialisée procéda à une minutieuse enquête avant de rendre une décision favorable que le ministre devrait bientôt entériner par un décret. Il restera au syndicat à s'assurer que les textes d'application soient conformes à l'autodiscipline que souhaitent s'imposer les oléiculteurs et qui

porte notamment sur l'étiquetage. Pour éviter toute confusion sur l'origine réelle de l'huile.

L'olive et l'huile issues d'un terroir qui englobe environ 250 000 arbres répartis sur 2 200 hectares peuvent être assimilées à un « grand cru ». Le prix de vente élevé de cette huile, 70 à 80 francs le litre, s'explique notamment par le coût de la main-d'œuvre. Un ramasseur, payé 55 francs de l'heure, ne peut guère récolter plus de 10 kilos en une heure. Et pour faire un litre d'huile - du pur jus de fruit - il faut de 4,5 à 5 kilos d'olives...

Pour ce qui concerne l'olive de bouche, elle restera un « produit culturel » qui ne vise pas la consommation de masse. Pourtant, comme l'affirme Christian Teulade, directeur de la coopérative du Nyonsais et secrétaire du syndicat, l'olive pourrait constituer « un produit millénaire d'avenir ». En dix ans, en France, la consommation d'huile d'olive est passée de 25 000 à 37 000 tonnes dont 95 % sont importées.

de notre envoyé spécial à Nyons Robert Belleret

### POITOU-CHARENTES

## DES EMPLOIS POUR LE PARC DU FUTUR

La direction du CNED s'installe à Poitiers à l'ombre du Futuroscope

EDITH CRESSON, premier ministre, avait donné le ton des transferts de services de l'Etat en province en envoyant une partie des services du Centre national d'enseignement à distance (CNED) à Poitiers. L'équipe d'Edouard Balladur s'est montrée plus déterminée encore. Au début de l'été, la direction générale de l'établissement cinquantenaire, basée à Vanves (Hauts-de-Seine), a appris qu'elle allait rejoindre ses troupes à l'ombre du Futuroscope. Sur le site de Janay-Clan, un bâtiment moderne, essentiellement financé par le département de la Vienne, abrite déjà l'équipe audiovisuelle du CNED, presque née ici, ainsi qu'un service de vidéotransmission interactive par satellite. Un autre bâtiment, qui a bénéficié du même soutien, regroupe l'enseignement des langues vivantes, quelques disciplines de sections de techniciens supérieurs, plus le centre d'accueil téléphonique national.

Pendant des mois, cet immeuble-là a été occupé en dessous de sa capacité. L'arrivée de l'« état-major » du CNED pourrait suppléer le manque d'enthousiasme des troupes touchées par une première vague de décentralisation en 1992. Elle devrait ainsi permettre d'atteindre l'objectif fixé... par le gouvernement socialiste. Le transfert de la direction a

un impact plus « qualitatif que quantitatif », reconnaît un de ses membres. Après tout, une décentralisation ne se résume pas en termes d'effectifs, et celle-ci prouve au moins une continuité notable dans la volonté politique.

Elle va se traduire par un nouvel apport de cinquante personnes aux abords du parc du Futuroscope. Au total, ils sont près de deux cents à y travailler actuellement. La direction générale et les services qui lui sont directement liés ne devraient être au complet que dans un an. Il a fallu procéder à des recrutements, car sur les vingt-cinq premiers nouveaux venus, qui doivent effectivement leur poste. Une réaction malgré tout mitigée, qui illustre les difficultés que connaissent ces opérations, même, comme c'est le cas à Poitiers, lorsque les collectivités locales se mobilisent largement pour les accueillir (Le Monde daté 17-18 janvier 1993).

A l'échelon national, le CNED compte l'équivalent d'un millier d'emplois et huit centres régionaux. Le recteur Michel Moreau, qui a été nommé directeur au mois de juillet, connaît déjà la région puisqu'il a été doyen de la faculté de droit de Poitiers.

M. V.

# NOUVEAU

Le Monde en poche  
Une nouvelle collection est née

Le Monde en poche  
Une nouvelle collection est née

YUGOSLAVIE  
ORIGINES D'UN CONFLIT  
BERNARD FERON

L'IMMIGRATION  
PHILIPPE BERNARD

ECONOMIE ET ENVIRONNEMENT  
SYLVIE DERAINNE

Le Monde  
EDITIONS

MARABOUT

Disponible dans toutes les librairies et en grandes surfaces



## ENFANTS

Rentrée  
au Jardin d'acclimatation

La désignation d'un nouveau concessionnaire exploitant le Jardin d'acclimatation a été reportée au mois de mars 1994 mais le célèbre terrain de jeu des petits Parisiens continue à vivre intensément. Une exposition de poissons en aquarium, « Les dents de la Seine », s'y déroule jusqu'à la fin septembre tandis que démarre « Le voyage enchanté », un petit train circulant à travers des décors miniatures. Mais surtout le Théâtre du Jardin, auquel la Ville a coupé les vivres, se débat comme un beau diable pour continuer à accueillir les enfants. Jacques Douai, son animateur, lance une souscription de soutien sous forme de 5 000 titres de 500 francs, chacun proposé aux parents avec la formule « Devenez les mécènes de vos enfants ». En outre, Jacques Douai donnera, dans son théâtre, du 12 octobre au 6 novembre, un régal intitulé « De Montmartre à Saint-Germain-des-Près ».

## FESTIVAL

Le 13<sup>e</sup>  
en fête

Pour sa dixième édition, le Festival du 13<sup>e</sup> arrondissement, du 6 septembre au 17 octobre, bénéficie cette année d'un parrainage de poids. Le maire, Jacques Toubon, est aujourd'hui ministre de la culture. D'où la richesse exceptionnelle du programme. Douze troupes de théâtre se produisent dans les différentes salles du quartier dont le grand amphithéâtre de l'Ecole des arts et métiers. Ses 600 places sont quasiment pleines chaque soir.

Raymond Devos est sur la scène du cinéma Grand Ecran qui, par ailleurs, projette une douzaine de classiques tirés d'ouvrages littéraires. Mais il y a aussi, en d'autres lieux, de la danse, un marché du livre, un feu d'artifice, la remise d'un prix littéraire, une brocante et l'arrivée du beaujolais nouveau. L'une des soirées les plus intéressantes de ce festival fourre-tout a été le concert donné par les musiciens stagiaires de l'Orchestre national de jazz au théâtre Dunois, réinstallé par la ville dans un local neutre de la rue du Chevaleret. Un grand moment de jazz dans une salle hélas mal insonorisée.

## RENOUVEAU

La Vidéothèque  
prépare la Libération

La Vidéothèque de Paris fait sa cure de renouvellement. On lui a attribué un nouveau directeur, Michel Reilhac, ancien animateur du Centre culturel américain et concepteur des « Arts étonnants », manifestation originale qui, notamment, a fait danser les Parisiens, cet été, au Palais de Chaillot. D'autre part, le hall d'accueil a été entièrement redessiné. Il comporte à présent une boutique où l'on achète des cassettes vidéo et des livres, évidemment consacrés à Paris. A l'étage, un nouvel éclairage efface l'atmosphère de caverne mystérieuse qui caractérisait la Vidéothèque. D'ailleurs on songe à transporter l'établissement dans l'immeuble de l'ancienne Casité lyrique, maintenu par la désastreuse expérience de la Planète magique. Tout cela n'empêche pas la Vidéothèque de préparer le cinquantenaire de la Libération de Paris, en 1994. Elle dispose déjà de quarante heures de témoignages filmés. La commémoration sera d'ailleurs élargie aux capitales étrangères dont on fera revivre la libération par l'image. C'est l'une des nouvelles orientations de la Vidéothèque de Paris : élargir son horizon aux grandes métropoles mondiales.

## COMMERCE

## UNE VITRINE POUR L'AGROALIMENTAIRE

Les entrepôts de Bercy se transforment en un centre international d'affaires. D'un coût de 7 milliards de francs, ce « mart » et ses annexes donnent du souci à ses promoteurs

LES négociants en vin qui depuis deux siècles roulaient leurs futailles sur les pavés de Bercy sont encore sous le choc. Au-dessus des vieux entrepôts fleurant le gros rouge s'élève à présent un building de trente-quatre mètres de haut et de trois cent vingt mètres de long, perpendiculaire à la Seine et fermant définitivement l'horizon vers Charenton. La répétition, en somme, de la barrière de béton du ministère des finances, qu'on aperçoit au loin. L'édifice, que certains surnomment « La Banane », en raison de sa forme incurvée, évoque plutôt un paquebot. Il apparaît ces jours-ci mais sans champagne ni fanfare. Pourtant, il représente pour Paris et pour la France une nouveauté : l'immense vaisseau abrite ce que les Anglo-Saxons appellent un « mart », abréviation de « market ». Un centre d'affaires thématique. Ici l'alimentaire et l'art de la table.

Le « paquebot » offre aux producteurs, fabricants et importateurs français mille « cabines » largement ouvertes sur des coursives où ils pourront exposer en permanence des échantillons de leurs produits alimentaires. De la boîte de caviar aux filets surgelés en passant par d'innombrables breuvages, on y trouvera tous les ingrédients de la grande bouffe,

y compris les accessoires de la table. A la Foire de Paris, rayon alimentation, ajoutez les pinardiers de Bercy, les grossistes de Rungis, placez le tout dans un immeuble informatisé et climatisé et vous aurez le deuxième mais le plus important « mart » de France (1). Loués à l'année contre une redevance d'environ 3 250 francs le mètre carré, les cabines sont de taille variable : de cinquante à cent cinquante mètres carrés. Ne sont admis dans le vaisseau que des acheteurs professionnels munis de laissez-passer : patrons de restaurant, responsables de magasin, gestionnaires de collectivités, agents de centrales d'achat, négociants export-import, détaillants de l'alimentation, etc.

La vie  
en « paquebot »

L'idée du « mart » alimentaire à la parisienne (une quarantaine d'autres existent à travers le monde mais généralement à l'extérieur des villes) a été lancée par Jean-Pierre Hennequet, quarante-six ans, 1 mètre 92, 90 kilos, homme d'affaires aussi imaginaire que gourmand. Il s'inquiétait de voir filer outre-Rhin le commerce de l'agroalimentaire, fleuron bien français. Au bout du futur parc de Bercy coincés entre la Seine, le périphérique

et les voies ferrées, une douzaine d'hectares se trouvaient « libres ». Un consortium financier comptant une demi-douzaine de grandes firmes (Crédit national, BNP, Crédit foncier, Euro-développement) s'est constitué autour du groupe Suez, a acheté l'espace à la ville et y a fait dessiner par deux architectes, Michel Macary et Henri La Fonta, un projet de « mart » baptisé Bercy-Expo. D'autres éléments s'y sont ajoutés pour tenter de créer un peu d'animation autour du temple du négoce interdit au public.

Selon ses promoteurs, la discrétion entourant l'ouverture du « Centre d'affaires international de l'alimentaire et de la table » - c'est son nom officiel - serait due à la nécessité de « roder la machine ».

Le paquebot de Bercy-Expo - le nom médiatique qui lui restera - n'offre pas, à ses locataires, que des mètres carrés mais de multiples services. Hôtesses d'accueil dans le monumental hall d'entrée, des gardiens et pompiers jour et nuit, les télécommunications, mille sept cents places de parking en sous-sol, des locaux de réunion dont une salle de 3 000 mètres carrés capable de recevoir un colloque, des bureaux tout équipés pour les visiteurs, deux restaurants, une cafétéria, un traiteur, une banque, des loueurs de voitures et des boutiques, on pourra quasi-

ment vivre en circuit fermé dans le navire.

Les adhérents - c'est ainsi qu'on nomme les utilisateurs du centre - pourront louer des cuisines pour faire goûter leurs préparations et même un « laboratoire » où l'on dégustera leurs vins.

C'est donc ce dispositif dont il faudrait tester la fiabilité avant une véritable inauguration programmée pour le printemps 1994. On souhaite aussi sans doute que les coursives soient mieux garnies. Certes l'Institut national des appellations d'origine s'installe à Bercy mais sur les 65 000 mètres carrés de cabines à louer, 20 000 mètres carrés seulement sont actuellement retenus par environ 560 entreprises.

Une station  
du Meteor

Autrement dit 70 % des locaux restent libres et 44 % des firmes attendues bouclent encore. La récession est passée par là. D'où une intense campagne de publicité lancée en juin et qui se prolongera jusqu'à la fin de l'année. Budget confidentiel mais se chiffrant par dizaines de millions de francs.

Soixante mille acheteurs français et étrangers ont été bombardés de brochures. La

presse professionnelle reçoit ce mois-ci des encarts. Quarante mille commerçants de l'Île-de-France ont été invités aux « Jours de Bercy-Expo ». Chaque semaine, ce jour-là, les charcutiers, traiteurs, boulangers, pâtisseries, cavistes, épiciers de luxe et restaurateurs indépendants sont spécialement conviés à « faire leur marché ».

Le paquebot doit à tout prix « tenir la mer » car il ne représente en surface que le tiers du projet total. Il faut encore trouver preneur pour cinquante-deux mille mètres carrés de bureaux, aménager en centre de congrès les anciens entrepôts desservis par l'architecte Lheureux, restaurer les pavillons de pinardiers du quartier Saint-Emilion pour y recevoir 120 boutiques d'alimentation - celles-là ouvertes au public - et 45 restaurants, creuser un gigantesque parking de 2 250 places, édifier un complexe de 18 salles de cinéma - gérées par UGC - qui seront capables d'asseoir simultanément 4 000 spectateurs, ouvrir trois hôtels offrant 700 chambres. Le tout devrait fonctionner en 1996, lors de l'ouverture de la ligne Meteor dont la station Dijon desservira le nouveau complexe. L'investissement total atteindra 7 milliards de francs dont plus d'1,5 milliard ont déjà été dépensés. Compte tenu de la conjoncture plus que mauvaise, on comprend que le pari de Bercy-Expo donne du souci à ses promoteurs et les incite à la circonspection.

Marc Ambroise-Rendu

(1) La cité mondiale du vin, à Bordeaux, de moindre surface, a été le premier « mart » de l'Hexagone.

## URBANISME

LA PLACE DES FÊTES  
ENFIN RÉAMÉNAGÉE

Les habitants de Belleville vont bénéficier d'un embellissement de leur quartier

PERCHÉE sur les hauteurs de Belleville, héritée d'un bouquet de tours bien visibles du périphérique, la place des Fêtes est un des symboles des ratés de l'urbanisme des années 60 et 70. Sur une vaste zone appelée « secteur de rénovation », on a construit ici, entre 1957 et 1978, le plus grand ensemble de la capitale : 17 000 habitants vivent dans des HLM aujourd'hui dégradés mais aussi dans des logements intermédiaires ou bourgeois.

Symbole de batailles urbaines et des relations entre la Ville et les associations, la place des Fêtes a vu défiler bien des projets. En 1989, Jacques Chirac fait de son réaménagement une priorité. Un concours international est lancé qui aboutit à la sélection de l'équipe de l'architecte Bernard Huet à qui l'on doit aussi le réaménagement de la place Stalingrad et celui des Champs-Élysées. Les travaux viennent de commencer : ils devraient s'achever fin 1994, les dernières plantations étant prévues au printemps 1995.

Un terrain  
de Belleville

La place des Fêtes a un nom chargé de promesses, et pourtant il y fait si froid que certains l'appellent « la place à courants d'air ». Elle comporte deux parties bien distinctes, correspondant à deux moments de l'histoire locale. A l'est, au pied des tours, une esplanade un peu triste, avec ses carrés irréguliers de béton et de macadam. A l'origine de la rénovation, une dalle piétonne était prévue, mais le projet avorta faute de crédits. Le parking souterrain fut toutefois conservé, d'où nombre de rampes d'accès, sorties, et ventilations, mal cachées par de maigres buissons. Sillonée de vélos et de poussettes par beau temps, la place est un incessant lieu de transit, vers la poste, le supermarché, les commerces. Trois fois par semaine, un marché apprécié des habitants l'anime.

Le soir la rend aux dealers et autres indésirables. Situé à l'ouest de la place, en contrebas, le square Monseigneur-Maillet se rattache à un autre morceau de l'histoire locale, celui de la commune de Belleville, qui couvrait jadis les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. En 1835, Belleville acquiert, pour ses fêtes, un terrain non loin du centre et de la rue principale (l'actuelle rue de Belleville). Aménagé à la fin du siècle, avec de belles plantations et un kiosque à musique, il est bordé de deux entrées de métro.

Ajoutons à ces deux éléments une fontaine signée Marta Pan. Installée à côté du square en 1988, conçue comme le point de départ d'un projet vierge remballé, elle est aussi intouchable que le square ou le marché... mais pour d'autres raisons. Mal intégrée à la place dans son état actuel, elle est l'objet de dégradations chroniques.

Bernard Huet a tenté d'organiser cet assemblage hétéroclite. Rien de bien spectaculaire : l'essentiel des travaux portera sur le sol, qui sera nivelé et revêtu de beaux matériaux (granits clairs et foncés). Au pied des tours, une vraie place sera créée, sous forme d'un rectangle de briques de terre cuite (40 m x 50 m) bordé de quelques marches, tandis que deux grands axes est-ouest et nord-sud seront dessinés. Bien sûr, le square demeure. Agrandi et retravaillé, il s'inscrira dans la nouvelle géométrie de la place, soulignée par quelques rangées supplémentaires de grands arbres et par un système d'éclairage sophistiqué.

L'autre souci de l'architecte a été de redonner une échelle à la place, de créer des relais entre le piéton et les tours. Les commerces de pied d'immeuble seront reliés par un élégant portique métallique. Une ombrière sera installée près de la fontaine. Enfin, des gradins seront construits pour encadrer le nouvel espace central. L'architecte les avait imaginés en dur, mais des commerçants se sont inquiétés de la gêne visuelle et de la

venue probable de visiteurs indésirables. Du coup, seul un talus engazonné, et protégé, verra le jour. Ce compromis, temporaire selon la mairie, risque hélas de ne satisfaire personne. Le recadrage des voiries périphériques attendra lui aussi, en raison de son coût. Le restant du projet, estimé à 57 millions de francs, dépasserait déjà les limites fixées.

Point d'orgue du réaménagement : un « monument » doit prendre place au centre de l'esplanade recomposée. Créé par le sculpteur hongrois Zsako Zoltan, il aura une forme géométrique, entre l'obélisque et la pyramide (15 m de haut, 5 m de large), et sera couvert de reliefs célébrant la fête.

La maison  
de quartier

Masquant une sortie de parking, le monument sera aussi un phare éclairant la nuit, un signal. Certains s'interrogent sur le bien-fondé de l'obélisque, d'autres ont des soucis sécuritaires (d'où un travail renforcé sur les éclairages), d'autres enfin renâclent contre le déplacement du marché... Hormis ces quelques critiques ponctuelles, le projet Huet séduit par sa sobriété et son équilibre.

Seul véritable point noir, la maison de quartier tant attendue par Jean Reby, le fondateur et délégué général du groupement des associations de la place des Fêtes (1), n'est toujours pas à l'ordre du jour. Insistant sur les liens entre les histoires urbaine et associative, ce dernier rappelle les vieilles promesses, les échanges de lettres, les négociations, et surtout la venue de Jacques Chirac, place des Fêtes, juste avant les municipales de 1989. Le maire avait alors tout remis à plat, et - fait unique dans les annales de Paris - débloqué 100 000 francs pour que l'association étudie le dossier du réaménagement.

Ce rapport, la Ville s'en est servi pour organiser le concours d'architecture de 1991. « Mais, regrette Jean Reby, nous avons été marginalisés peu à peu par la naissance de la Ville ».

H. G.

(1) Le groupement organise dimanche 26 septembre la onzième Fête de la rencontre. Deux temps forts : un rallye pédestre à la découverte du quartier, le matin, un concert de Georges Chelon dans l'après-midi. Renseignements : 42-08-43-31.

## EXPOSITION

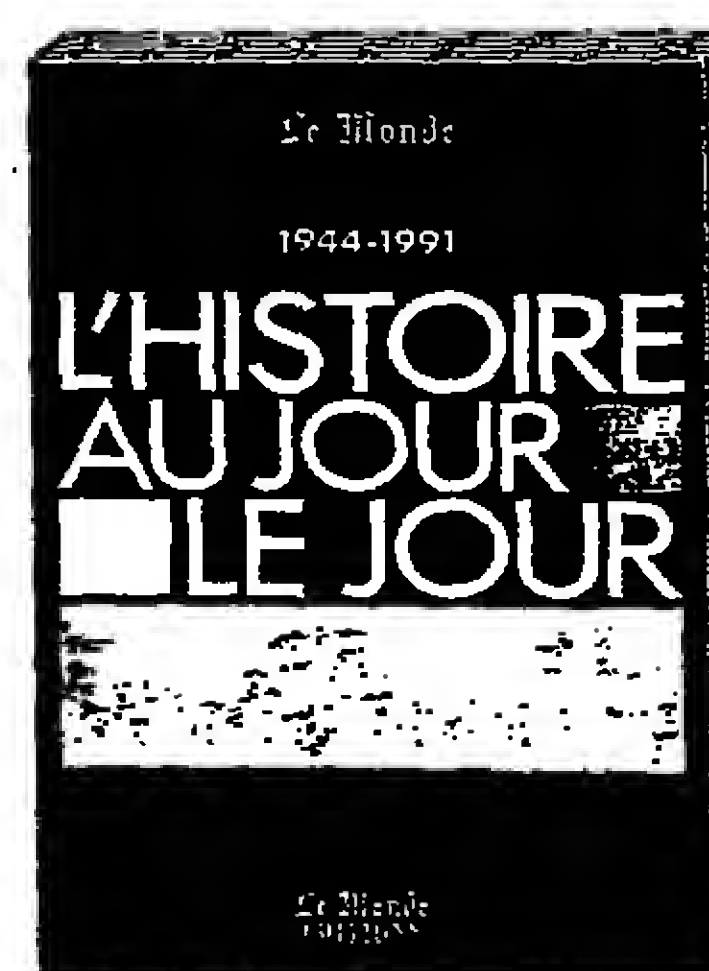
## Le Sénat en photos

Les argentiers du président, les lingères, les garagistes et les lampistes : les photographes de Mathilde de L'Ecotais montrant les dessous du Sénat. Une exposition de 55 photos en couleurs intitulée « Le Sénat : l'autre regard » permet de découvrir les différentes vies de cette institution de la République, installée dans le palais construit par Maria de Médicis. « J'ai voulu montrer ce qu'on ne voit jamais », explique cette jeune photographe de vingt-trois ans qui a dû patienter six mois pour obtenir l'autorisation d'apporter dans ces lieux ses appareils photo. Pendant deux périodes de deux mois, elle a ensuite arpenté les

salons dorés, les gigantesques cuisines et les nombreux bureaux pour réaliser ce « reportage » qui s'articule autour de cinq thèmes : l'architecture, la présidence, les petits métiers, les portraits des vice-présidents, le travail dans les services.

Les sénateurs ont été apparemment contents du résultat puisqu'ils ont demandé que l'exposition se fasse itinérante et soit présentée sur leurs terres. Quant à Mathilde de L'Ecotais, elle veut maintenant « portraiturer » les autres « palais de la République ».

► Palais du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris, jusqu'au 8 octobre.

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR  
1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde  
ÉDITIONS

Un demi-siècle  
d'histoire dans  
les archives du  
Monde  
Une encyclopédie  
pratique de  
1064 pages (avec  
chronologies, cartes  
et index). 395 F

Le Monde  
ÉDITIONSRencontres avec  
des citoyens extraordinaires

Deux expériences culturelles, artistiques  
et sociales en milieu urbain



## MUSIQUE ET VIEILLES PIERRES

**VERICORP**



## LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Nîmes

#### aide des jeunes en difficulté

Une expérience, baptisée «Formation active accompagnée», destinée à des collégiens en situation d'échec scolaire vient d'être initiée par la municipalité de Nîmes. Elle porte sur cent cinquante collégiens âgés de quatorze à dix-sept ans, sélectionnés en fonction de leurs mauvais résultats. Ces adolescents suivront durant deux ans une nouvelle formule d'alternance alliant le travail dans l'entreprise, la formation générale et l'enseignement professionnel. Chaque stagiaire sera suivi dans son projet de formation par un accompagnateur recruté parmi une cinquantaine de retraités bénévoles et un tuteur au sein de l'entreprise d'accueil. Les adolescents seront rémunérés de 300 F à 800 F par mois en fonction des résultats obtenus. Mené avec la bénédiction du ministère de l'éducation nationale et celui du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ce projet pourrait, selon le maire Jean Bousquet (divers droite), être étendu à d'autres villes à l'issue d'une période d'observation de six mois.

## BASSE-NORMANDIE

### Les trente ans de la Foire de Caen

Jusqu'au lundi 27 septembre, la Foire internationale de Caen attend des visiteurs pour atteindre ou dépasser le chiffre de 200 000 entrées. Rendez-vous commercial toujours prisé des exposants et des Normands, la Foire de Caen n'a pas connu de baisse de fréquentation, comme les autres manifestations de ce type et se classe au 8<sup>e</sup> rang des foires françaises. Élément-clé de sa réputation et de sa réussite, elle accueille chaque année un pays : l'Argentine pour l'édition 1993, après l'Égypte et l'Inde. S'étalant sur le parc de 30 hectares à proximité de l'hippodrome au cœur de la ville, elle accueille près de 700 exposants et reste surtout un important rendez-vous de l'élevage bas-normand avec les traditions d'usage que sont les concours de la race normande, celui des animaux de boucherie, et évidemment celui des bœufs régionaux comme le pommou et le calvados.

## RHÔNE-ALPES

### La Savoie encourage la valorisation des déchets

Une formation de 1 500 heures aux métiers de la valorisation a été initiée, au mois d'août par la société Triall, entreprise d'insertion installée à Chambéry et spécialisée dans la gestion des déchets. En partenariat avec la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Savoie, qui participe au financement de l'opération à hauteur de 500 000 francs, et de sociétés de traitement des déchets comme MOS (filiale de la Lyonnaise), SOMAPA (Général des eaux) ou CIC-Fonlupt, elle consiste à former une douzaine de chômeurs de longue durée au métier de la collecte et de la gestion des déchets. Marc Bodinier, directeur de Triall, espère voir cette nouvelle formation validée par les ministères du travail et de l'environnement. Convaincu qu'une telle filière professionnelle est créatrice d'emplois, Michel Barnier, ministre de l'environnement et président (RPR) du conseil général, n'a pas hésité à rencontrer les apprentis «valoristes» pour leur assurer de son soutien.

# LA MODE DES PLATES-FORMES DE DÉCHARGEMENT

Le transport et le traitement des marchandises peuvent-ils servir au développement local ? Les pouvoirs publics cherchent à maîtriser leur multiplication

LES camions ne se cachent plus. Bien au contraire. Perçus il y a encore peu de temps comme une nuisance, fâcheuse mais inévitable, le trafic et le traitement des marchandises sont en train de devenir un nouveau sésame du développement local. Depuis deux ou trois ans, les projets de «plates-formes logistiques» fleurissent. La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) en recense cent cinquante, plus quatre-vingts centres routiers; mais les évaluations vont du simple au double, voire au triple... De Marseille à Lille, et de Montpellier à Nancy, pas une capitale régionale qui n'ait un dossier à défendre. Les petites et moyennes villes comme Agen, Troyes, ou Montluçon ne sont pas en reste.

On assiste à une inflation de projets. Souvent des illusions entretenues par des cabinets d'études

public (GIE). Une stratégie d'offre globale et de pragmatisme. La logistique est aussi une priorité régionale, qui s'emballe avec le développement d'un pôle emballage-conditionnement et le fameux projet de troisième plate-forme aéroportuaire du Bassin parisien...

Les plates-formes sont-elles déjà trop nombreuses? Nul ne conteste les effets pervers de l'inflation de projets, parfois décidés sur des illusions entretenues par des cabinets d'études. Dans un même «bassin de trafic», des projets risquent de se «cannibaliser». Difficile toutefois d'avoir une position trop tranchée. Au Centre de recherches sur l'économie des transports (CRET) de l'université d'Aix-en-Provence,

Daniel Boudoin distingue les plates-formes selon leur rayon d'action : interrégional voire international, régional ou local.

Constatant la montée en puissance des régions de Lille et Lyon, il note que le choix d'une localisation varie d'une entreprise à l'autre, selon sa stratégie et son origine. «Paris constitue toujours un point fort pour les Anglais, dit-il, alors que les Japonais sont très largement basés en Belgique et aux Pays-Bas. Mais la multiplication des échanges fait qu'on ne peut plus desservir toute l'Europe d'un seul point. C'est en cela que la Méditerranée a un sens.»

À la direction «aménagement» de la SCET (groupe Caisse des dépôts), Jean-Marie Funel

préfère raisonner en termes de fonctions. Les équipements destinés à accueillir les marchandises avant distribution finale, ou «centres d'éclatement», sont de taille variable mais forcément collés aux agglomérations, expliquent-il en substance. À l'inverse, les plates-formes traitant les flux, ou hubs, peuvent se localiser n'importe où. C'est à la première catégorie que s'intéresse la SCET : parmi les sociétés d'économie mixte (SEM) adhérentes à son réseau, une quinzaine travaillent sur des projets de plates-formes, et la moitié sont gestionnaires de marchés d'intérêt national (MIN) que l'on songe souvent à démanteler. Pour les conseillers, la SCET souhaite créer un «pôle d'ingénierie de logistique urbaine», et se faire une place à côté des pionniers Sogaris (Rungis) et Garonor (groupe Novaliance).

Ni définition ni modèle. Laurent Grégoire, le président de l'ASLOG, préfère insister sur la dimension «service» (formation, conseil, informatique). La logistique n'est plus affaire de gros bras, et les zones qui s'y consacrent sont plus «denses» que les entrepôts (cinquante à soixante-quinze salariés à l'hectare à Rungis ou Garonor).

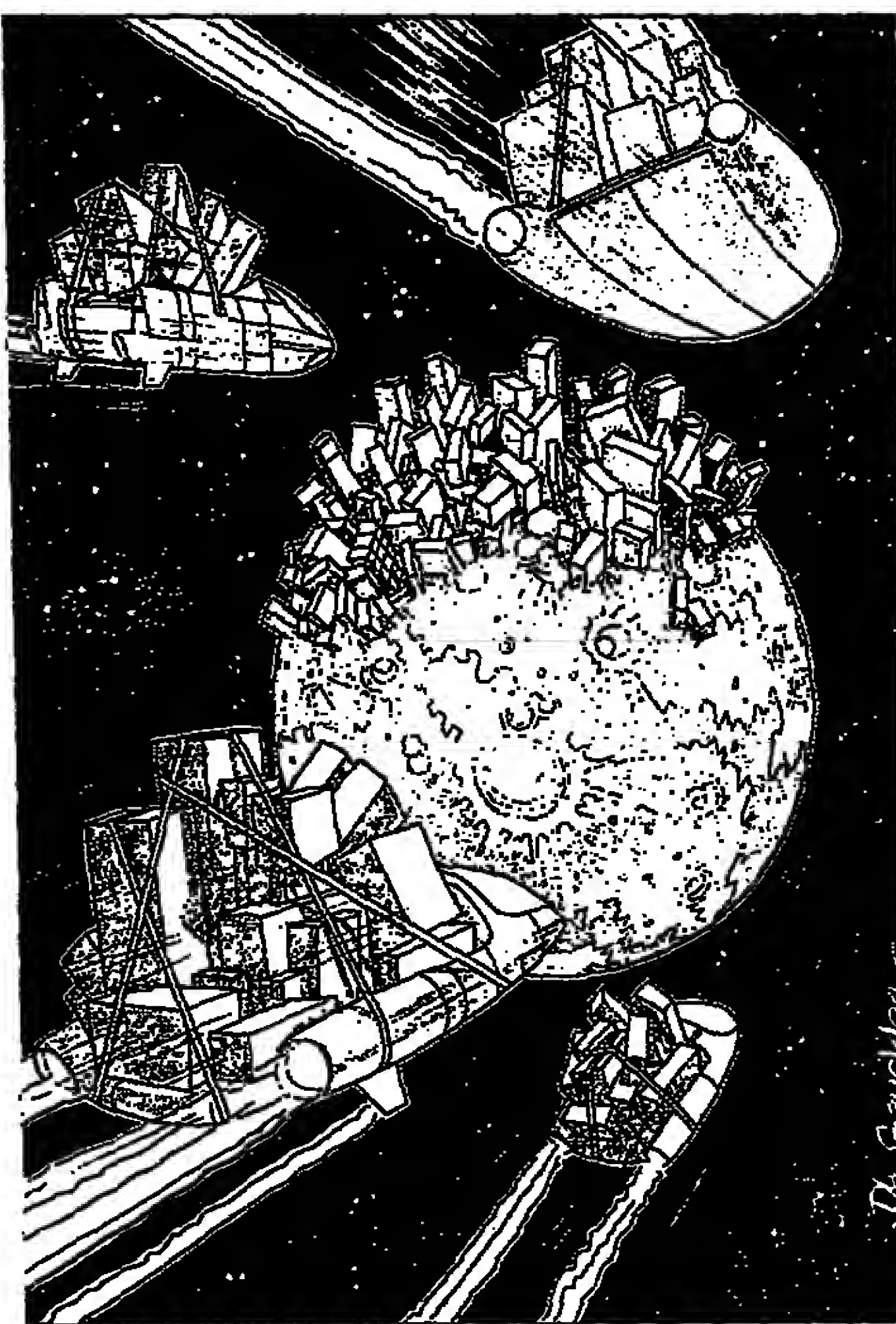
La DATAR devrait fixer prochainement une sorte de traité de non-prolifération fondé sur le consensus avec les professionnels

Du côté de l'Etat aussi, la donne a changé; la prise de conscience, au niveau européen comme national, de l'importance dans l'avenir du transport combiné ferro-route s'y est pas étrangère. Or il est un mot magique dans la logistique : multimodalité. Soucieux de l'encourager, le ministère des transports a défini la localisation d'une trentaine de plates-formes ferroviaires. Ce schéma comporte deux niveaux, avec des sites de base (Avignon, Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy-Strasbourg, Paris, Toulouse), et des sites à vocation régionale (Agen, Clermont-Ferrand, Cognac, Dijon, Dunkerque, Hendaye, Montpellier, Nantes-Montoir, Pau, Perpignan, Rennes, Rouen, Sète-le Verdon, Tours, Vesoul).

Dans cette liste, les métropoles régionales côtoient les grands ports, mais aussi les villes frontalières vers l'Espagne (l'écartement des rails, différent, impose des manipulations), les centres agricoles (Avignon, Agen, Cognac) ou industriels (Clermont-Ferrand, avec Michelin, Vesoul, avec Peugeot). L'isolement régional peut encore expliquer le choix d'une cité, comme Pau pour le Sud-Ouest.

Ces nœuds ferroviaires existent déjà, mais doivent être achetés, agrandis, modernisés, ou démantelés. Cinq grandes opérations sont assurées : le site du nord de Paris, qui quitte Noisy pour Mitry-Mory, Bordeaux, Lyon-Satolas, Marseille et Lille. Traditionnellement implantés sur des terrains SNCF, certains projets associeront dorénavant les collectivités locales.

D'où des systèmes de cofinancement que le gouvernement voudrait inscrire dans le XI<sup>e</sup> Plan (1993-1997). Lorsqu'il est seul, l'Etat finance aujourd'hui à 50 % les infrastructures et superstructures liées au chantier technique, le restant demeurant à la charge de l'opérateur ou de la SNCF. Dans les contrats de plan, le partage sera différent : 40 % Etat, 30 % région, 30 % pour l'opérateur. L'Etat ne s'engagera pas sur les aspects périphériques des projets, plus commerciaux. Aux collectivités locales de faire leurs



## L'avance de Valence

Entre l'autoroute du Soleil et le Rhône, sur le territoire de Portes-lès-Valence, précisément, une plate-forme logistique associe les collectivités locales et la SOGARIS (gestionnaire de Rungis) va bientôt voir le jour. Dans cette région, d'autres projets sont à l'étude, notamment à Mions-Corbas. Pour l'agglomération de Valence (Drôme), la plate-forme s'inscrit dans une stratégie de spécialisation de pôles économiques, avec, sur le plateau de Lautagne, le grand projet d'un parc technologique.

La concurrence? Elle n'effraie pas trop Dominique Mercier, secrétaire général adjoint de Portes-lès-Valence. «Notre projet a une longueur d'avance sur les autres, dit-il. Nous avons le consensus, l'espace, et déjà quelques implantations.»

Car le site, qui s'étire le long du fleuve, accessible par la voie d'eau et bientôt par un embranchement ferroviaire, est dans le prolongement d'une zone d'activités déjà occupée par des transporteurs ou prestataires de services comme Danzas ou Calberson. Dernier atout : la ville a la maîtrise foncière d'une grande partie des terrains concernés (la moitié des 120 hectares envisageables à terme).

La commune mûrit cette idée depuis 1987, mais deux années furent nécessaires pour convaincre les autres partenaires : les membres du syndi-

H. G.

comptes! Quant à la CEE, il n'est pas exclu qu'elle distribue quelques subsides...

La DATAR devrait sortir cet automne un schéma d'orientation. Un traité de non-prolifération, en quelque sorte, fondé sur le consensus avec les professionnels, l'interconnexion et la complémentarité des sites. Responsable du groupe villes-infrastructures, Bernard Robert avoue toutefois sa perplexité. Le grand désordre lui paraît néfaste, mais la logique de la massification ne le satisfait pas davantage. L'exemple-repoussoir, c'est Roissy, seul «hub» français pour le transport aérien de passagers. Les cas étrangers illustrent, eux aussi, combien le «hub» polarise le développement (1).

«Il y a dix ans, on avait peur de l'intervention des pouvoirs publics et d'une organisation trop étatique des transports, rappelle Christian Reynaud, de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS). Mais depuis quelques temps, on commence à vouloir planifier». Le chercheur a observé nos voisins : en Italie comme en Allemagne et surtout aux Pays-Bas, l'Etat investit plus qu'en France. Tel est bien le casse-tête de la DATAR : comment sauvegarder les intérêts de l'aménagement du territoire tout en préservant une chance pour la France sur l'échiquier logistique européen?

Hélène Giraud

(1) Voir les articles sur les hubs aériens aux Etats-Unis, et ferroviaires en RFA, dans le hors-série du magazine L'urbanisme consacré à la métropolisation (mai-juin 1993).

## Nancy

### vise l'Europe

«En 1978, on me traitait de visionnaire», Pierre Janot, vieux routier de la logistique au Comité d'aménagement, de promotion et d'expansion de la Meurthe-et-Moselle (CAPEMM), fait remonter à cette époque l'histoire de la plate-forme ferroviaire multimodale de Nancy, aujourd'hui en chantier. Ce projet mené en étroite collaboration avec la SNCF a des visées ambitieuses : faire partie du grand réseau ferroviaire européen pour le fret de marchandises.

Revenons à 1978 : la manutention des conteneurs d'Epinal (Vosges) est regroupée à Nancy. Mais en 1988, le chantier technique générant des nuisances en centre-ville, une réflexion s'engage. Récemment la brasserie de Champenelles libère 50 hectares au nord de Nancy, sur la route de Metz. Ce site est en bordure de l'A31, de la Moselle navigable, de l'aéroport lorrain, et bientôt de la gare TGV. C'est acceptable pour la CEE : trois grands chemins s'y croisent (Londres-Milan, Le Havre-Strasbourg, et Rotterdam-Marseille). L'opération est «labellisée» par la SNCF, dont la gare de triage est toute proche.

«Les Lorrains sont les premiers à travailler sur le multimodal avec la SNCF», explique Pierre Janot. Et d'ajouter que l'équipement sera lui-même «le premier européen où l'on pourra entrer et sortir directement». Le montage associe l'entreprise nationale à un syndicat mixte regroupant cinq communes, qui espère couvrir ses frais grâce à la commercialisation de lots à des logisticiens. «Pas des transporteurs purs, prévient Pierre Janot. Ni des entreprises délocalisées d'un site proche.» La densité d'emplois à l'hectare devrait donc être forte. La commercialisation va démarrer, et une première tranche sera livrée en 1994 (la moitié des 80 hectares prévus au total). Des travaux colossaux pour des ambitions modestes. Si la plate-forme pouvait capter une portion de l'accroissement du trafic général, ce ne serait déjà pas si mal...

H. G.

LES MARCHÉS

CHEF DE MISSION DISTRIBUTION



DIRECTEUR DE L'ENFANT

CHOLET  
SECRET  
GÉNÉRAL (M/F)

«Les Lorrains sont les premiers à travailler sur le multimodal avec la SNCF», explique Pierre Janot. Et d'ajouter que l'équipement sera lui-même «le premier européen où l'on pourra entrer et sortir directement».

«Pas des transporteurs purs, prévient Pierre Janot. Ni des entreprises délocalisées d'un site proche.» La densité d'emplois à l'hectare devrait donc être forte.

فكرة منه لخط



REPRODUCTION INTERDITE

# FORMES

PAR AU DÉVELOPPEMENT

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

Le développement est un processus complexe qui implique de multiples dimensions : économique, sociale, culturelle, politique. Il s'agit de créer des conditions favorables à la croissance et à l'épanouissement de la société.

## LES MARCHÉS DU SECTEUR PUBLIC

ASSOCIATION NATIONALE DE COLLECTIVITÉS LOCALES  
en plein développement, à vocation d'expertise et de conseil.

### CHEF DE MISSION DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Diplômé d'une formation supérieure d'ingénieur (Supélec, etc.), connaissance des courants forts. Expérience d'au moins 5 années acquise dans un organisme de contrôle, dans une entreprise de distribution agissant par délégation de service public, dans le service technique d'une grande ville. Agé de 30 à 35 ans, le candidat possèdera nécessairement de bonnes capacités rédactionnelles. Poste basé à Paris, environ 20 déplacements de 4 à 5 jours ouvrables consécutifs chaque année en France.

Merci d'envoyer un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite avec niveau actuel de rémunération et celui souhaité à :

AEC - 20, boulevard Latour-Maubourg - 75007 PARIS

ASSOCIATION NATIONALE DE COLLECTIVITÉS LOCALES  
en plein développement, à vocation d'expertise et de conseil.

### RESPONSABLE ORGANISATION INTERNE

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 4), connaissances appliquées en informatique et bureautique. Expérience d'au moins 5 années acquise dans une société de services informatiques, dans le service informatique et organisation d'une entreprise de taille moyenne, dans un institut de sondages, etc. La connaissance des statistiques appliquées est un élément complémentaire favorable.

Merci d'envoyer un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite avec niveau actuel de rémunération et celui souhaité à :

AEC - 20, boulevard Latour-Maubourg - 75007 PARIS



ARGENTEUIL  
MAIRIE

### Recrute

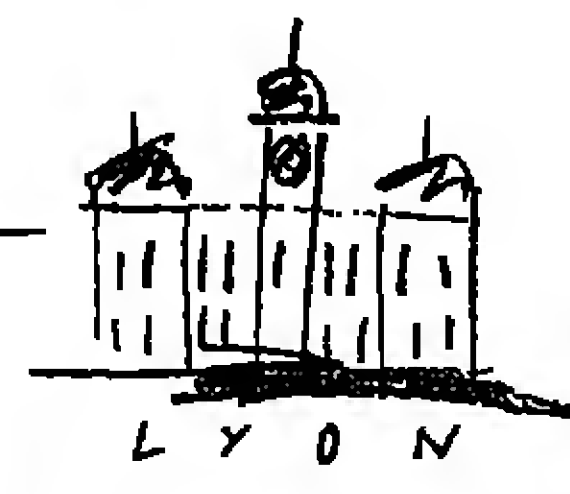
Argenteuil a placé "l'enfant dans la ville" au centre de ses priorités et développe en direction de l'enfance (petite enfance à préadolescence) un ensemble d'actions et de programmes éducatifs et sociaux (crèches, centres de loisirs, points d'accueil de quartier, vacances...) et recherche son :

### DIRECTEUR DE L'ENFANCE

- En étroite collaboration avec l'Elue et le Secrétaire Général Adjoint du Secteur, vous mettrez en œuvre les orientations d'activité définies par la municipalité.
- Vous conduirez l'équipe de direction du secteur composée de 3 responsables (enfance, petite enfance, gestion) et superviserez un service de 270 personnes. Vous travaillerez en partenariat avec les autres secteurs de l'activité municipale.
- Outre l'élaboration du budget, vous mettrez en œuvre des procédures de gestion rigoureuses pour assurer la mise en place de projets ambitieux : Contrat Enfance - Plan patrimoine.
- Administrateur ou Directeur Territorial (ou assimilé), vous possédez une solide maîtrise des règles de fonctionnement d'une municipalité ainsi que d'une structure associative sur les plans personnel, budget, juridique et comptable.
- Votre expérience de direction d'un secteur enfance, votre forte capacité à encadrer, animer et motiver une équipe, votre sens du contact et du dialogue, vous permettront de relever un challenge passionnant.

Merci d'adresser dossier de candidature (cv, lettre manuscrite, photo) à :  
FELDMAN Conseil - 85, boulevard Voltaire  
75011 PARIS

Feldman Conseil



## Orchestre National de Lyon Auditorium

LA VILLE  
DE LYON  
recrute  
par voie  
contractuelle

Etablissement en régie municipale, assurant la gestion d'un orchestre symphonique, d'une salle de concerts et l'exploitation des spectacles des théâtres romains de Fourvière ; Budget : 75 MF ; effectif : 150 permanents.

### Intendant - Responsable de la programmation

réf. 50  
Professionnel averti, vous disposez d'une culture musicale de haut niveau, symphonique (et si possible lyrique), et des talents de manager reconnus. Anglais courant indispensable, allemand souhaité.

### Directeur d'exploitation de la salle

réf. 40  
Rompu aux techniques de management des équipements culturels et de loisirs, vous êtes un professionnel du spectacle, ayant une sensibilité musicale. Anglais indispensable.  
Adresser les candidatures (lettre avec présentations, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Patrice ARNENGAU - Directeur Général Auditorium/Orchestre de Lyon - 82 rue de Bonnel - 69431 LYON cedex 03.



VILLE DE  
CHOLET

(56.000 habitants - Maine et Loire)  
à 55 km de Nantes et Angers, à  
une heure de la Côte Atlantique

### recrute suivant conditions statutaires SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (H/F) (Administrateur Territorial)

Chargé d'assurer la Direction Générale et la coordination des Services, vous participerez à la préparation et à la mise en œuvre des décisions municipales. Disponible, vous alliez une solide expérience de la Fonction Publique, des connaissances juridiques (niveau BAC +4 minimum) et des aptitudes au management.

- Avantages :
- Prime de responsabilité
  - Régime indemnitaire
  - Logement et véhicule de fonction.

POSTE-VACANT À COMPTER DU 1ER NOVEMBRE 1993.

Pour tous renseignements, contacter la Direction des Ressources Humaines au 41 49 25 37

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo d'identité sous réf. CHL AU PLUS TARD LE 15 OCTOBRE 1993 à M. le Député-Maire, Hôtel de Ville, BP 2135, 49321 Cholet cedex.

### Communauté Urbaine de Lille

La Communauté Urbaine de Lille regroupe 87 communes et plus d'1 million d'habitants. Elle emploie 3000 salariés et gère un budget annuel de 6 milliards de francs. Ses compétences s'exercent principalement dans l'urbanisme, l'aménagement et l'habitat, le transport des voyageurs, la voirie et la signalisation, l'écologie urbaine, le secours et la lutte contre l'incendie.

### recherche pour la Direction Circulation et Voirie un Chargé d'Etudes de Circulation (Ingénieur Subdivisionnaire)

Missions : La Communauté Urbaine de Lille gère 2 000 km de voies, 1 000 km de trottoirs et 919 carrefours équipés de feux.

- Au sein du service "Planification et Circulation" vous assurerez :
- les études de circulation et de stationnement
  - les études générales d'aménagement géométrique des voies et carrefours
  - les études générales dans le domaine de la circulation, du stationnement et de la conception des voies.

Profil : De formation Ingénieur, vous êtes sensibilisé (e) aux problèmes d'aménagement et d'urbanisme.

Ce poste fait appel à des compétences techniques variées mais aussi à une bonne appréhension des aspects psychologiques et sociaux de la circulation.

La préférence sera accordée aux Ingénieurs Territoriaux en poste ou inscrits aux listes d'aptitude.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo en précisant la réf. du poste à : M. La Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, 1, rue du Balcon BP 749 - 59034 LILLE CEDEX.

LA MÉTROPOLE DES GRANDS PROJETS



DREUX  
LA VILLE EN ACTION

Eure-et-Loir 36.000 habitants  
A 80 km de Paris Ouest

Ville en pleine mutation, Dreux porte ses efforts sur la qualité de l'environnement et des services : eau potable et assainissement (traitement des eaux) ; réaménagement de la collecte et du traitement des ordures ménagères ; création d'une déchèterie ; réorganisation des services ; schéma directeur informatique ; plans de formation et de communication.

recrute par voie de mutation ou de détachement

### Secrétaire Général Adjoint

ayant vocation à succéder au Secrétaire Général

Membre de la Direction Générale, vous participez aux réunions relatives à l'élaboration et au suivi des politiques municipales, tant auprès du Maire et du 1er Adjoint, qu'auprès des Adjointes délégués pour les services dont vous coordonnez l'activité : techniques, ressources humaines, culture, sécurité et animation sociale. Vous collaborerez à la réalisation des actions de la municipalité pour la qualité du service.

De formation supérieure (Bac + 5, Droit, Sciences-Po, DESS ou autres, souhaitables), vous avez impérativement une expérience pluridisciplinaire. Disponible et motivé, vous montrez des aptitudes au management, le sens du dialogue et des responsabilités. Vous disposez d'une parfaite connaissance de l'organisation administrative communale.

Avantages : prime de détachement, régime indemnitaire, 13ème mois, logement, voiture.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV détaillé, et photographie à : M. le Maire de Dreux, Direction des Ressources Humaines, BP 127, 28105 DREUX



## FRONTIÈRES

## MARSEILLE

## Entre fierté et détresse

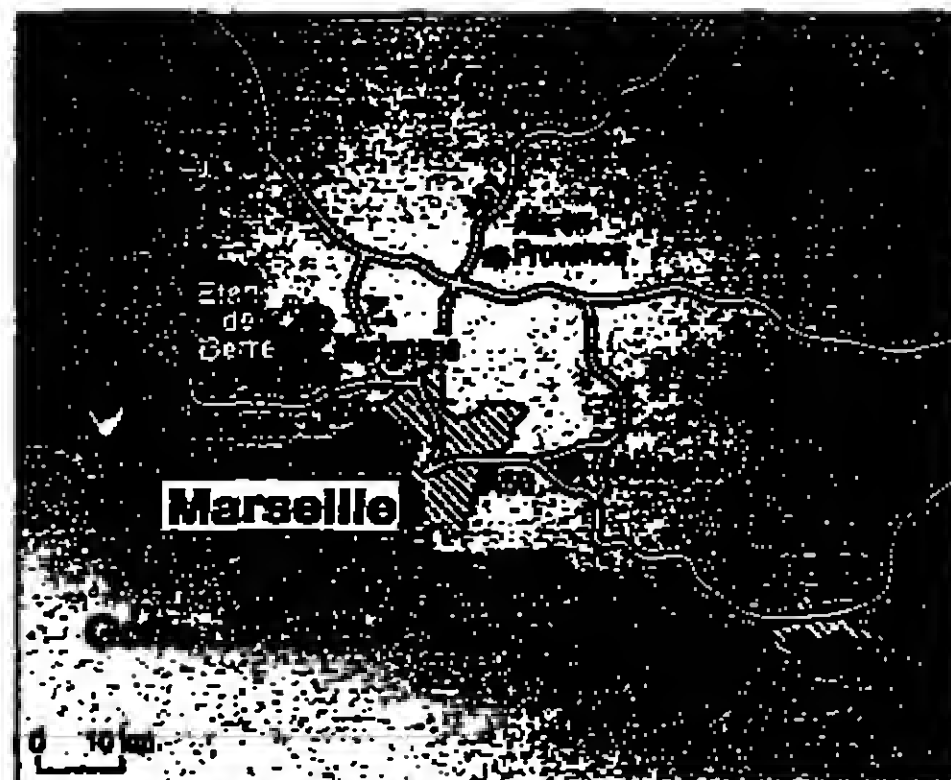
PENDANT longtemps, elle a laissé dire, n'éprouvant pas le besoin de regarder par-dessus son épaule, par-dessus ses collines blanches qui la coupent de la mer. Marseille n'avait d'yeux que pour la Méditerranée. Un retranchement qui n'explique pas à lui seul son encombrante notoriété. A la moindre occasion, micros et caméras viennent tâter le poul des vendeuses de poisson, des supporters de football, ou des habitants des quartiers nord. Qu'il se déclenche une guerre dans le golfe Persique, que le Front national fasse une apparition dans la ville ou qu'on y découvre une fausse facture, Marseille emplit les colonnes des journaux, plus encore que les tribulations de la famille royale britannique. Allez savoir qui a commencé, elle ou le reste du monde? Et qui manipule l'autre?

« Il est naturel que Marseille suscite tant d'intérêt, elle est la dernière ville populaire de France. La rue s'y exprime sans filtre », estime Madame Defferre, plus connue sous le nom d'Edmonde Charles-Roux. Avec ses 800 530 habitants, la commune est aussi la deuxième de l'Hexagone, malgré une inquiétante perte de population. Voilà pour les éléments objectifs. Le reste tient-drait au « romantisme » des Marseillais. Sous l'art de la galette chateaufort, dans lequel ils excellent, perce un certain désespoir, un goût du désastre annoncé. Mais s'ils se délectent à noircir eux-mêmes le tableau, c'est pour embrouiller l'étranger, pour lui clore le bec. Pas pour qu'il aille le répéter à Paris! Le malentendu persiste.

Alors Marseille continue de se déployer vers le Sud. C'est dans cette direction qu'elle étale à son aise ses minuscules ports de pêche, où patientent les « pointus », ces barques qui ne paient pas de mine. C'est là qu'elle se repose à l'ombre des « cabanons », ces anciens hangars à bateaux poussés sans permis dont elle est si fière. Son territoire est vaste. Marseille détecte, en

vac, de 15 kilomètres de calanques, et plus encore de quais, d'un archipel, de plages, de grottes, d'un golf, d'un hipodrome, de massifs rocheux accueillant une station thermale, de sites archéologiques voisins avec des forts.

Mais ce n'est là ni ce qu'on montre d'elle, ni ce qu'elle affiche. La préfecture des Bouches-du-Rhône s'est dotée ces dernières années d'équipements culturels dignes d'une métropole régionale, pas d'une capitale historique des rives de la Grande Bleue. Sa liaison avec cette dernière reste cachée. Elle ne s'est pas offert d'aquarium, pas même un musée méditerranéen. Marseille est un port où l'on arrive, mais une ville que l'on quitte rarement. Alors on garde ses trésors pour soi. Ainsi, dans les ports de plaisance, 83 % des places sont occupées par des navigateurs originaires de la commune, 11 % du département. Les « étrangers » n'ont qu'à aller mouiller ailleurs. L'ancienne porte de l'Orient n'a pas pour principe de dévoiler ses charmes au premier venu. Pour lui, autour de la gare Saint-Charles, Marseille concentre, comme par dérision, son folklore amer. Rou-



tards, clochards, « primo-arrivants » à l'air perdu, manifestants des chantiers navals de La Ciotat, venus en habitus, policiers voyants et taxis prompts à médire se côtoient devant les premières façades du quartier de la porte d'Aix, en attente de rénovation depuis des lustres. A leurs pieds, l'autoroute Nord déverse ses camions. A l'ouest, la route longe le complexe pétrochimique de Fos; au nord, elle étreint des grands ensembles de sombre répu-

severe sur les structures économiques locales. « Jouer la carte coloniale était déjà un signe de décadence. En se concentrant sur un territoire protégé, les armateurs ont montré qu'ils n'étaient pas en mesure d'affronter leurs concurrents occidentaux. » Marseille appartenait encore au dix-neuvième siècle quand le reste de la France entamait sa modernisation industrielle. La bourgeoisie avait préféré poursuivre ce qu'elle avait fait, miser sur le négoce à gros profits.

« Financer à long terme le développement de technologies de pointe et embaucher, cher, des ouvriers qualifiés ne fait pas partie de ses traditions », achève l'universitaire. Comme dans le reste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les capitaux viennent désormais d'ailleurs. L'enseignement technique reste peu développé. Seulement, les anciennes colonies n'attendent plus des fabricants marseillais qu'elles leur livrent des briques et des tuiles. Et celles-ci n'ont plus besoin de flots de main-d'œuvre à bas salaire pour les pro-

duire. Les usines ont disparu, laissant leurs friches derrière elles. Bien sûr, plus personne ne croit que la richesse débarquera toute crue des bateaux pour être transformée en savons, en semoule, en pâtes ou en chocolat. Le port, le vrai, s'est déplacé sur les rives de l'étang de Berre en 1964. L'industrie moderne a quitté le littoral marseillais, laissant l'ancienne organisation des docks se consumer lentement. Cette agonie interminable n'affecte guère le trafic essentiel, celui des hydrocarbures. Grâce au pétrole, Fos-Marseille se maintient au troisième rang européen.

Pourtant les décideurs se tournent à nouveau vers le large, guettant les signes de renouveau. Car depuis quelques années, économistes et experts des missions interministérielles se sont succédé au chevet de la ville malade. Leurs études vont toutes dans le même sens. Marseille ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port, qui reste un outil performant malgré sa longueur actuelle. Et même si elle est devenue un pôle important de recherche scientifique, elle doit d'abord s'appuyer sur sa vocation traditionnelle, le négoce. Bref se relancer dans les affaires, pour employer un terme plus actuel.



« En offrant les services aux entreprises qui manquent aujourd'hui, il est possible de devenir une plaque tournante incontournable, quelque chose comme Hongkong vis-à-vis de

un avis favorable à la création de l'établissement public d'aménagement de la Joliette (EPAJ). Une initiative qui, si elle obtient le soutien du gouvernement, devrait se traduire par la restructuration du cœur de la ville, depuis les quais jusqu'à la gare Saint-Charles, afin d'y accueillir un centre tertiaire, intitulé Euroméditerranée.

Henri Roux-Alezi, le président de la chambre de commerce annonce, lui, plus fort encore : « 2001 Marseille Provence-Méditerranée du monde ». Pôle santé, logiciel, agroalimentaire, zone de télécommunication avancée, relance du projet de liaison Rhin-Rhône... Autour de ce titre générique, les idées ne manquent pas, les obstacles non plus. A en croire Henri Roux-Alezi, il ne s'agit pas seulement d'une question de survie économique, mais aussi de défi culturel.

« Nous ne voulons pas nous retrouver dans une Europe anglo-saxonne, qui ne raisonne qu'en chiffres et en termes techniques. La Méditerranée a porté les trois religions monothéistes, elle sera bien capable de susciter un nouvel essor. » La Commission de Bruxelles fournit actuellement 6,8 euros par habitant aux pays d'Europe centrale, 2,4 aux États méditerranéens. Si elle voulait bien regarder un peu plus vers le sud, la ville serait toute prête à lui servir de relais. Elle souhaiterait accueillir, par exemple, une banque de développement méditerranéen ou quelque autre institution. Gènes et Bar-

celone aussi probablement. La chambre de commerce a invité, début octobre, cinq cents décideurs français et étrangers, pour leur présenter les atouts de la Provence et de sa renaissance prochaine. Ces rencontres auront lieu sur un paquebot ancré dans le port. Tant qu'à changer d'image, autant de pas légers sur les symboles. Voilà qui est dans les cordes des Marseillais.

Par son sens du spectacle, et plus encore de la tragédie, Marseille ne renie pas ses origines. Ses fondateurs avaient voyagé depuis la Grèce antique. Elle est née de la mer, et son peuple avec elle. La dernière vague arrive de l'océan Indien. Ces nouveaux-venus originaires des Comores se targuent d'être 20 000.

Une estimation probablement ambitieuse, mais il faut bien cela pour se faire une place au soleil marseillais et au sein de ses vingt-six communautés. Avant eux avaient débarqué, des mamelouks venus d'Egypte, des Arméniens et des Libanais, des Italiens et des Corses, des Indochinois d'avant les guerres d'indépendance et les pieds-noirs après, des Maghrébins et des Kurdes. Les responsables locaux ont beau marteler aujourd'hui que ce creuset international constitue une force, la ville ne leur a pas toujours tendu les bras. Elle en a au moins pris l'habitude. Voilà vingt-six siècles que cela dure.

**Modèle américain ou intégration? Face à ce débat de fond, les Marseillais sont condamnés à innover**

Sur ce sujet, Robert Vigouroux, qui a créé une instance de rencontres pour les représentants de toutes les communautés, devient presque volubile. « Les frontières font partie intégrante de la cité, seulement, ici, elles signifient le respect des différences. Je ne suis pas favorable à l'intégration à tout prix. L'important est d'avoir pour objectif commun d'être marseillais. » Michel Pezet, ancien président socialiste du conseil régional, son rival lors des dernières élections municipales, se dit loin de partager cette conception. « Marseille ne doit pas se comporter comme une ville américaine où les cultures se contentent de coexister. Elle doit devenir une métropole européenne. » Peut-être les Marseillais parviendront-ils à faire progresser ce débat de fond.

De sa longue histoire et de sa « position géostratégique », comme disent les experts, la cité phocéenne a hérité d'un privilège discutable, celui d'être atteinte la première par des lames de fond qui débordent largement son territoire. Aussi pourrait-elle devenir, selon les plus positifs, un « laboratoire du vingt et unième siècle », tant économique que social, voire politique. Elle est condamnée à innover, puisqu'elle est située en première ligne. Elle demeure un port qui attire, un sas, une « ville-frontière » même si elle ne sait plus très bien vis-à-vis de qui.

Comme Marseille est en outre composée de cent onze villages pratiquant chacun un accent différent, à en croire l'office du tourisme, le tout, hâlé d'immenses émeutes à la va-vite, finit par faire désordre. En fait, cette géographie compliquée raconte seulement l'histoire agitée d'une vieille cité. D'où vient alors cette impression qu'il y a tant à faire? Madame Defferre a une réponse ingénue : « C'est justement parce qu'elle est si ancienne qu'elle s'use plus vite que les autres. »

de notre envoyée spéciale  
**Martine Valo**

Prochain article :  
**MENTON**

## Alger par la mer

A quoi reconnaît-on, quand on voyage par ferry de Marseille à Alger, les petites « trabendistes » (trafiquantes) qui tréquent pour les gros bonnets du régime et ceux qui s'achètent pour les caïds de la mafia islamiste? En vérité, à rien du tout. Il suffit d'avoir passé quelques minutes dans les soutes du Liberté, où chaque passager a parqué sa valise, pour se douter qu'en matière de débrouilles et d'embrouilles les Algériens, de quelque minaret qu'ils soient, sont prêts à oublier leurs querelles de chapelle, pourvu qu'à l'arrivée les douaniers ne fassent pas preuve d'un zèle tyrannique.

A plonger dans le flot félin des véhicules qui embarquent au port de la Joliette, on peut se demander à quoi rêvent les gendarmes marseillais, et comment ces engins psychédéliques, aux portières mal refaites, aux pare-chocs râclant le bitume et aux capots arrière brillant incandescent à chaque cabot, avaient pu circuler, ne serait-ce qu'un quart d'heure, sans être arrêtés par la maréchaussée et envoyés à la casse. Question vite oubliée, tant l'étape suivante, l'observation des « chargements », s'avère hypnotique.

Face à ces Himalaya de cartons boursoufflés (vêtements, pièces détachées, rouleaux de ficelle, pneus de rechange), de tables à repasser, de réfrigérateurs ou de roues de vélo débordant des fenêtres, Prévert et son pauvre inventaire n'auraient pas fait long feu. Et puis, Prévert aimait les femmes. Hormis deux ou trois épouses muettes, flanquées de leurs maris kabyles, et une ou deux gaouris (étrangères) pas forcément plus défilées, le panorama humain de cette minuscule croisière (environ vingt-quatre

heures) semble devoir généralement se limiter à quelques tables masquées ponctuant leurs repas de masses basses et de rires bruyants.

Est-ce le cherté de la vie en France, le mélange de devises conjugué à la dégringolade du dinar (un peu plus de 4 dinars pour 1 franc au marché officiel, plus de 10 au marché noir) ou la difficulté pour l'Algérien moyen (riche ou pauvre) d'obtenir le sacro-saint visa? Ou les soient, tous ces « trabendistes », le nombre de ceux qui traversent la Méditerranée sur un ferry tend à diminuer. Ils étaient 422 000 en 1991, 416 000 en 1992.

Nomades à leur manière, les « trabendistes » suivent toujours la route qui mène aux basés les moins chères, selon les règles du rapport qualité-prix. D'après les connaissances algériennes, Marseille aurait, de ce point de vue, perdu la première place, depuis au moins deux ans. En outre, ce n'est plus le bateau, mais l'aviation, qui semble avoir gagné la préférence de ces globe-trotters un peu spéculatifs. « Pour les vêtements féminins, le mieux, c'est la Syrie », assure un vieil habitué du port et de ses trafics. « Une robe que vous trouvez à 100 francs à Marseille, vous l'aurez pour 35 ou 40 francs seulement à Damas », précise-t-il. Selon lui, l'Egypte est une « bonne affaire pour les meubles », tandis que la Tunisie conserve le meilleur jeune, « loin devant la France et le Maroc », pour tout ce qui concerne l'électronique et le matériel hi-fi. D'ailleurs, il suffit de faire une fois le vol Tunis-Alger, pour commencer à le croire.

de notre correspondant  
à Alger  
Catherine Simon

**Pour les experts, la ville malade ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port**

« Un cycle est un cycle », commente docement une brochure du Port autonome de Marseille. « Il est difficile de vivre une mutation », laisse tomber le maire, Robert Vigouroux (apparenté PS) du haut de son bureau surplombant le Vieux Port, devenu un havre pour les plaisanciers. Nombre d'observateurs situent le début de la crise aux bouleversements des guerres d'indépendance. En histoire, Emile Temime pose un regard plus

JAVICO 150